



General Assembly

Distr.: General
26 May 2010

Arabic/English/French/Russian/
Spanish only

Human Rights Council

Fourteenth session

Agenda item 3

**Promotion and protection of all human rights, civil,
political, economic, social and cultural rights,
including the right to development**

Report of the Special Rapporteur on the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms while countering terrorism, Martin Scheinin*

Addendum

Written submissions by Governments to the questionnaire of the Office of the High Commissioner for Human Rights related to the study on good practices on legal and institutional frameworks and measures that ensure respect for human rights by intelligence agencies while countering terrorism, including on their oversight, prepared by the Special Rapporteur on the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms while countering terrorism**

* Late submission.

** Owing to its length, the present report is circulated as received.

Contents

	<i>Paragraphs</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–3	3
II. Questionnaire.....	4	3
III. Written submissions by Governments.....	5–717	3
Algeria.....	5–21	3
Azerbaijan.....	22–47	6
Belgium.....	48–107	9
Benin.....	108–122	16
Canada.....	123–175	19
Colombia.....	176–235	27
Costa Rica.....	236–262	38
Croatia.....	263–273	41
Cyprus.....	274–281	42
Ecuador.....	282–300	43
Estonia.....	301–315	46
Finland.....	316–330	48
Georgia.....	331–354	50
Greece.....	355–374	54
Hungary.....	375–384	57
Ireland.....	385–396	58
Japan.....	397–413	60
Jordan.....	414–422	62
Kazakhstan.....	423–469	63
Latvia.....	470–485	68
Lithuania.....	486–501	70
Macedonia (The former Yugoslav Republic of).....	502–529	73
Madagascar.....	530–561	76
Mexico.....	562–575	79
Norway.....	576–589	81
Romania.....	590–617	83
Russian Federation.....	618–671	85
Switzerland.....	672–690	94
Syrian Arab Republic.....	691–701	97
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.....	702–717	98

I. Introduction

1. This addendum is submitted to the Human Rights Council by the Special Rapporteur on the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms while countering terrorism, pursuant to Human Rights Council resolution 10/15.
2. Document A/HRC/14/46 contains the Special Rapporteur's compilation of good practices on legal and institutional frameworks and measures that ensure respect for human rights by intelligence agencies while countering terrorism, including on their oversight. Among its sources it includes written submissions from Governments received before the submission by the Special Rapporteur of the study on 5 May 2010. This addendum reproduces all Government submissions received up to 17 May 2010.
3. The replies are reproduced as received by the Secretariat.

II. Questionnaire

4. The following questionnaire was sent by the Office of the High Commissioner for Human Rights to all Governments on 12 March 2010:
 - 1) Which are the main public institutions that conduct intelligence related operations in the context of countering terrorism? Please describe the respective legal frameworks governing their activities.
 - 2) According to your Government's assessment, what are good practices and measures that ensure respect for human rights by intelligence agencies while countering terrorism?
 - 3) Do any of the intelligence bodies have law enforcement powers (e.g. the right to arrest and detain, search, etc)? Is the use of these powers subject to internal, executive, judicial, parliamentary or any other oversight?
 - 4) What legal and practical safeguards apply to the collection and use of personal data by intelligence services, nationally and internationally?
 - 5) What mechanisms are in place to handle individuals' enquiries and complaints about the activities of an intelligence service?
 - 6) Please describe the external institutions which oversee intelligence agencies in your country, and explain the legal basis for their work. How is their independence ensured? What are their powers in terms of access to classified information? Do these institutions produce public reports on their oversight activities?

III. Written submissions by Governments

Algeria

Question 1

5. Les institutions publiques chargées des opérations de renseignement dans le cadre de la lutte antiterroriste sont les autorités publiques ayant des pouvoirs de police judiciaire. Il s'agit des services relevant du :

1. Ministère de la Défense Nationale :
 - Gendarmerie nationale ;
 - Département du Renseignement et de la Sécurité ;
2. Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales: (Direction Générale de la Sûreté Nationale) :
 - Direction des Renseignements Généraux ;
 - Direction de la Police Judiciaire, notamment les Brigades Mobiles de la Police Judiciaire.
6. Les cadres légaux qui réglementent leurs activités sont les dispositions contenues dans la Constitution, le Code Pénal, le Code de Procédure Pénale (articles 12, 14, 15, 19, 20) et dans le règlement interne propre à chaque institution, qui garantissent la protection des personnes et des biens.
7. La police judiciaire, tous services confondus (Direction Générale de la Sûreté Nationale, Gendarmerie nationale et Département du Renseignement et de la Sécurité), agit dans le cadre de la loi et sous la direction, le contrôle et la surveillance des magistrats du parquet et de l'instruction.
8. Sur le plan législatif, le code de procédure pénale définit les attributions de la police judiciaire et régit l'activité des officiers et agents de police judiciaire agissant, soit dans le cadre de l'enquête préliminaire ou de l'enquête de crime et délit flagrant, soit dans le cadre de l'exécution de commission rogatoires des juges d'instruction.

Question 2

9. Les mesures qui assurent que les agences de renseignement respectent les droits de l'homme dans la lutte antiterroriste sont celles dictées par les articles 107 à 111, 135 et 263 quater du Code Pénal comportant des dispositions répressives contre tout attentat à la liberté ou abus d'autorité contre les particuliers pendant l'exercice de la police judiciaire.
10. En outre, les droits des personnes arrêtées pendant l'enquête préliminaire sont bien définis par le Code de Procédure Pénale notamment la durée de la garde à vue, l'accès de la personne arrêtée à tous les moyens qui lui permettent de communiquer avec sa famille, ainsi que le droit à une consultation médicale.
11. On peut citer également, au titre des bonnes pratiques et mesures qui assurent que les structures de renseignement respectent les droits de l'homme, le Parquet et la Chambre d'Accusation qui sont chargés de diriger, contrôler et surveiller les auxiliaires de la justice, conformément aux articles 29 et 36 du Code de Procédure Pénale.

Question 3

12. Pour les services de la Police Judiciaire, ils disposent effectivement des pouvoirs qui leur sont conférés par la loi, pour la mise en œuvre des mesures décrites. L'usage de ces pouvoirs est soumis au contrôle du Procureur de la République et de la Chambre d'Accusation, conformément aux articles 12 alinéa 2, 16 alinéa 8, 18 bis, 36, 44 alinéa 4, 65 bis 5 et 206 à 211 du Code de Procédure Pénale.
13. Pour les services des Renseignements Généraux, ils se contentent de recueillir les informations ayant trait à la lutte antiterroriste et les mettent à la disposition des services de la Police Judiciaire, qui sont donc habilités à exercer, par dérogation, une partie du pouvoir de l'autorité judiciaire après avis préalable ou sur ordre du Parquet et ce, conformément aux articles 12, 13 et 41 du Code de Procédure Pénale.

14. L'usage de ces pouvoirs est soumis aux contrôles ci-après:
- 1- Contrôle interne: est assuré par les structures spécialisées des services de la Police Judiciaire (recours hiérarchique, inspection générale...) ;
 - 2- Contrôle de l'exécutif: est assuré par le Ministère de la Justice, dont les attributions dans ce domaine sont conférées aux Tribunaux, aux Cours de la Justice et à la Cour Suprême pour ce qui est de la conformité des actes avec la loi ;
 - 3- Contrôle judiciaire : le Parquet et la Chambre d'Accusation ;
 - 4- Contrôle législatif : l'arsenal juridique légiféré par les deux chambres du pouvoir législatif ;
 - 5- Contrôle constitutionnel: la Constitution a mis en place les mécanismes et les principes susceptibles d'assurer la mission de veille quant à la protection effective, en tout lieu et à tout moment, des Personnes et des Biens à travers l'ensemble du territoire national, comme le mentionnent les articles 29, 36, 38, 39, 40 et 41 de la Constitution.

Question 4

15. Les garanties légales protégeant l'usage des données personnelles sont prévues dans l'article 39 de la Constitution ainsi que dans les dispositions pertinentes du Code de Procédure Pénale, notamment l'article 17, qui garantit la confidentialité des données personnelles recueillies.
16. Ces garanties sont également dictées par les articles 301 alinéa 1, 303 bis, et 303 bis 1 du Code Pénal, qui prévoient des peines contre toute atteinte portée à la vie privée des personnes et à toute divulgation de secret d'ordre personnel.

Question 5

17. Les mécanismes disponibles pour traiter les requêtes et les plaintes des personnes suite aux agissements d'un service de renseignement à leur égard sont le dépôt de plainte devant le Procureur de la République conformément à l'article 36 du Code de Procédure Pénale ou par le dépôt de plainte avec constitution de partie civile devant le magistrat instructeur, conformément à l'article 38 alinéa 2 du Code de Procédure Pénale et dont les conditions édictées aux articles 67 alinéa dernier, 72 et 73 du même code.

Question 6

18. Outre les organes tels que mentionnés dans la 3^{ème} réponse, il y a également la Commission Nationale Consultative de Promotion et de Protection des Droits de l'Homme (ordonnance n° 09-04 du 27 août 2009) qui est chargée d'examiner les situations d'atteinte au droit de l'homme et d'entreprendre toute action appropriée en la matière en concertation avec les autorités compétentes. Elle reçoit les requêtes des citoyens et se charge d'en donner les suites nécessaires.
19. Cette Commission est autonome sur le plan administratif et financier. Elle est placée auprès du Président de la République garant de la Constitution et de droits fondamentaux des citoyens et des libertés publiques.
20. La Commission Nationale Consultative de Promotion et de Protection des Droits de l'Homme établie un rapport annuel qu'elle communique au Président de la République.
21. Au titre des institutions qui contrôlent les services de police judiciaire, ils existent également les Commissions parlementaires (articles 161 de la Constitution) et même les

commissions parlementaires indépendantes mises en place, le cas échéant, par la plus haute autorité du pays, peuvent procéder à des investigations dans le cadre de leur mandat.

Azerbaijan

Question 1

22. В Законе Азербайджанской Республики «О национальной безопасности» за номером 712-ПГ от 29 июня 2004 года, направленного на создание правовых основ политики национальной безопасности во имя развития Азербайджанской Республики как независимого, суверенного, демократического государства, отражены концептуальные статьи о террористической угрозе и об обязанности плодотворной борьбы с нею. В Законе международный терроризм указан как главная угроза национальной безопасности Азербайджанской Республики и осуществление сотрудничества в области борьбы с международным терроризмом и транснациональными преступлениями является главным мероприятием в области обеспечения национальной безопасности Азербайджанской Республики.

23. В соответствии со статьей 1 Закона Азербайджанской Республики «О разведывательной и контрразведывательной деятельности» от 29 июня 2004-го года за номером 711-ПГ, устанавливающей правовые отношения, связанные с осуществлением разведывательной и контрразведывательной деятельности и определяющей систему правовых гарантий при применении разведывательных и контрразведывательных мероприятий, разведывательная деятельность представляет собой особую деятельность, направленную на добывание и анализ соответствующими государственными органами Азербайджанской Республики информации, связанных с защитой национальных интересов страны в космической, экономической, социальной, научно-технической, военной и в других областях, и осуществляемую с целью обеспечения национальной безопасности.

24. В главе 6 вышеуказанного Закона предусмотрены мероприятия по контролю над разведывательной и контрразведывательной деятельности.

25. Таким образом, в соответствии со статьей 22.1 за разведывательной и контрразведывательной деятельностью осуществляется ведомственный и вневедомственный контроль с целью выполнения на нужном уровне органами специальных служб возложенных на них задач и соблюдения законности при организации и проведении мероприятий по разведывательной и контрразведывательной деятельности.

26. Внутриведомственный контроль за разведывательной и контрразведывательной деятельностью осуществляются в рамках, определенных законодательством Азербайджанской Республики, субъектами данной деятельности, а вневедомственный контроль - Президентом Азербайджанской Республики (статья 22.2).

27. Субъекты разведывательной и контрразведывательной деятельности в установленном порядке представляют регулярно отчет о своей деятельности соответствующему органу исполнительной власти Азербайджанской Республики. Руководители субъектов разведывательной и контрразведывательной деятельности несут персональную ответственность за достоверность, объективность и своевременную доставку информации соответствующему органу исполнительной власти Азербайджанской Республики (статья 22.3.).

Question 2

28. В статье 4 Закона Азербайджанской Республики «О разведывательной и контрразведывательной деятельности» от 29 июня 2004-го года за номером 711-НГ отражено обеспечение прав и свобод человека и гражданина.

29. Таким образом, в соответствии со статьей 4.1 этого Закона при осуществлении разведывательной и контрразведывательной деятельности не должны допускаться действия, унижающие честь и достоинство личности. Любое лицо может привлекаться к сотрудничеству с субъектами разведывательной и контрразведывательной деятельности только лишь с его согласия.

30. Во время осуществления разведывательной и контрразведывательной деятельности не допускается ограничение права неприкосновенности личности, за исключением случаев, предусмотренных законодательством Азербайджанской Республики. В процессе разведывательной и контрразведывательной деятельности не допускается разглашение тайных сведений, полученных о личной и семейной жизни любого лица без его разрешения (статья 4.2)

31. В случае если при исполнении своих служебных обязанностей сотрудники субъектов разведывательной и контрразведывательной деятельности допускают нарушение человеческих и гражданских прав и свобод, соответствующие структуры должны предпринять меры по восстановлению этих прав и свобод, возмещению нанесенного ущерба и привлечению к ответственности виновных лиц (статья 4.4)

32. Должностные лица субъектов разведывательной и контрразведывательной деятельности, злоупотребившие властью, либо превысившие должностные полномочия, несут ответственность, предусмотренную законодательством Азербайджанской Республики (статья 4.5).

33. За исключением случаев осуществления разведывательной деятельности субъектами разведывательной и контрразведывательной деятельности, предусмотренной настоящим Законом, законодательство предусматривает ответственность за проведение видео и фото съемок, аудиозаписи голоса, преследование или других похожих действий без ведома лица или несмотря на его возражение для представителей средств массовой информации и других лиц (статья 4.6).

Question 3

34. В соответствии с пунктом 2.1 Указа Президента Азербайджанской Республики «Об определении круга полномочий субъектов разведывательной и контрразведывательной деятельности, распределения их прав и обязанностей, полномочий по осуществлению разведывательных и контрразведывательных мер» от 28 января 2005-го года за номером 186 Министерство национальной безопасности Азербайджанской Республики, в пределах своих полномочий -Министерство обороны Азербайджанской Республики и в связи с охраной государственной границы - Государственная пограничная служба Азербайджанской Республики являются органами, осуществляющими разведывательную деятельность (органы специальных служб).

35. В соответствии с пунктом 8.5 «Положения Министерства Национальной Безопасности Азербайджанской Республики», который был утвержден Указом Президента Азербайджанской Республики от 27 марта 2004-го года за номером 43, борьба с международным терроризмом и другими формами транснациональной организованной преступностью является одним из важных обязательств Министерства Национальной Безопасности Азербайджанской Республики.

36. Указом Президента Азербайджанской Республики от 14 сентября 2005-го года за номером 293 было отменено ведение другими органами следствия по уголовным делам таких преступлений, как терроризм¹, финансирование терроризма² и заведомо ложное сообщение об акте терроризма³ и в соответствии с вышеуказанным Указом следствие этих преступлений относится исключительно к компетенции Министерства Национальной Безопасности Азербайджанской Республики.

37. Внутриведомственный контроль над следственными действиями Министерства Национальной Безопасности Азербайджанской Республики осуществляет министр национальной безопасности Азербайджанской Республики, а вневедомственный контроль над соблюдением законодательства в рамках своих полномочий осуществляется органами прокуратуры и суда.

Question 4

38. Статья 17 Закона Азербайджанской Республики «О разведывательной и контрразведывательной деятельности» от 29 июня 2004-го года за номером 711-ПГ регулирует порядок информационного обеспечения субъектов разведывательной и контрразведывательной деятельности.

39. Таким образом, в соответствии со статьей 17.1 вышеуказанного Закона с целью обеспечения своей деятельности, субъекты могут создавать информационные системы, системы связи, а также криптографические и другие системы защита информации и использовать их. Создание средств информационной защиты, производство, ремонт, импорт, экспорт, продажа, использование, оказание услуг в данной сфере, а также контроль над их выполнением осуществляется в соответствии с законодательством Азербайджанской Республики.

40. Правила учета, хранения и использования сведений о разведывательной и иной деятельности органов спецслужб и организаций зарубежных государств, а также противоправных действий отдельных лиц, направленных на нанесение ущерба безопасности Азербайджанской Республики, определяется нормативно-правовыми актами субъектов разведывательной и контрразведывательной деятельности (статья 17.2.).

41. Наличие в информационных системах сведений о физических и юридических лицах не дает субъектам контрразведывательной деятельности оснований для проведения мероприятий по ограничению прав и свобод указанных лиц (статья 173.).

42. В целях информации сообщаем, что в соответствии с Конституцией Азербайджанской Республики международные соглашения, к которым присоединилась Азербайджанская Республика, являются неотъемлемой частью системы национального законодательства Азербайджанской Республики. Азербайджанская Республика Законом от 30 сентября 2009-го года за номером 879-ШГ утвердила Конвенцию «О защите физических лиц при автоматизированной обработке персональных данных», которая была подписана в Страсбурге 28 января 1981 года. Таким образом, вышеуказанный международно-правовой документ является составной частью законодательства Азербайджана и действует на ее территории.

¹ Уголовный Кодекс Азербайджанской Республики, статья 214.

² Уголовный Кодекс Азербайджанской Республики, статья 214-1

³ Уголовный Кодекс Азербайджанской Республики, статья 216.

Question 5

43. Судебные производства и законодательные механизмы рассмотрения заявлений и жалоб физических и юридических лиц в связи с деятельностью государственных органов, в том числе в связи с деятельностью субъектов разведывательной деятельности, отражены в Законе Азербайджанской Республики «О порядке рассмотрения обращений граждан» от 10 июня 1997 года за номером 314-П, в Законе Азербайджанской Республики «Об административном производстве» от 21 октября 2005 года за номером 1036-ПГ, а также в Конституционном Законе Азербайджанской Республики «Об Уполномоченном по правам человека (Омбудсмане) Азербайджанской Республики» от 28 декабря 2001 года за номером 246-ПКГ и в других нормативно-правовых актах.

Question 6

44. В соответствии со статьей 2 пункта 1 Устава ООН о принципе суверенного равенства и в соответствии с национальным законодательством осуществление функции контроля иностранными органами, за исключением вопросов сотрудничества с субъектами разведывательной деятельности Азербайджанской Республики, недопустимо, и какое-либо вмешательство в этом направлении является грубым нарушением международного права.

45. Субъекты разведывательной деятельности Азербайджанской Республики в соответствии с межгосударственными соглашениями, к которым присоединилась Азербайджанская Республика, осуществляют сотрудничество в области борьбы с терроризмом с иностранными государствами и с органами этих государств, а также с международными организациями, ведущими борьбу с терроризмом.

46. Субъекты разведывательной деятельности Азербайджанской Республики, усиливая универсальное и региональное сотрудничество в сфере борьбы с терроризмом, осуществляют взаимные плодотворные сотрудничества с такими авторитетными организациями, как Европейский Союз, Совет Европы, ОБСЕ, НАТО, Содружество Независимых Государств, Организация за демократию и экономическое развитие ГУАМ, Организация Черноморского Экономического Сотрудничества, Организация Международного Красного Креста.

47. В соответствии с Указом Президента Азербайджанской Республики от 3 июня 2005 года за номером 248 информация в сфере разведывательной деятельности относится к государственной тайне. В соответствии со статьей 18.2 Закона Азербайджанской Республики «О государственной тайне» от 7 сентября 2004 года передача вышеуказанных информации другим государствам и международным организациям возможна после заключения соглашения, предусматривающего обязательство принимающей стороны по защите передаваемой ей информации.

Belgium**Question 1**

48. Il existe, en Belgique, deux services de renseignement : la Sûreté de l'Etat (VSSE) (civil) et le Service Général du Renseignement et de la Sécurité des Forces armées (SGRS) (militaire). Ces deux services sont régis par la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de la sécurité.

49. La compétence de la VSSE en matière de terrorisme est explicitement citée parmi ses missions légales (articles 7 et 8 de la loi du 30 novembre 1998⁴).

50. La compétence du SGRS en matière de terrorisme se dégage de la formulation de ses missions dans la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité⁵. La compétence de ce service résulte soit de la nature militaire de la menace

⁴ L'article 7 dispose que : La Sûreté de l'Etat a pour mission :

1° de rechercher, d'analyser et de traiter le renseignement relatif à toute activité qui menace ou pourrait menacer la sûreté intérieure de l'Etat et la pérennité de l'ordre démocratique et constitutionnel, la sûreté extérieure de l'Etat et les relations internationales, le potentiel scientifique ou économique défini par le Comité ministériel, ou tout autre intérêt fondamental du pays défini par le Roi sur proposition du Comité ministériel;"

(...)

Pour "Les activités qui menacent ou pourraient menacer", l'article 8, alinéa 1er, 1° de la même loi précise qu'il s'agit de "toute activité, individuelle ou collective, déployée à l'intérieur du pays ou à partir de l'étranger, qui peut avoir un rapport avec l'espionnage, l'ingérence, le terrorisme, l'extrémisme, la prolifération, les organisations sectaires nuisibles, les organisations criminelles, en ce compris la diffusion de propagande, l'encouragement ou le soutien direct ou indirect, notamment par la fourniture de moyens financiers, techniques ou logistiques, la livraison d'informations sur des objectifs potentiels, le développement des structures et du potentiel d'action et la réalisation des buts poursuivis."

Pour l'application de l'alinéa précédent, on entend par :

(...)Terrorisme : le recours à la violence à l'encontre de personnes ou d'intérêts matériels, pour des motifs idéologiques ou politiques, dans le but d'atteindre ses objectifs par la terreur, l'intimidation ou les menaces.

⁵ L'article 11 indique que :

"§ 1^{er}. Le Service général du renseignement et de la sécurité a pour mission

1° de rechercher, d'analyser et de traiter le renseignement relatif à toute menace qui menace ou pourrait menacer **l'intégrité du territoire national**, les plans de défense **militaires**, l'accomplissement des missions des **forces armées** ou la **sécurité des ressortissants belges à l'étranger** ou tout autre intérêt fondamental du pays défini par le Roi sur proposition du Comité ministériel, et d'en informer sans délai les ministres compétents ainsi que de donner des avis au gouvernement, à la demande de celui-ci, concernant la définition de sa politique extérieure de défense;

2° de veiller au **maintien de la sécurité militaire** du personnel relevant du Ministre de la défense nationale, et des installations militaires, armes, munitions, équipements, plans, écrits, documents, systèmes informatiques ou de communication ou autres objets militaires ;

3° de **protéger le secret** qui, en vertu des engagements internationaux de la Belgique ou **afin d'assurer l'intégrité du territoire national** et l'accomplissement des missions des **forces armées**, s'attache aux installations militaires, armes, munitions, équipements, aux plans, écrits, documents ou autres **objets militaires**, aux renseignements et communications **militaires**, ainsi qu'aux systèmes informatiques ou de communication **militaires** ou ceux que le Ministre de la Défense nationale gère ;

4° d'effectuer les enquêtes de sécurité qui lui sont confiées conformément aux directives du Comité ministériel.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, on entend par :

1° "activité qui menace ou pourrait menacer l'intégrité du territoire national" : toute manifestation de l'intention de, **par des moyens de nature militaire**, saisir, occuper ou agresser tout ou partie du territoire national, de l'espace aérien au-dessus de ce territoire ou de la mer territoriale, ou porter atteinte à la protection ou à la survie de la population, au patrimoine national ou au potentiel économique du pays ;

2° "activité qui menace ou pourrait menacer les plans de défense militaires" : toute manifestation de l'intention de prendre connaissance par voie illicite des plans **relatifs à la défense militaire** du territoire national, de l'espace aérien au-dessus de ce territoire ou de la mer territoriale et des intérêts vitaux de l'Etat, **ou à la défense militaire commune** dans le cadre d'une alliance ou d'une collaboration internationale ou supranationale ;

(moyens utilisés) visant les intérêts à protéger, soit du caractère militaire des cibles visées par la menace (personnel ou biens militaires), soit enfin de la circonstance selon laquelle des militaires sont impliqués dans les activités menaçant les intérêts à protéger.

51. A défaut d'indication quant à la nature militaire des activités terroristes ou des intérêts visés par ces activités terroristes, la compétence générale en matière de terrorisme relève de la Sûreté de l'Etat.

52. Pour accomplir leurs missions, les services de renseignement et de sécurité sont amenés à recueillir et à traiter des informations et des données à caractère personnel auprès de diverses sources (services publics, autorités judiciaires, secteur privé, informateurs....) et ce, dans le respect du principe de finalité résultant de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

53. L'article 13 de la loi du 30.11.1998⁶ instaure la base légale du traitement des données, y compris des données à caractère personnel, par la Sûreté de l'Etat, en conformité avec ses finalités décrites à l'article 8, 1^o de la loi organique (cf. supra).

54. Cette disposition vise donc à confirmer l'habilitation de la Sûreté de l'Etat à traiter des informations et données personnelles relatives à des événements, des groupements et des personnes utiles à l'exécution de ses missions et tenir à jour une documentation les concernant.

55. L'article 12 de la loi précitée⁷ rappelle le principe général de **l'absence de moyens de contrainte** dans l'exercice des missions des services de renseignement et de sécurité. On entend par moyens de contrainte les moyens impliquant le pouvoir d'imposer à autrui une limitation à ses droits et libertés.

Question 2

56. Diverses instances veillent à ce que les services de renseignement et de sécurité n'outrepassent pas leurs compétences et ne lèsent pas les droits des citoyens : le Comité permanent de contrôle des services de renseignement et la Commission parlementaire du suivi du Comité précité (et donc des activités des services de renseignement) – la Commission de la protection de la vie privée – les juridictions judiciaires.

3° "activité qui menace ou pourrait menacer l'accomplissement des missions des forces armées" : toute manifestation de l'intention de neutraliser, d'entraver, de saboter, de **porter atteinte** ou d'empêcher la mise en condition, la mobilisation et la mise en œuvre des **Forces armées** belges, des forces armées alliées ou des organismes de défense interalliés lors de missions, actions ou d'opérations dans le cadre national, dans le cadre d'une alliance ou d'une collaboration internationale ou supranationale ;

4° "activité qui menace ou pourrait menacer la sécurité des ressortissants belges à l'étranger" : toute manifestation de l'intention de **porter collectivement atteinte**, par la dévastation, le massacre ou le pillage, à la vie ou à l'intégrité physique de **ressortissants belges à l'étranger** et des membres de leur famille.

⁶ Art. 12. Pour accomplir leurs missions, les services de renseignement et de sécurité ne peuvent utiliser des moyens de contrainte que dans les conditions prévues par la loi

⁷ Art. 13. Dans le cadre de leurs missions, ils peuvent rechercher, collecter, recevoir et traiter des informations et des données à caractère personnel qui peuvent être utiles à l'exécution de leurs missions et tenir à jour une documentation relative notamment à des événements, à des groupements et à des personnes présentant un intérêt pour l'exécution de leurs missions.

Les renseignements contenus dans la documentation doivent présenter un lien avec la finalité du fichier et se limiter aux exigences qui en découlent.

57. La loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements a créé un Comité permanent de contrôle des services de police (Comité P) et un **Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité**⁸.
58. Le contrôle porte en particulier sur la protection des droits que la Constitution et la loi confèrent aux personnes ainsi que sur la coordination et l'efficacité des services de renseignement et de sécurité.
59. Le Comité R agit soit d'initiative, soit à la demande de la Chambre des Représentants, soit à la demande du Sénat, soit à la demande du Ministre compétent.
60. Il est par ailleurs compétent, en ce qui concerne les particuliers qui ont été directement concernés par l'intervention d'un service de renseignement, pour connaître de leurs plaintes et dénonciations.
61. Chaque mission d'enquête fait l'objet d'un rapport que le Comité R remet au ministre compétent et au Sénat. Si la Chambre des Représentants lui a confié une enquête, un rapport lui est également transmis. Ce rapport comprend les conclusions qui portent sur les textes, les activités et les méthodes qui seraient de nature à mettre en péril les droits conférés aux personnes par la Constitution et la loi, ainsi que la coordination et l'efficacité des services de renseignements.
62. Le Comité R fait également rapport aux Chambres s'il constate au terme d'un délai raisonnable, qui ne peut être inférieur à 60 jours, qu'aucune suite n'a été réservée à ses conclusions, ou que les mesures prises sont inappropriées ou insuffisantes.
63. A côté des rapports propres à chaque enquête qu'il mène, le Comité R établit, chaque année, un rapport général d'activités qui comprend, le cas échéant, des conclusions et des propositions d'ordre général. Ce rapport est remis aux Présidents de la Chambre et du Sénat et aux Ministres compétents. Le rapport est examiné par les commissions permanentes du suivi qui siègent ensemble pour cette occasion.
64. Le parlement, plus précisément le Sénat, a créé en son sein, conformément à la loi précitée du 18.07.1991, une "**Commission permanente chargée du suivi du Comité permanent R**".
65. La "Commission permanente du suivi du Comité permanent R" est composée de quatre parlementaires nommés par le Sénat en son sein au scrutin de liste, et du président du Sénat qui en assure la présidence. La Commission se réunit à huis clos.
66. Cette Commission exerce le contrôle parlementaire à l'égard des services de renseignements et de sécurité, à travers le Comité R susmentionné : elle peut l'inviter à mener une enquête sur les activités des services de renseignement et celui-ci lui fait rapport des résultats de ses investigations. La Commission fait, le cas échéant, des recommandations relatives au fonctionnement des services de renseignement.
67. **La Commission de la protection de la vie privée** est compétente pour procéder, à la demande des particuliers, à des vérifications à l'égard des données à caractère personnel traitées par les services de renseignement. Elle vérifie à ces occasions que les services de renseignement ne violent pas illégalement les droits et la vie privée des citoyens.
68. Cette Commission vie privée intervient dans le contexte de la directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des personnes

⁸ La loi du contrôle des services de police et de renseignement peut être trouvée sur le site Internet du Comité permanent R : <http://www.comiteri.be>.

physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

69. Chaque citoyen peut enfin s'adresser aux **cours et tribunaux judiciaires** pour faire constater et faire cesser toute atteinte à ses droits, et le cas échéant, obtenir une indemnisation pour les dommages subis.

Question 3

70. Non, en Belgique, les services de renseignement et de sécurité ne disposent pas de pouvoirs de contrainte pour exercer leurs missions de renseignement.

71. Il existe une seule exception pour la mission de protection des personnes (close protection) assurée par la Sûreté de l'Etat, laquelle se situe en dehors de la sphère du renseignement.

Question 4

72. Comme indiqué plus haut, la collecte et l'usage des données personnelles sont régis, en Belgique, par les directives européennes érigées en la matière, en ce comprise la directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

73. La collecte et l'usage des données personnelles sont présidées par le principe de finalité inscrit à l'article 4 de la loi la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard du traitement de données à caractère personnel, modifiée par la loi du 11 décembre 1998 transposant la directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 précitée.

74. Pour ce qui concerne la Sûreté de l'Etat, le traitement de données personnelles est plus explicitement autorisé par l'article 13 de la loi organique du 30.11.1998 3, lequel énonce que la Sûreté de l'Etat peut traiter les données à caractère personnel qui peuvent être utiles à l'exécution de ses missions. Il faut lire cette disposition en parallèle avec l'article 5 de la loi du 8.12.1992 sur la protection de la vie privée (LVP) qui subordonne le traitement au principe de nécessité.

75. La Commission de la protection de la vie privée est chargée d'assurer le respect des obligations légales des responsables de traitements de données à caractère personnel, dont la Sûreté de l'Etat.

76. Elle peut également être saisie par les particuliers qui souhaitent vérifier que les services de renseignement sont restés dans la légalité, lorsqu'ils ont traité des données qui les concernent.

77. En cas de collecte ou d'usage illégal(e) des données, la Commission 'vie privée' peut, d'une part, recommander aux services de renseignement les mesures qu'elle estime nécessaire et, d'autre part, saisir les juridictions judiciaires, en vue de réprimer les infractions constatées.

78. Lorsque la Commission 'vie privée' a fait des recommandations, le service concerné doit notifier à la Commission 'vie privée', les suites réservées auxdites recommandations.

79. Lorsque les juridictions judiciaires ont été saisies, accessoirement à une condamnation à une amende en application des articles 38 et 39 LVP précitée du 8.12.1992, la procédure peut conduire à une injonction du tribunal visant à :

- insérer le jugement ou un extrait de celui-ci dans un ou plusieurs journaux (art. 40 LVP)
- confisquer le support matériel des données à caractère personnel formant l'objet de l'infraction, à l'exclusion des ordinateurs (art. 41 LVP)

- effacer les données formant l'objet de l'infraction (cf. art. 41 LVP).

80. A côté de cette procédure indirecte passant par la Commission 'vie privée', le particulier a la faculté de saisir lui-même les juridictions judiciaires pour faire cesser ou modifier le traitement, par la Sûreté de l'Etat, des données à caractère personnel qui le concernent, en greffant sa requête à une action en responsabilité civile ou en déposant plainte auprès des instances pénales.

81. Quand les recours devant les juridictions judiciaires nationales ont échoué, les citoyens peuvent poursuivre leur requête devant la Cour européenne des Droits de l'Homme.

Question 5

82. Comme précisé dans les réponses aux questions 2 et 4, les citoyens ont le choix entre trois canaux pour vérifier la légalité des agissements des services de renseignement à leur égard :

- le Comité permanent de contrôle des services de renseignement et de sécurité
- la Commission de la protection de la vie privée
- les cours et tribunaux judiciaires

Question 6

83. En dehors des juridictions judiciaires, les institutions externes qui contrôlent les agences de renseignement, en Belgique, sont le Comité permanent de contrôle des services de renseignement et la Commission permanente du suivi du Comité permanent R.

84. La composition et le fonctionnement de ces instances externes sont réglées par la loi du 18.07.1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements.

85. Au regard de la réponse à la question 2, dans laquelle sont décrit le Comité R et la Commission du suivi, ainsi que leur contrôle, il peut être ajouté ce qui suit en ce qui concerne leur pouvoir.

86. Le Comité R enquête sur les activités et les méthodes des services de renseignements, sur leurs règlements et directives internes, ainsi que sur les documents réglant le comportement des membres des services de renseignements.

87. La loi prévoit que les services de renseignements transmettent d'initiative au Comité R les règlements et directives internes ainsi que tous les documents réglant le comportement des membres de ces services. Le Comité R et son Service d'enquêtes ont le droit de se faire communiquer les textes qu'ils estiment nécessaire à l'accomplissement de leur mission.

88. Le Comité R peut également rendre un avis sur un projet de loi, d'arrêté royal, de circulaire, ou sur des documents de toute nature exprimant les orientations politiques des ministres compétents, à la demande de la Chambre des représentants, du Sénat ou du Ministre compétent.

89. Le Service d'enquêtes du Comité R contrôle, par des enquêtes, le fonctionnement des services de renseignements. Il examine les plaintes et dénonciations introduites par des particuliers qui ont été directement concernés par l'intervention d'un service de renseignement.

a) *Constatations*

90. Les membres du Service d'enquêtes font, en tous lieux, les constatations qui s'imposent. Ils peuvent à tout moment pénétrer dans les lieux dans lesquels des membres d'un service de renseignement exercent leur fonction, afin d'y faire des constatations matérielles, saisir tous objets et documents utiles pour leur enquête, à l'exception de ceux qui concernent une information ou une instruction judiciaire en cours. Le chef du service ou son remplaçant doit être présent.

91. Les membres du Comité R et de son Service d'enquêtes sont tous titulaires d'une habilitation de sécurité de niveau 'très secret'.

92. Si le chef de corps estime que la saisie de données classifiées est de nature à constituer une menace pour l'exercice des missions des services de renseignement et de sécurité ou qu'elle risquerait de faire courir un danger physique à une personne, la question est soumise au président du Comité R qui statuera. Il en est de même si la saisie faite sur des données classifiées est de nature à constituer une menace pour l'exercice des missions des services de renseignement et de sécurité.

93. Ces pouvoirs ne concernent que les enquêtes non judiciaires.

94. Dans le cadre des enquêtes judiciaires, un mandat de perquisition est nécessaire.

b) *Audition*

95. Le Comité R et le Service d'enquêtes peuvent inviter, afin de l'entendre toute personne dont il estime l'audition nécessaire. Les membres des services de renseignement peuvent déposer sur des faits couverts par le secret professionnel.

c) *Citation*

96. Le comité R peut faire citer les membres des services de renseignement. Ils sont à ce moment tenus de déposer après avoir prêté serment. Ils sont tenus de révéler au Comité R les secrets dont ils sont dépositaires, à l'exception de ceux qui concernent une information ou une instruction judiciaire en cours. Si le membre des services de renseignement estime devoir garder le secret dont il est dépositaire parce que sa révélation risquerait de faire courir un danger physique à une personne, la question est soumise au président du Comité R qui statue.

97. Le refus de témoigner devant le Comité R est sanctionné d'une peine de prison de un mois à un an.

98. Le Comité R et le Service d'enquête peuvent requérir la collaboration d'experts et d'interprètes.

99. Pour ce qui concerne la publicité des rapports du Comité R, on distingue deux types de rapports.

100. Le Comité R remet au ministre compétent et au Sénat un rapport relatif à chaque mission d'enquête. Ce rapport est confidentiel jusqu'à sa communication au Sénat. Il comprend des conclusions qui portent sur les textes, les activités ou les méthodes qui seraient de nature à mettre en danger les objectifs de la loi (cf. art. 1er de la loi du 18.07.1991).

101. Après avoir recueilli l'avis des ministres compétents, le Comité R décide, dans un délai d'un mois à compter de la demande d'avis, de rendre public le rapport et ses conclusions en tout ou en partie. Les rapports et conclusions rendus publics comprennent l'avis des ministres compétents et des autorités compétentes.

102. A côté des rapports propres à chaque enquête qu'il mène, le Comité R établit, chaque année, un rapport général d'activités qui comprend, s'il échet, des conclusions et des propositions d'ordre général. Le rapport annuel d'activités couvre la période allant du 1er janvier au 31 décembre de l'année précédente.

103. Ce rapport est remis aux Présidents de la Chambre et du Sénat et aux Ministres compétents le 15 avril au plus tard. Le rapport est examiné par les commissions permanentes du suivi qui siègent ensemble pour cette occasion.

104. Quant aux garanties d'indépendance des instances externes qui contrôlent les services de renseignement, on peut souligner qu'il s'agit de deux émanations du Parlement.

105. Ainsi, le Comité R est composé de trois membres effectifs, dont un président, nommés par le Sénat pour un terme de cinq ans renouvelable. Un suppléant est également nommé pour chacun d'eux. Le mandat des membres effectifs n'est renouvelable que deux fois. Le Sénat peut les révoquer s'ils exercent certaines fonctions ou mandats précisés dans la loi ou pour motifs graves.

106. Le président doit être un magistrat.

107. La "Commission permanente du suivi du Comité permanent R" est, quant à elle, composée de quatre parlementaires nommés par le Sénat en son sein au scrutin de liste, et du président du Sénat qui en assure la présidence.

Benin

Question 1

108. Les Institutions publiques qui mènent des opérations de renseignement dans le cadre de la lutte contre le terrorisme sont les suivantes :

- la Direction des Services de Liaison, et de la Documentation, placée sous la tutelle de la Présidence de la République;
- le Centre National de Traitement des Informations Financières, placé sous la tutelle du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- la Direction Générale de la Surveillance du Territoire, placée sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique;
- la Direction de l'Intelligence et de la Sécurité Militaire, placée sous la tutelle du Ministère de la Défense Nationale ; et
- la Direction Générale de la Police Nationale, placée sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique et correspondant national de l'Organisation Internationale de Police Criminelle (Interpol).

109. Il apparaît que ce sont des organes gouvernementaux avec, chacun en ce qui le concerne, un Ministre pour premier responsable, sauf pour le premier, qui est directement rattaché à la Présidence de la République.

110. Ils sont régis par les Décrets portant attributions, organisation et fonctionnement des Ministères respectifs, décrets qui constituent au Bénin les cadres juridiques des départements ministériels. Ces organes sont régis plus particulièrement par des Arrêtés d'application desdits décrets.

111. Au-dessus des Décrets et Arrêtés se trouve la Constitution qui protège particulièrement les libertés individuelles.

112. En effet, la loi n°90-032 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin dispose que :

« Article 16 :

Nul ne peut être arrêté ou inculqué qu'en vertu d'une loi promulguée antérieurement aux faits qui lui sont reprochés.

Aucun citoyen ne peut être contraint à l'exil.

Article 17 :

Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public durant lequel toutes les garanties nécessaires à sa libre défense lui auront été assurées.

Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas une infraction d'après le droit national.

De même, il ne peut être infligé de peine plus forte que celle qui était applicable au moment de où l'infraction a été commise.

Article 18

Nul ne sera soumis à la torture, ni à des sévices ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Nul n'a le droit d'empêcher un détenu ou un prévenu de se faire examiner par un médecin de son choix.

Nul ne peut être détenu dans un établissement pénitentiaire s'il ne tombe sous le coup d'une loi pénale en vigueur.

Nul ne peut être détenu pendant une durée supérieure à quarante huit heures que par la décision d'un magistrat auquel il doit être présenté. Ce délai ne peut être prolongé que dans des cas exceptionnellement prévus par la loi et qui ne peut excéder une période supérieure à huit jours.

Article 19

Tout individu, tout agent de L'Etat qui se rendrait coupable d'acte de torture, de sévices ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, soit de sa propre initiative, soit sur instruction, sera puni conformément à la loi.

Tout individu, tout agent de L'Etat est délié du devoir d'obéissance lorsque l'ordre reçu constitue une atteinte grave et manifeste au respect des droits de l'homme et des libertés publiques.

Article 26

L'Etat assure à tous l'égalité devant la loi sans distinction d'origine, de race, de sexe, de religion, d'opinion politique ou de position sociale.

L'homme et la femme sont égaux en droit. L'Etat protège la famille et particulièrement la mère et l'enfant. Il veille sur les handicapés et les personnes âgées.

Article 39

Les étrangers bénéficient sur le territoire de la République du Bénin des mêmes droits et libertés que les citoyens béninois et ce dans les conditions déterminées par

la loi. Ils ont tenus de se conformer à la constitution, aux lois et règlements de la République.

Article 122

Tout citoyen peut saisir la Cour Constitutionnelle sur la constitutionnalité des lois, soit directement, soit par la procédure de l'exception d'inconstitutionnalité invoquée dans une affaire qui le concerne devant une juridiction. Celle-ci doit sur seoir jusqu'à la décision de la Cour Constitutionnelle qui doit intervenir dans un délai de trente jours. »

Question 2

113. Dans le cadre de la lutte contre le banditisme et la grande criminalité, ces structures publiques s'efforcent de ne pas mettre entre parenthèses le respect des droits humains. La lutte antiterroriste ne signifie pas la fin ou le non respect des Droit de l'Homme.

114. Selon le Code de Procédure Pénale, la garde à vue ne doit pas exécuter quarante-huit (48) heures. Passé ce délai, le prévenu est déféré devant le Procureur de la République.

115. En cas d'abus, la Cour Constitutionnelle est compétente pour rappeler à l'ordre les personnes physiques et morales responsables desdites violations.

Question 3

116. Sauf en cas de flagrant délit, toute arrestation, toute perquisition, toute détention est décidée par une autorité judiciaire compétente.

117. Les services qui disposent du pouvoir d'arrestation, de perquisition et de détention sont :

- la Direction Générale de la Police Nationale, représentant l'Organisation Internationale de Police Criminelle (Interpol).
- La Direction Générale de la Surveillance du Territoire.

118. L'exercice de ces pouvoirs est soumis à un contrôle à plusieurs niveaux : d'abord de la hiérarchie, ensuite de l'inspection interne de ces services, puis du judiciaire, notamment de la Cour Constitutionnelle et, enfin, du législatif, dans le cadre du contrôle de l'action gouvernementale, par des questions au Gouvernement.

Question 4

119. Sur le plan national, les garanties en matière de protection de la collecte et de l'usage des données personnels par les services nationaux sont contenues dans la loi N°2009-09 du 22 mai 2010 portant protection des données à caractère personnel en République de Benin.

120. Cette loi dispose par exemple que :

« Article 5

Un traitement de données à caractère personnel ne peut porter que sur des données remplissant les conditions ci-après :

- a- être collectées et traitées de manière loyale et licite ;
- b- être collectées pour des finalités bien déterminées. Explicites, légitimes et non frauduleuses ;
- c- ne pas être traitées ultérieurement de manière incompatible avec les finalités ainsi déterminées ;
- d- être adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées et de leurs traitements ultérieurs ;

e- être exactes, complètes et, si nécessaire, mises à jour. Des mesures appropriées doivent être prises pour que les données inexactes ou incomplètes au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées ou traitées.

La collecte ou le traitement des données opéré(s) par toute moyen frauduleux, déloyal, illicite est interdit(e).

Article 6

Il est interdit, sauf consentement exprès de la personne concernée, de collecter ou de traiter des données à caractère personnel qui font apparaître, directement ou indirectement, les origines raciales ou ethniques, les opinions politiques, philosophiques ou religieuses, l'appartenance syndicale des personnes ou des données relatives à la santé et à la vie sexuelle de ces personnes.

Article 9

Le responsable d'un traitement de données à caractère personnel ne peut transférer des données vers un Etat étranger qui si ledit Etat assure un niveau de protection suffisant de la vie privée et des libertés et droits fondamentaux des personnes concernées par ces données.

Article 10

Toute personne physique a le droit de s'opposer, pour des motifs légitimes, aux traitements des données à caractère personnel la concernant.

Article 11

Toute personne a le droit de s'opposer, sans frais, à l'utilisation des données la concernant à des fins de prospection, notamment commerciale, caritative ou politique, sans avoir à justifier d'un motif légitime. »

Question 5

121. Le mécanisme disponible est celui de la saisine de la Cour Constitutionnelle qui, aux termes de l'article 114 de la Constitution, « est la plus haute juridiction de l'Etat en matière constitutionnelle. Elle juge de la constitutionnalité de la loi et elle garantit les droits fondamentaux de la personne humaine et les libertés publiques. Elle est l'organe régulateur du fonctionnement des institutions et de l'activité des pouvoirs publics ».

Question 6

122. Il n'existe au Bénin aucun organe chargé du contrôle externe des services de renseignement. Ces services sont plutôt soumis aux dispositions de la Constitution et au contrôle de constitutionnalité de la Court Constitutionnelle, comme mentionné dans la réponse à la question 5.

Canada

Question 1

123. The Canadian Security Intelligence Service (CSIS) is Canada's main intelligence organization. Its core mandate is to collect, analyse and retain information on potential threats to the security of Canada, and advise the government accordingly. CSIS collects information both within and outside of Canada. Further, CSIS has the mandate to provide security assessments for all federal departments and agencies, except the Royal Canadian Mounted Police (RCMP). It also provides advice to the Canada Border Services Agency (CBSA) and Citizenship and Immigration Canada (CIC) on the admissibility of individuals seeking to enter or gain status in Canada. The Canadian Security Intelligence Service Act

(CSIS Act) (available, as other federal legislation referred to below, at: <http://laws.justice.gc.ca/eng/MainPage>) provides the legislative foundation for CSIS's mandate, outlines its roles and responsibilities, confers specific powers and imposes constraints, and sets the framework for democratic control and accountability for Canada's security intelligence service.

124. The CSIS Act established CSIS. The Act grants it the legal authority to investigate threats to the security of Canada, as defined under section 2, and requires that CSIS report to and advise the Government of Canada with respect to these threats. The activities of CSIS are also subject to the Canadian Charter of Rights and Freedoms, which is part of the Constitution of Canada, as well as by federal legislation such as the Privacy Act.

125. The Communications Security Establishment Canada (CSEC) is Canada's national cryptologic agency. It provides the Government of Canada with foreign signals intelligence (SIGINT) in support of intelligence priorities and helps ensure information technology security (IT Security) of electronic information and information infrastructures of importance to the Government of Canada. CSEC also provides technical and operational assistance to federal law enforcement and security agencies.

126. More specifically, CSEC's activities are governed by Part V.1 of the National Defence Act, as amended by the Anti-terrorism Act of 2001. CSEC may only undertake activities that are within its mandate, consistent with ministerial direction and, if a ministerial authorization is required, consistent with the authorization. The mandate of CSEC is: (a) to acquire and use information from the global information infrastructure for the purpose of providing foreign intelligence in accordance with Government of Canada intelligence priorities; (b) to provide advice, guidance and services to help ensure the protection of electronic information and of information infrastructures of importance to the Government of Canada; and (c) to provide technical and operational assistance to federal law enforcement and security agencies in the performance of their lawful duties.

127. While not an intelligence agency, the Royal Canadian Mounted Police (RCMP) has the mandate to prevent, investigate, and support prosecutions of national security offences.

128. The legal authority for the RCMP stems largely from the RCMP Act, which establishes the RCMP as Canada's national police force, and prescribes certain duties on RCMP members. The RCMP Act and the common law of police powers give the RCMP the legal mandate in relation to law enforcement, crime prevention and investigation, and the protection of life and property, in addition to other specified duties. The Security Offences Act also gives the RCMP primary policing responsibility in relation to national security offences. The activities of the RCMP are also governed by the Criminal Code, the Canadian Charter of Rights and Freedoms, and other statutes.

129. There are a number of other departments and agencies that are involved in national security activities. With respect to border security, the CBSA and CIC, with the assistance of CSIS, screen individuals to ensure that they are legally entitled to enter or remain in Canada. More specifically, CBSA looks for individuals who are in Canada illegally, and has the authority to arrest and remove them. It also enforces customs laws, including regulations pertaining to large cross-border financial transactions and restrictions on the export of strategic goods. The CBSA administers and enforces the Immigration and Refugee Protection Act (IRPA). The IRPA includes sections that render persons involved in terrorism, either directly or through membership in a terrorist organization, inadmissible to Canada. Foreign nationals who seek entry to Canada can be denied a permanent resident or temporary resident visa because of such inadmissibility; foreign nationals and permanent residents who are already in Canada can have removal proceedings begun against them if an officer believes on reasonable grounds that they are inadmissible.

130. The Department of National Defence / the Canadian Forces (DND/CF) has an intelligence capability to support specific defence mandated activities, primarily CF operations, whether domestic or international, and to ensure the security of its personnel and property. This primary role of the CF is the defence of Canadians and Canadian sovereignty from external military threats or internal threats to their security. (Securing an Open Society: Canada National Security Policy 2004; Canadian First – Defence Strategy 2008). Among the categories of activities is the cooperative work with the United States in the defence of North America.

131. Any DND or CF activity is authorized and regulated in two ways, ie by statute and by the exercise of the Federal government’s Crown Prerogative (the powers and privileges afforded by Common Law to the Crown). The authority to conduct defence intelligence activities is implicit from the legal mandate to conduct the primary mission of defending against threats to Canada. A nexus between the nature/scope of the intelligence activities and a defence mission must exist. The execution of the intelligence activity must also comply with Canadian law.

132. When requested to assist law enforcement under an established legislative scheme requiring Ministerial approval in accordance with the legislative scheme in the National Defence Act, (or other agreements with federal agencies) the CF has no special status when it assists in domestic law enforcement agencies. It must comply with all domestic laws, including the Canadian Charter of Rights and Freedoms.

133. The Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada (FINTRAC) provides support to intelligence and law enforcement agencies by analyzing and assessing financial transaction reports that banks and other financial entities must submit to the agency, as well as voluntary information provided by police and other agencies and information contained in databases to which FINTRAC has lawful access. FINTRAC must disclose factual financial transaction related information to police when its analysis gives it reasonable grounds to suspect that the information to be disclosed would be relevant to an investigation or prosecution of a terrorist activity financing offence. When, in addition, a second statutory threshold is met, FINTRAC must disclose the same information to CRA, CBSA or CSE. Finally, FINTRAC must disclose information to CSIS when FINTRAC has reasonable grounds to suspect that the information to be disclosed would be relevant to threats to the security of Canada as that term is define in the CSIS Act.

134. The Canada Revenue Agency denies applications for charitable registration (which brings with it considerable tax advantages) and revokes the existing registration of organizations that may be involved with terrorism.

Question 2

135. There is one agency within the Public Safety portfolio that is dedicated to intelligence collection, CSIS. It is one of the most open and accountable security organizations in the world. This is achieved through a system of control and review mechanisms and processes, prescribed by the *CSIS Act*, that include the following:

- Minister of Public Safety: The Minister is responsible to Parliament for CSIS. The Minister may issue to the Director written directions with respect to the Service and a copy of any such direction shall, forthwith after it is issued, be given to the Security Intelligence Review Committee (SIRC) (ss. 6(2) *CSIS Act*).
- Deputy Minister of Public Safety: The Deputy Minister provides advice to the Minister regarding directions issued under subsection 6(2) of the *CSIS Act* or that should, in the opinion of the Deputy Minister, be issued under that subsection (ss. 7(3) *CSIS Act*) The Director of the Service shall also consult the Deputy Minister on the general operational policies of the Service, and any matter with respect to which

consultation is required by directions issued under subsection 6(2) of the *CSIS Act*(ss. 7(1) and 7(3) *CSIS Act*).

- Director of CSIS: The Director of CSIS is accountable to the Minister for the management and control of CSIS (ss. 6(1) *CSIS Act*).
- Inspector General: The Inspector General reports through the Deputy Minister of Public Safety to the Minister and is responsible for monitoring CSIS's compliance with operational policies, reviewing its operational activities, and reviewing and issuing a certificate indicating the degree of satisfaction with the Director's annual operational report (ss. 30 (1) *CSIS Act*). The certificate and the report are forwarded to the Security Intelligence Review Committee (SIRC). At the request of the Minister or SIRC, the Inspector General may conduct a review of specific CSIS activities. The Inspector General has access to all information under CSIS's control that relates to the performance of the duties and functions of the Inspector General (except for Cabinet confidences).
- SIRC: SIRC is discussed in question 5 below.
- Federal Court: Under the *CSIS Act*, the power to authorize intrusive investigation techniques rests solely with the Federal Court of Canada. CSIS must apply to the Federal Court, justifying the proposed use of these techniques. This application is reviewed by a senior CSIS committee chaired by the Director and comprised of representatives from the Department of Justice and Public Safety Canada. If the committee endorses the application for use of intrusive techniques, it is then submitted to the Minister of Public Safety for approval. If the Minister gives approval, the application is then submitted to the Federal Court, which must issue a warrant before CSIS can proceed with the intrusive investigative technique.
- Public Reporting: CSIS provides information to Parliament and the public through the CSIS Public Report. The Report is aimed at increasing awareness of CSIS's functions and the processes it employs, and dispelling some of the myths surrounding security intelligence work.

136. The range of threats investigated by CSIS include espionage or sabotage, foreign influenced activities, activities supporting threats or violence for the purpose of achieving a political, religious or ideological objective, and activities leading to the destruction or overthrow by violence of the constitutionally established system of government in Canada. The *CSIS Act*, however, notes that threats to the security of Canada do not include "lawful advocacy, protest or dissent". In other words, CSIS is not permitted to interfere with lawful advocacy, protest or dissent.

137. Further, the Ministerial Direction of 2008 on Operations stipulates that "the Service will perform its duties and functions with due regard for the rule of law and respects for the rights and liberties as guaranteed under the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*". In addition, the Ministerial Direction of 2008 lays out the following fundamental principles to guide and inform all CSIS operations:

- the rule of law must be observed;
- the investigative means must be proportional to the gravity and imminence of the threat;
- the greater the risk associated with a particular activity, the higher the authority required for approval;
- with regard to the use of intrusive investigative techniques;

- the need for their use must be weighed against possible damage to civil, religious, post-secondary and media establishments;
- the least intrusive techniques must be used first, except in emergency situations or where less intrusive investigatory techniques would not be proportionate to the gravity and imminence of the threat; and
- the level of authority required for approving their use must be commensurate with their intrusiveness and with any risks associated to using them.

138. In other best practices, both CSIS and the RCMP participate in Canada's **Cross-Cultural Roundtable on Security**. Established in 2005, and led by Public Safety Canada in partnership with Justice Canada, the Roundtable engages Canadians and the Government of Canada in a long-term dialogue on matters related to national security. It brings together up to 15 members from various communities across Canada, who provide advice on emerging developments in national security matters and their impact on Canada's diverse society. A key dimension of the Roundtable's work is enabling police and intelligence agencies to better cooperate with Canadian communities on improved understanding of issues such as hate crimes and extremism, in order to more effectively prevent terrorism. Roundtable meetings and community outreach events undertaken by both the Roundtable and the RCMP themselves have included numerous discussions on related sub-themes. These include youth radicalization and how to combat the recruitment of vulnerable youth by terrorist organizations; community-based approaches to counter-terrorism; and balancing security and civil liberties.

139. With respect to DND, the issuance of policies based on domestic and applicable international law principles, e.g. the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, the *Privacy Act*, and the *Geneva Conventions* in the Law of Armed Conflict context, plays a key role in ensuring respect for human rights. In the military context accountability is derived from both the Minister of National Defence and the Chain of Command. The Minister is accountable to Parliament. The CF has a Ministerial Directive in place regarding the conduct of intelligence activities.

140. A number of departments and agencies have implemented new measures and practices respectful of human rights as a consequence of findings of a number of commissions of inquiry. (See the following reports: 1. Second report of the 2004 Commission of Inquiry into the Actions of Canadian Officials in Relation to Maher Arar entitled "A New Review Mechanism for the RCMP's National Security Activities". Report available at : http://epe.lac-bac.gc.ca/100/206/301/pco-bcp/commissions/maher_arar/07-09-13/www.ararcommission.ca/eng/EnglishReportDec122006.pdf. 2. The 2006 Internal Inquiry into the Actions of Canadian Officials in Relation to Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati and Muayyed Nureddin. Report available at: <http://www.collectionscanada.gc.ca/webarchives/20080307201753/http://www.iacobucciinquiry.ca/en/home.htm>). 3. The 2006 Commission of Inquiry into the Investigation of the Bombing of Air India Flight 182. This Commission released a first report on personal stories of victims and their families. Its final report is expected to be released shortly. The first report is available at: <http://www.majorcomm.ca/en/>).

141. With regards to the RCMP national security function, reference to the RCMP's response to the recommendations of the Arar Commission, may be useful, in particular responses to recommendations 8, 14, 15, 19 and 20 (see <http://www.rcmp-grc.gc.ca/ns-ci-ecsn/oconnor-eng.htm>).

Question 3

142. No intelligence body in Canada has law enforcement powers.

143. The other departments and agencies mentioned in answer to Question 1, that are not intelligence agencies but may be involved in national security activities, do have to varying degrees and in varying circumstances, law enforcement powers and are subject to judicial oversight.

144. The RCMP conducts national security investigations that may lead to criminal prosecution.

145. The CBSA is authorized, according to the IRPA, to arrest and detain foreign nationals and permanent residents where an officer has reasonable grounds to believe that the person concerned is either a flight risk or is a danger to the public. During an examination (such as where a person seeks to come into Canada at a port of entry), an officer has authority pursuant to the Customs Act to search individuals and examine goods. Outside the examination context, an officer must get judicial approval to search and seize.

146. If a person is taken into detention for immigration purposes, they must be brought before the IRB for a review of their detention within 48 hours, and periodically after that. The government must be able to satisfy the IRB that the reasons for the detention continue. The IRB may continue detention, release the person, or release the person on terms and conditions that it sees fit. Individuals detained pursuant to Customs Act authorities may also have their detention reviewed by a court.

147. A person may seek leave to the Federal Court of Canada to overturn a decision made by the IRB.

148. In the case of persons subject to security certificates, the detention reviews are done directly by the Federal Court of Canada.

149. The Minister of National Defence may, on the request of the Minister of Public Safety or any other Minister, issue directions authorizing the CF to provide assistance in respect of any law enforcement matter if the assistance is in the national interest and the matter cannot be effectively dealt with except with the assistance of the Canadian Forces. The CF would have no special status when it participates in domestic law enforcement operations, and would need to comply with all domestic laws, including the Canadian Charter of Rights and Freedoms. Their assistance would be limited to the Ministerial directions.

Question 4

150. All government actions must conform to section 8 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms, which protects against unreasonable searches or seizures. Section 8 has been interpreted by the Supreme Court of Canada as affording protection from any form of unwarranted state interference with an individual's "reasonable expectation of privacy". For such intrusions to be considered to be "reasonable", in compliance with this provision, they must be authorized by law, the law itself must be reasonable and the search or seizure must be carried out in a reasonable manner.

151. The Privacy Act, and its Regulations, provide the legal framework for the collection, retention, accuracy, use, disclosure and disposition of personal information in the administration of programs and activities by institutions of the Government of Canada, including CSIS.

152. In addition to the requirements ...CSEC is prohibited from directing its foreign signals intelligence collection (SIGINT) and information technology security (IT Security) activities at Canadian citizens, permanent residents of Canada or corporations organized under the laws of Canada or any Canadian province wherever they may be located or any persons in Canada. Such activities are also subject to measures to protect the privacy of Canadians in the use and retention of intercepted information. In providing assistance,

CSEC is subject to any limitations imposed by law on the federal law enforcement or security agency requesting assistance in the performance of its lawful duties.

153. Further, where CSEC's foreign signals intelligence collection (SIGINT) and information technology security (IT Security) activities risk intercepting private communications, as defined in the Criminal Code, a ministerial authorization is required. The Minister of National Defence may authorize CSEC in writing to intercept private communications for the sole purpose of obtaining foreign intelligence or for the sole purpose of protecting the computer systems or networks of the Government of Canada from mischief, unauthorized use or interference.

154. The collection, use and disclosure of personal information by the CBSA in the immigration context is also governed by the Privacy Act, which only allows collection of information where the collection is necessary for the authorized activities of the body collecting the information. Disclosure to another party is allowed only where the intended use by the other party is consistent with the purpose for which the information was collected. Other exceptions apply (such as for use in judicial proceedings, to comply with subpoenas, and pursuant to information-sharing agreements).

155. The collection of personal information by CBSA in the customs context is governed by the Privacy Act. The use and disclosure of customs information is governed by the Customs Act which contains safeguards and restrictions.

156. In the military context accountability is derived from both the Minister and the Chain of Command. The Minister is accountable to Parliament. The CF has a Ministerial Directive in place regarding the conduct of intelligence activities. The Minister has had access in the past to a special advisor who is not an employee of the department. Although the mandate of the person may vary, this individual can review the intelligence activities of the CF and report to the Minister, assess those activities for compliance with the law (the federal Privacy and Access to Information Acts apply to DND/CF) and policy and make recommendations where appropriate. Also, Canada has entered into a number of bilateral / multilateral arrangements (eg MOUs) to ensure that any information is collected and shared with our allies responsibly. To that end, caveats are routinely used to safeguard against further disclosure and inappropriate use of sensitive and personal information shared with external entities.

157. Under the Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act, every two years the Privacy Commissioner must review the measures taken by FINTRAC to protect information it receives or collects under that Act and must submit a report on those measures to Parliament.

158. In carrying out its functions in respect of organizations seeking or holding charitable registration, the CRA exchanges information, including personal information about individuals, with intelligence and law enforcement organizations where permitted by the confidentiality provisions of the Income Tax Act.

Question 5

159. Within the Public Safety portfolio, the Security Intelligence Review Committee (SIRC) is responsible for handling complaints against CSIS. Established in 1984, SIRC is an independent, external review body that reports to Parliament on the operations of the CSIS. SIRC's Committee of (three to five) Privy Counsellors meets regularly to establish priorities and review the work undertaken by its staff.

160. SIRC has two basic roles. It reviews past CSIS operations, and it investigates complaints. All findings and recommendations are non-binding. SIRC tables a report in

Parliament each year summarizing the results of the work it has undertaken. (SIRC's Annual Reports are available at: <http://www.sirc-csars.gc.ca/anrran/index-eng.html> .)

161. SIRC conducts reviews on a retrospective basis, so it does not provide oversight of current CSIS activities. SIRC reviews CSIS operations against legislation, Ministerial Direction, and internal CSIS operational policies.

162. Pursuant to section 41 of the CSIS Act, any person may make a complaint to SIRC about any act or thing done by CSIS and the Committee shall, subject to subsection (2), investigate the complaint when it meets the criteria under subsection 41(1). Pursuant to section 42, any federal employee or contractor may make a complaint to SIRC if his or her Government of Canada security clearance is denied or revoked. Pursuant to section 45 of Canadian Human Rights Act, any Minister of the Crown may refer a complaint made to the Canadian Human Rights Commission to SIRC if it involves issues relating to the security of Canada, SIRC recommendations are judicially reviewable by the Federal Court of Canada.

163. In addition to SIRC, the Commission for Public Complaints Against the RCMP (CPC) is an independent agency created by Parliament to ensure that public complaints made about the conduct of RCMP members are examined fairly and impartially. CPC reports make findings and recommendations aimed at correcting and preventing recurring policing problems.

164. Any person may make a complaint about the conduct of any RCMP member or any other individual appointed or employed under the authority of the RCMP Act; this includes on-duty conduct as well as off-duty conduct when it has the potential to affect the member's performance or bring the RCMP into disrepute. He or she may also complain to the provincial authority responsible for the receipt and investigation of complaints made against the police in provinces where the RCMP act as the provincial police force.

165. Upon receipt of a complaint, the RCMP will first seek to address it informally. If this is not possible, the RCMP will undertake a complaints investigation, after which it will share its disposition of the complaint (i.e., its findings) with the complainant and the affected RCMP member(s).

166. If the complainant is not satisfied with the RCMP's handling of the complaint, he or she may ask the CPC to review it. The CPC will evaluate all materials relating to the complaint. It may request that the RCMP provide further information, ask the RCMP to investigate further, or conduct its own investigation.

167. The activities of CSEC are reviewed by the Commissioner of the Communications Security Establishment (Commissioner) to ensure that such activities are in compliance with the law and to inform the Minister of National Defence and Attorney General of Canada of any CSEC activity that the Commissioner believes may not be in compliance with the law. The Commissioner may also undertake investigations, as necessary, in response to complaints about CSEC and its activities.

168. In any given year, numerous reviews are conducted which cover a variety of CSEC activities. In carrying out his or her duties, the Commissioner has access to CSEC personnel, information and documentation, including classified information, during the course of the review. The results of the Commissioner's reviews are reported in detail to the Minister of National Defence but, because they contain classified information, they are not made public. The reviews are, however, summarized in the Commissioner's annual report to the Minister, which is subsequently tabled in Parliament. (The Commissioner's most recent (2008-2009) annual report is available at http://ocsec-bccst.gc.ca/ann-rpt/2008-2009/ann-rpt_e.pdf.)

169. CSEC is also subject to review by the same bodies as any other Canadian federal department or agency, including the Canadian Human Rights Commissioner, the Privacy Commissioner, and the Information Commissioner.

170. There is currently no dedicated complaints agency dealing with specific complaints against CBSA actions. As noted above, all CBSA actions are subject to either IRB or Federal Court of Canada review. In addition, activities of CBSA are subject of ongoing review by various parliamentary committees, the Privacy Commissioner, the Access to Information Commissioner and the Auditor General of Canada.

171. With respect to the military context and regarding FINTRAC, see answer to question 4.

Question 6

172. See the response to question 5 for details on external review institutions.

173. The Auditor General of Canada, the Information Commissioner and the Privacy Commissioner can, under domestic statute, access information from all departments. The respective statutes for these officers would provide legal and practical safeguards to the collection and use of personal data by intelligence services.

174. With respect to SIRC's access to classified information, pursuant to subsection 39(2) of the CSIS Act, SIRC is entitled:

- “to have access to any information under the control of the Service or of the Inspector General that relates to the performance of the duties and functions of the Committee and to receive from the Inspector General, Director and employees such information, reports and explanations as the Committee deems necessary for the performance of its duties and functions; and
- “during any investigation referred to in paragraph 38(c), to have access to any information under the control of the deputy head concerned that is relevant to the investigation.”

175. Subsection 39(3) states that “no information described in subsection (2), other than a confidence of the Queen's Privy Council for Canada in respect of which subsection 39(1) of the *Canada Evidence Act* applies, may be withheld from the Committee on any grounds.”

Colombia

Question 1

176. El Estado colombiano se encuentra actualmente en un proceso de reforma orgánica de toda la actividad de inteligencia y contrainteligencia de las entidades encargadas de realizar este tipo de labores. Por este motivo, se expidió el 5 de marzo de 2009 la Ley 1288, “por medio de la cual se expiden normas para fortalecer el marco legal que permite a los organismos, que llevan a cabo actividades de inteligencia y contrainteligencia, cumplir con su misión constitucional y legal, y se dictan otras disposiciones”. A su vez, esta ley fue reglamentada a través del Decreto 3600 de 11 de septiembre de 2009.

177. El marco normativo que fue erigido a través de estos dos instrumentos ha sentado las bases respecto de cómo se debe llevar a cabo las actividades de inteligencia y contrainteligencia por parte de los organismos que realizan este tipo de acciones, estableciendo límites y fines para estas diligencias, principios rectores, mecanismos de control y supervisión, el manejo de sus respectivas bases de datos, entre otros requerimientos. En otras palabras, es la piedra angular que regula todo lo referente a las

labores de inteligencia que las entidades estatales realizan para hacer frente al fenómeno del terrorismo.

178. De acuerdo al artículo 3 de la Ley 1288, los únicos autorizados para conducir este tipo de actividades son las dependencias pertinentes de las Fuerzas Militares y de Policía Nacional, el Departamento Administrativo de Seguridad (DAS) y la Unidad de Información y Análisis Financiero (UIAF). El Decreto 3600 desglosa esta lista de la siguiente manera:

1. En las Fuerzas Militares:

a) En el Comando General de las Fuerzas Militares:

- La Jefatura de Inteligencia y Contrainteligencia Militar Conjunta y sus respectivas Direcciones.
- Las dependencias de inteligencia y contrainteligencia en cada uno de los Comandos Conjuntos o Comandos de Fuerza de Tarea Conjunta.
- Las unidades especiales autorizadas por el Comandante General de las Fuerzas Militares, mediante acto administrativo, para realizar actividades de inteligencia y contrainteligencia.

b) En el Ejército Nacional:

- La Dirección de Inteligencia del Ejército Nacional, las dependencias y unidades de inteligencia y contrainteligencia subordinadas a ella.
- Las dependencias de inteligencia y contrainteligencia en cada División, Brigada, Batallón y unidades que por su naturaleza y misión desarrollen estas actividades.
- Las unidades especiales autorizadas por el Comandante del Ejército, mediante acto administrativo, para realizar actividades de inteligencia y contrainteligencia.

c) En la Armada Nacional:

- La Jefatura de Inteligencia de la Armada Nacional y las dependencias y unidades de inteligencia y contrainteligencia subordinadas a ella.
- Las dependencias de inteligencia y contrainteligencia en cada una de las unidades operativas mayores, menores y tácticas de la Armada Nacional.
- Las unidades especiales autorizadas por el Comandante de la Armada Nacional, mediante acto administrativo, para realizar actividades de inteligencia y contrainteligencia.

d) En la Fuerza Aérea Colombiana:

- La Jefatura de Inteligencia de la Fuerza Aérea Colombiana y las dependencias de inteligencia y contrainteligencia subordinadas a ella.
- Las dependencias de inteligencia y contrainteligencia en cada una de las unidades de la Fuerza Aérea Colombiana, a nivel estratégico, operacional y táctico.
- Las unidades especiales autorizadas por el Comandante de la Fuerza Aérea, mediante acto administrativo, para realizar actividades de inteligencia y contrainteligencia.

2. En la Policía Nacional:
 - La Dirección de Inteligencia de la Policía Nacional, la cual dirigirá, coordinará e integrará las actividades de inteligencia como órgano rector del servicio de inteligencia policial.
 - Las dependencias de inteligencia y contrainteligencia en cada una de las Direcciones de la Policía Nacional y las demás unidades que por su naturaleza y misión desarrollen operaciones básicas y especializadas.
 - Las unidades especiales autorizadas por el Director General de la Policía Nacional de Colombia, mediante acto administrativo, para realizar actividades de inteligencia y contrainteligencia.
3. En la Unidad de Información y Análisis Financiero – UIAF:
 - La Dirección General, la Subdirección de Análisis de Operaciones, la Subdirección de Análisis Estratégico, la Subdirección de Informática de la Unidad de Información y Análisis Financiero - UIAF, o las dependencias que hagan sus veces.
4. En el Departamento Administrativo de Seguridad – DAS:
 - La Dirección General de Inteligencia, la Subdirección de Contrainteligencia del DAS y las dependencias de inteligencia y contrainteligencia subordinadas a ellas o las que hagan sus veces.
 - Las dependencias de inteligencia y contrainteligencia, o las que hagan sus veces, en cada una de las seccionales y puestos operativos del DAS.

179. El Departamento Administrativo de Seguridad fue creado hace más de 50 años, mediante el Decreto 2872 de 31 de octubre de 1953 y posteriormente reformado (obteniendo su nombre actual) el 18 de julio de 1960 a través del Decreto 1717. Pero el 18 de septiembre de 2009, el Gobierno Nacional anunció su decisión de liquidar esta entidad y crear una nueva. El DAS realizó un estudio detallado de los problemas internos que presentaba, concluyendo que había una necesidad de replantear a profundidad la misión del organismo para dar paso a una nueva agencia la cual se encargará exclusivamente de hacer inteligencia estratégica y prospectiva y de contrainteligencia. Durante años el DAS tuvo funciones ajenas a la naturaleza de una agencia de inteligencia⁹. Lo anterior generaba multiplicidad de funciones y desviaba a la entidad de sus procesos misionales.

180. El Gobierno Nacional presentó a consideración del Congreso de la República el Proyecto de Ley 189 de 2009, el cual actualmente surte el respectivo debate parlamentario para su aprobación. Este proyecto de Ley contempla la creación de la Agencia Central de Inteligencia de Colombia (ACI), como se llamará a futuro, con múltiples funciones de inteligencia y contrainteligencia, desarrolladas a través de una cultura integral de respeto por los Derechos Humanos¹⁰.

Question 2

181. La Ley 1288 de 2009 en su artículo 4 hace mención expresa de los límites y fines de la actividad de inteligencia y contrainteligencia en el país los cuales están permeados por un profundo respeto por, no sólo los Derechos Humanos y el Derecho Internacional Humanitario, sino también por el cumplimiento estricto de la Constitución Política y la Ley.

⁹ Art. 12. Pour accomplir leurs missions, les services de renseignement et de sécurité ne peuvent utiliser des moyens de contrainte que dans les conditions prévues par la loi

¹⁰ Así lo establece el artículo 2, numeral 5, del Proyecto de Ley.

De igual forma, se hace mención especial al principio de reserva legal, el cual garantiza la protección de derechos de rango constitucional tales como la honra, el buen nombre, la intimidad personal y familiar y al debido proceso.

182. Los dos fines esenciales de la actividad de inteligencia y contrainteligencia, de los cuales no se puede separar la autoridad pública, están sintetizados así en la Ley 1288:

- Asegurar la consecución de los fines esenciales del Estado, la vigencia del régimen democrático y la seguridad y defensa de la Nación, y prevenir de amenazas contra las personas residentes en Colombia y los ciudadanos colombianos en todo tiempo y lugar.
- Proteger a la población y las instituciones democráticas frente a amenazas tales como el terrorismo, el narcotráfico, el secuestro, el tráfico de armas, municiones, explosivos y otros materiales relacionados, el lavado de activos, y otras amenazas de igual naturaleza.

183. Existe la prohibición expresa de recolectar, procesar o distribuir información de inteligencia y contrainteligencia por razones de género, raza, origen nacional o familiar, lengua, religión, opinión política o filosófica, pertenencia a una organización sindical, social o de Derechos Humanos, o para promover los intereses de cualquier partido político o afectar los derechos y garantías de los partidos políticos de oposición.

184. Como se puede evidenciar, el Estado colombiano en sus actividades de inteligencia y contrainteligencia maneja un esquema plenamente garantista de los derechos fundamentales de todas las personas que habitan en el territorio patrio.

185. El artículo 5 de la Ley 1288 contiene los principios rectores de la actividad de inteligencia y contrainteligencia, los cuales deben ser observados de manera estricta y en todo momento, a saber:

- Principio de necesidad: Las actividades de inteligencia y contrainteligencia deben ser necesarias para alcanzar los fines constitucionales deseados; podrá recurrirse a ellas siempre y cuando no existan otros medios que permitan alcanzar tales fines.
- Principio de idoneidad: Las actividades de inteligencia y contrainteligencia deben hacer uso de medios que se adecúen al logro de los fines definidos en el artículo 4 de la Ley que fueron reseñados anteriormente.
- Principio de proporcionalidad: Las actividades de inteligencia y contrainteligencia deberán ser proporcionales a los fines buscados.

186. Por otro lado, tanto la Ley como el Decreto 3600 fortalecieron los controles internos para asegurar la transparencia y una mejor supervisión de las operaciones de inteligencia.

187. Estos sistemas buscan asegurar que sólo sean autorizadas aquellas actividades de inteligencia que persigan los fines constitucionales establecidos, estén dentro de los límites legalmente señalados, y hagan uso de medios idóneos, estrictamente necesarios y proporcionales a los objetivos deseados.

188. Así, toda actividad de inteligencia y contrainteligencia debe emanar de una orden de operaciones o misión de trabajo debidamente soportada. Lo anterior implica que toda operación de inteligencia debe incluir un planeamiento detallado de la actividad así como un cronograma de actividades.

189. Lo anterior permite asegurar:

- Que toda operación tiene un responsable de su autorización,
- Que esa autorización ha sido otorgada únicamente a aquellas operaciones que sean acordes con una serie de fines, límites y principios constitucionales y;

- Que existe un mecanismo de supervisión de tales controles.

190. En efecto, los Directores o Jefes de los organismos autorizados por la ley y quienes estén autorizados en los manuales de las dependencias que llevan a cabo este tipo de actividades, son los únicos facultados para emitir una orden de operaciones o misión de trabajo.

191. De igual forma, el párrafo del artículo 11 establece que los funcionarios de las entidades que lleven a cabo actividades de inteligencia y contrainteligencia que violen sus deberes y obligaciones no podrán alegar la *obediencia debida* como causal eximente de responsabilidad, tanto de índole penal como administrativa, cuando la vulneración implique una violación a los Derechos Humanos o una infracción al Derecho Internacional Humanitario.

192. Teniendo en cuenta lo anterior, hay que resaltar la labor de las Fuerzas Militares, ya que desde la expedición de la Ley 1288 de 2009, todas sus dependencias que llevan a cabo actividades de inteligencia y contrainteligencia han revisado la doctrina y los procedimientos de inteligencia consagrados en los diferentes Manuales en aras de garantizar que su contenido se ajuste al nuevo marco legal.

193. Durante 2009, el Ejército Nacional revisó y actualizó 6 Manuales de Inteligencia y Contrainteligencia. Adicionalmente, se propuso una nueva estructura que sirva como fundamento de la doctrina de Inteligencia y Contrainteligencia en sus componentes esenciales, para lo que se conciliaron y desarrollaron diferentes áreas de competencias y se realizaron las diferentes distribuciones.

194. La Fuerza Aérea, en desarrollo del proceso de Inteligencia Aérea y en el cumplimiento de los estándares de calidad, lleva un estricto control de las órdenes de operaciones y misiones de trabajo emitidas. Adicionalmente, la Fuerza Aérea creó el Plan de Contrainteligencia 2010, desarrolló planes metodológicos y diseñó e implementó una Matriz de Riesgos con el fin de dar cumplimiento a los mandatos legales en materia de protección, reserva y control de la información y de protección de los servidores públicos que llevan a cabo actividades de inteligencia y contrainteligencia.

195. La Inspección General de la Policía Nacional lleva a cabo de manera constante un programa de prevención dirigido a todas las unidades que integran el servicio de inteligencia policial en el nivel nacional. Para lo anterior se desarrolló un cronograma anual de capacitación y sensibilización. Estas actividades son llevadas a cabo por la oficina de Asuntos jurídicos y derechos humanos de la Dirección de Inteligencia de la Policía Nacional.

196. Por su parte, las Fuerzas Militares han adelantado planes de difusión de la Ley 1288 y su Decreto reglamentario 3600 entre quienes llevan a cabo este tipo de actividades. Por ejemplo, el Comando General de las Fuerzas Militares a través de su Jefatura de Inteligencia Conjunta diseñó un plan de capacitación en todas las Fuerzas Militares con el fin de adecuar los procedimientos de inteligencia a la nueva ley.

197. También son de digno reconocimiento los esfuerzos adelantados por el DAS con el fin de afianzar todos los escenarios en materia de Derechos Humanos. Mediante la Resolución 0425 de abril de 2009 se creó el grupo de Derechos Humanos, adscrito a la Oficina Asesora Jurídica, el cual tiene como función central promover la política de Derechos Humanos en el Departamento y asesorar a la Dirección del DAS en asuntos relacionados con la materia. Como complemento a lo anterior, se han expedido una serie de Directivas tendientes a resaltar la importancia del respeto por los Derechos Humanos en las funciones de la entidad y recientemente se lanzó su política de Derechos Humanos.

198. De otro lado, se han incluido 80 horas de capacitación para la formación de detectives y se está adelantando un proceso de capacitación de funcionarios gracias a un

convenio suscrito entre el DAS y el Instituto de Estudios del Ministerio Público. Además, en la Academia Superior de Inteligencia y Seguridad Pública se está llevando a cabo la actividad de Pista de Derechos Humanos, la cual está encaminada al fortalecimiento del respeto de los mismos, mediante la simulación de acciones reales y cotidianas para los estudiantes.

199. Los anteriores ejemplos evidencian plenamente que Colombia es un Estado en el que las buenas prácticas y medidas para asegurar el respeto por los Derechos Humanos por parte de las agencias que adelantan labores de inteligencia son un componente importante dentro del proceso de mejoramiento constante que se adelanta al interior de cada una de ellas.

Question 3

200. En Colombia existe una clara distinción entre la función de inteligencia y la de investigación, esta última puede llevar a la captura o detención de personas.

201. La denominada “*función de Policía Judicial*” consiste en la función que cumplen las entidades del Estado para apoyar la investigación penal y, en ejercicio de las mismas, dependen funcionalmente del Fiscal General de la Nación y sus delegados. En este sentido, los organismos investidos de dicha función tienen la facultad de arrestar o detener personas, y en algunos casos, realizar actividades de inteligencia, pero ambas actividades se encuentran separadas y son excluyentes entre sí. En Colombia, cumplen de forma permanente tareas de Policía Judicial la Policía Nacional, el DAS y el Cuerpo Técnico de Investigación (CTI) de la Fiscalía.

202. En el caso del Ministerio de Defensa, sólo la Policía Nacional cuenta con facultades de Policía Judicial. Sin embargo, hay que aclarar, que internamente las funciones de inteligencia y de policía judicial están completamente separadas y son desarrolladas por dependencias diferentes.

203. La misión de la Dirección de Inteligencia de la Policía Nacional ha sido definida en el artículo 1 de la Resolución 0035 de 2010. En virtud de lo anterior, la actividad de inteligencia de la Dirección no se desarrolla en el marco de actividades de policía judicial, sino como explica la norma, se trata del desarrollo de “*actividades preventivas que permiten la toma de decisiones por parte de los usuarios de la información de inteligencia en materia de factores que inciden negativamente en la convivencia y seguridad ciudadana*”.

204. Sin embargo, al ser parte de la Policía Nacional, los policías que llevan a cabo este tipo de actividades de inteligencia, tienen “*la obligación de conocer cualquier caso de policía e inclusive proceder a la captura de personas cuando se cometan delitos en flagrancia*”.

205. En lo que compete al DAS, el numeral 11 del artículo 2 del Decreto 643 de marzo de 2004 establece como una de las funciones generales de la entidad la de “*Ejercer funciones de Policía Judicial, en coordinación con la Fiscalía General de la Nación, para investigaciones de carácter criminal, relacionadas con la naturaleza y finalidad institucionales*”.

206. En este sentido, y de acuerdo con los requerimientos debidamente expedidos por las autoridades judiciales, los funcionarios del DAS que ejercen funciones de Policía Judicial, están autorizados legalmente a apoyar en el desarrollo de investigaciones criminales, capturas, allanamientos, entre otras actividades que, además de contar con una orden legal, deben someterse a su correspondiente revisión de legalidad por parte de los Jueces de Control de Garantías como lo establece el artículo 66 del Código de Procedimiento Penal.

207. Respecto de la misión del DAS, cabe resaltar que ningún informe de inteligencia cuenta con valor probatorio dentro de los procesos judiciales y por tanto sólo constituye un criterio orientador para el desarrollo de los actos urgentes que desarrolla la Policía Judicial; así, la función de inteligencia es distinta a la función de Policía Judicial.

208. Se evidencia entonces, para los casos de la Policía Nacional y el DAS, que a pesar de que cumplen actividades tanto de inteligencia como de Policía Judicial, éstas están completamente separadas y operan de forma excluyente.

209. Ahora bien, la Fiscalía General de la Nación cuenta una dependencia encargada exclusivamente de ejercer funciones de Policía Judicial denominada Cuerpo Técnico de Investigaciones (CTI). El CTI no tiene dentro de sus funciones la de realizar actividades de inteligencia. En este sentido, el CTI apoya la investigación de casos criminales, que están bajo conocimiento de un Fiscal, desde los aspectos: investigativo, técnico, operativo y científico.

210. En este orden de ideas, el CTI puede capturar o detener personas en los siguientes casos:

- En cumplimiento de una orden judicial, emitida por Juez de Control de Garantías (artículo 19 de la Ley 1142 de 2007).
- En caso de encontrarse en situaciones de flagrancia lo cual lleva a la captura inmediata del presunto infractor de la ley penal (artículo 302 de la Ley 906 de 2004).
- En cumplimiento de una orden emitida por fiscal, en los eventos en los que procede la captura excepcional por orden de éste (artículo 21 de la Ley 1142 de 2007).

Question 4

211. La Ley 1288 de 2009 ha consagrado un capítulo especial sobre bases de datos y archivos de inteligencia y contrainteligencia, que de manera consecuente con el espíritu garantista de la norma, cimienta la seriedad y seguridad con que dichos datos son recolectados y manejados por las entidades respectivas.

212. Para lograr lo anterior, la Ley ha ordenado que cada entidad cree un Centro de Protección de Datos y Archivos de Inteligencia y Contrainteligencia (CPD). Éstos estarán a cargo de un responsable que garantizará que los procesos de recolección, almacenamiento, producción y difusión de la información estén enmarcados bajo los lineamientos que la Constitución y la Ley han consagrado. Son tres los objetivos de estos CPD:

- Controlar el ingreso y salida de la información, garantizando su reserva constitucional y legal.
- Actualizar y depurar los datos de inteligencia y contrainteligencia.
- Garantizar que la información no será almacenada por razones de género, raza, origen nacional o familiar, lengua, religión, opinión política o filosófica, pertenencia a una organización sindical, social o de Derechos Humanos, o para promover los intereses de cualquier partido político.

213. Respecto de la difusión de datos de inteligencia y contrainteligencia, al ser éstos amparados por reserva legal, no podrán hacerse públicos ni ser difundidos a particulares. Con todo, no se podrá oponer la reserva legal a los requerimientos que autoridades penales, disciplinarias o fiscales hagan. El artículo 21 de la Ley establece que por la naturaleza de las funciones que cumplen los organismos que desarrollan labores de inteligencia y contrainteligencia, la información que manejen estará amparada con reserva legal por un término de 40 años y tendrá carácter de información reservada según el grado de clasificación para cada caso.

214. El principio de reserva legal incorporado en la Ley se erige como una de las excepciones al principio de publicidad de la gestión pública y está en completa consonancia con la jurisprudencia establecida por la Corte Constitucional.¹¹ Así, la reserva legal incorporada mediante la Ley de Inteligencia busca (i) proteger los derechos de los ciudadanos a su intimidad, buen nombre, honra y debido proceso, y (ii) prevenir la fuga de información que pone en riesgo la seguridad de la Nación y de los ciudadanos.

215. Por otro lado, los servidores públicos que adelanten actividades de inteligencia y contrainteligencia, además de los que estén encargados del control, supervisión y revisión de documentos o bases de datos, tienen que suscribir un acta de compromiso de reserva en relación con la información que manejen. Quienes violen dicha reserva estarán sujetos a las sanciones administrativas y penales correspondientes¹².

216. En relación con la depuración, la Junta de Inteligencia Conjunta (JIC)¹³ es quien debe diseñar los criterios que deben orientar la depuración y actualización de los archivos, siguiendo los siguientes lineamientos que consigna el artículo 19 de la Ley:

- La obligación de proteger los derechos fundamentales de los ciudadanos al buen nombre, la honra y el debido proceso.
- El deber de garantizar la preservación de la memoria histórica de la Nación; y
- La ley de archivos.

217. El Decreto reglamentario 3600, por su parte, precisa el alcance de esta depuración en los siguientes términos a través de su artículo 11: *“De conformidad con lo establecido en el parágrafo del artículo 19 de la Ley 1288 de 2009, cada uno de los organismos de inteligencia y contrainteligencia, deberá revisar la información de sus archivos, a efectos de garantizar que la misma cumple con lo dispuesto en el artículo 19 literal c) de la Ley 1288 del 05 de marzo de 2009 (...) Esta actividad deberá realizarse de manera periódica de acuerdo con los parámetros establecidos por la JIC, para lo cual podrá contar con asesoría internacional, incluyendo a la Oficina de la Alta Comisionada para los Derechos Humanos de las Naciones Unidas.”*

218. Por último, el artículo 24 de la Ley 1288 de 2009 contiene una garantía muy importante, a través de la cual se establece que en ningún caso podrán los informes de inteligencia tener valor probatorio dentro de los procesos judiciales. Concretamente, solo puede ser utilizado por el funcionario judicial respectivo para construir un criterio

¹¹ Mediante la Sentencia C-491 de 2007, la Corte Constitucional manifestó la importancia para las instituciones públicas de *“garantizar la defensa de los derechos fundamentales de terceras personas que puedan resultar desproporcionadamente afectados por la publicidad de una información y ante la necesidad de mantener la reserva para garantizar la seguridad y defensa nacional”*.

¹² Esta disposición conminó a que la misma Ley 1288 modificara y elevara sustancialmente las penas para delitos relacionados con la violación a la reserva legal consagrados en el Código Penal, tales como: *“Divulgación y empleo de documentos reservados”*, *“Acceso abusivo a un sistema informático”*, *“Revelación de secreto”*, *“Utilización de asunto sometido a secreto o reserva”* y *“Utilización indebida de información oficial privilegiada”*. Además, se creó un nuevo tipo penal denominado *“Revelación de secreto culposa”* y se elevó la pena para el delito militar de *“Revelación de secretos”*.

¹³ El artículo 7 de la Ley 1288 contempla la creación de una Junta de Inteligencia Conjunta (JIC) la cual está conformada por el Ministro de Defensa Nacional (quién la preside), el Viceministro para Políticas y Asuntos Internacionales del Ministerio de Defensa, los Directores de Inteligencia del Comando General de las Fuerzas Militares, el Ejército, la Armada, la Fuerza Aérea y la Policía Nacional, el Director de Inteligencia del DAS y el Director de la UIAF y cuya función primordial está enfocada en la cooperación armónica entre las instituciones que realizan actividades de inteligencia y contrainteligencia en el país.

orientador para el desarrollo de los actos urgentes que desarrolla la policía judicial en materia penal.

Question 5

219. De acuerdo con el artículo 152 de la Ley 734 de 2002 (Código Único Disciplinario), cuando existe una queja, se recibe información o en una diligencia de indagación preliminar se identifique a los posibles autores de una falta disciplinaria (entre ellas cualquiera relativa a actividades efectuadas por los servicios de inteligencia), la Procuraduría General de la Nación¹⁴, a través de la Procuraduría Delegada para la Prevención en Materia de Derechos Humanos y Asuntos Étnicos¹⁵ debe iniciar la respectiva investigación.

220. En lo que respecta al Ministerio de Defensa, actualmente las Oficinas de Derechos Humanos de cada una de las Fuerzas y de la Policía Nacional o de las Jefaturas de Inteligencia de las Fuerzas y de la Dirección de Inteligencia tramitan los requerimientos individuales sobre actividades de inteligencia. Requerimientos que se realizan a través de derechos de petición¹⁶ o la presentación de quejas y reclamos. En cuanto a las denuncias, son la Inspección de las Fuerzas, de la Policía o la misma Procuraduría General, según el caso, las encargadas de adelantar las investigaciones disciplinarias, mientras la Fiscalía General de la Nación la competente para adelantar investigaciones de tipo penal. Es menester llamar la atención que la Dirección de Inteligencia de la Policía Nacional cuenta con una oficina de atención al ciudadano donde se reciben quejas, denuncias y sugerencias en relación con el desarrollo de este tipo de actividades.

Question 6

221. Dentro del esquema normativo consagrado por la Ley 1288 de 2009 se ha creado un mecanismo novedoso de control externo a las actividades de inteligencia y contrainteligencia que realizan las distintas entidades nacionales encargadas de dichas funciones. El artículo 13 ordena la creación de la *Comisión Legal Parlamentaria de Seguimiento a las Actividades de Inteligencia y Contrainteligencia* (la Comisión). Este órgano será el que cumpla con las funciones de control y seguimiento a las actividades de inteligencia en el país, verificando la eficiencia en el uso de los recursos y el respeto de las garantías constitucionales y legales consagradas en el ordenamiento jurídico colombiano.

222. La Comisión cuenta con la participación de 6 congresistas permanentes los cuales son miembros de las Comisiones Segundas Constitucionales de la Cámara de Representantes y el Senado (3 y 3). Estos son elegidos a través de una sesión conjunta de las dos Comisiones Segundas mediante el sistema de cuociente electoral, asegurando que los partidos y movimientos políticos que sean de oposición al Gobierno en turno estén debidamente representados. El periodo de duración como miembros de la Comisión es de 4 años y estos serán sometidos a estudios periódicos de seguridad y confiabilidad.

¹⁴ La Procuraduría General de la Nación es la entidad que representa a los ciudadanos ante el Estado. Es el máximo organismo del Ministerio Público y vela por el correcto ejercicio de las funciones encomendadas en la Constitución y en la Ley a los servidores públicos, en especial, a través de su función disciplinaria.

¹⁵ Esta Procuraduría se ha encargado, desde la expedición de la Resolución 456 de 2008 (la cual modificó la Resolución 017 de 2000), de investigar aquellas faltas disciplinarias que versen sobre los numerales 5 al 11 del artículo 48 de la Ley 724 de 2002. Estos numerales enumeran como faltas disciplinarias gravísimas el incurrir en conductas tales como el genocidio, infracciones al DIH, la detención arbitraria, la tortura, el homicidio agravado, entre otras.

¹⁶ Artículo 23 de la Constitución colombiana: “*Toda persona tiene derecho a presentar peticiones respetuosas a las autoridades por motivos de interés general o particular y a obtener pronta resolución...*”.

223. El artículo 15 de la Ley 1288 contempla seis funciones básicas para la Comisión:
- Producir un informe anual reservado dirigido a la Comisión Segunda Conjunta, con copia al Presidente de la República, en el que se rinda cuenta del cumplimiento de los controles y garantías contenidos en la Ley 1288, formulando recomendaciones para el mejoramiento del ejercicio de las actividades de inteligencia y contrainteligencia. Este informe será producto de los informes anuales rendidos por los inspectores de la Fuerza Pública, las oficinas de control interno del DAS y la UIAF y los informes rendidos por los organismos de control en el ejercicio de sus funciones.
 - Realizar, con periodicidad mínima de una vez por semestre, una reunión con la Junta de Inteligencia Conjunta (JIC) para velar por el cumplimiento de los principios, fines y límites de la Ley 1288.
 - Presentar recomendaciones para la formulación del Plan Nacional de Inteligencia¹⁷.
 - Emitir opiniones y conceptos sobre cualquier proyecto de ley relacionado con la materia.
 - Emitir un concepto sobre el Informe de Auditoría de los Gastos Reservados¹⁸ elaborado por la Contraloría General de la República¹⁹.
 - Citar a los funcionarios directivos de los organismos de inteligencia para el ejercicio del control político de sus actividades.

224. Los miembros de la Comisión están obligados a guardar reserva sobre las informaciones y documentos a los que tengan acceso durante y después de su membresía a dicho órgano.

225. Por otro lado, y en relación con el tema de gastos reservados, es importante mencionar que la Ley 1097 de 2006, principal regulación sobre la materia, establece que la vigilancia del control fiscal y el control de resultados en la ejecución de gastos reservados los realiza un grupo auditor que depende directamente del despacho del Contralor General de la República.

226. En desarrollo de este mandato la Contraloría General de la República profirió la Resolución 5850 de 2007 que traza los criterios y políticas para el control posterior a los gastos reservados. A través de ésta, la Contraloría ha realizado auditorías anuales sobre los ordenadores de gastos reservados, como lo son los Jefes de Inteligencia de las Fuerzas Militares y la Policía, los Directores de Inteligencia, el Director de GAULAS²⁰, los Comandantes de GAULAS a nivel regional, los Jefes de Estado Mayor de Divisiones y Brigada del Ejército, y el Director de la DIJIN de la Policía Nacional. En estas revistas la

¹⁷ Este documento de carácter reservado define los objetivos y prioridades de los organismos que llevan a cabo actividades de inteligencia y contrainteligencia y es renovado cada año.

¹⁸ A través del rubro de gastos reservados la Fuerza Pública efectúa el pago de recompensas a informantes.

¹⁹ La Contraloría General de la República es el máximo órgano de control fiscal del Estado. Como tal, tiene la misión de procurar el buen uso de los recursos y bienes públicos. El artículo 267 de la Constitución colombiana establece que esta entidad "(...) vigila la gestión fiscal de la administración y de los particulares o entidades que manejan fondos o bienes de la nación".

²⁰ Los GAULAS (Grupos de Acción Unificada por la Libertad Personal) son las unidades de la Fuerza Pública diseñadas específicamente para combatir el fenómeno del secuestro, práctica recurrente por parte de los grupos armados ilegales en el país, a través de acciones de prevención, inteligencia, investigación y desarrollo de operaciones militares conducentes al rescate de las víctimas, a la atención de sus familias y a la captura de los responsables de estos hechos punibles.

Contraloría ha tenido acceso al proceso de ejecución presupuestal así como a la gestión de los mismos. Los resultados son publicados a través de un informe anual de carácter público.

227. Es menester aclarar que en lo que respecta a la Procuraduría General de la Nación, esta entidad no realiza control preventivo sobre las actividades de inteligencia por parte de los organismos del Estado, sino que realiza un control disciplinario sobre las conductas de los funcionarios públicos que pudieran haber incurrido en irregularidades. El fundamento jurídico para las labores que ejerce la Procuraduría se encuentra en la Constitución Política en sus artículos 277 y 278. La independencia de esta entidad está garantizada tanto por el proceso de selección del Procurador en el cual participan el Consejo de Estado, la Corte Suprema de Justicia y el Senado²¹, así como por su autonomía administrativa, financiera y presupuestal según lo consagrado en el artículo 1 del Decreto 262 de 2000.

228. De acuerdo al artículo 3 de la Ley 734 de 2002, el cual prevé la figura del poder disciplinario preferente, la Procuraduría está facultada para asumir las investigaciones disciplinarias de control interno de las agencias de inteligencia cuando las circunstancias así lo requieran. De la misma manera, la Procuraduría tiene acceso a todo el material probatorio pertinente, incluyendo información clasificada, con el fin de determinar la responsabilidad de funcionarios públicos en posibles infracciones disciplinarias.

229. De igual forma y de conformidad con los artículos 89 y 90 de la Ley 734, la Procuraduría Delgada Disciplinaria para los Derechos Humanos y Asuntos Étnicos podrá intervenir como sujeto procesal en su calidad de Ministerio Público cuando no se ejerza el poder disciplinario preferente y se esté ejerciendo la supervigilancia administrativa.

230. En la actualidad, la Procuraduría Delgada Disciplinaria para los Derechos Humanos y Asuntos Étnicos viene trabajando con el acompañamiento de la Oficina en Colombia de la Alta Comisionada de Naciones Unidas para los Derechos Humanos en una propuesta que permitirá perfeccionar el proceso de incorporación de los servicios de inteligencia en los fines propuestos del Estado Social de Derecho. Son dos los aspectos fundamentales que este proyecto quiere conciliar:

- De un lado, la facultad del Estado de obtener, reunir, sistematizar y analizar información referida al concepto de amenaza que afecte la seguridad de la Nación, manteniendo la reserva de esta información.
- De otro lado, el derecho de los ciudadanos a que se les garantice que en los archivos de inteligencia no se consignen datos que atenten contra los Derechos Fundamentales establecidos en la Constitución, los tratados y pactos internacionales.

231. Por último, la Procuraduría General de la Nación pública cada año un informe a través del cual rinde cuentas de la gestión de la institución, reservando un capítulo para las acciones que se adelantaron en aras de la protección de los Derechos Humanos, pero no hace una referencia explícita a las investigaciones disciplinarias que se adelantan en razón a actividades de inteligencia adelantadas por organismos públicos.

232. En lo concerniente a la Fiscalía General de la Nación, se debe entender que la forma de movilizar los servicios de investigación judicial del Estado frente a hechos que revisten las características de una conducta punible (como lo sería la comisión de delitos que se realicen con ocasión a la realización de actividades de inteligencia) es a través de lo que se ha denominado fuentes formales o fuentes no formales.

233. Se entiende por fuentes formales: la denuncia, querrela, informe de autoridad pública o petición especial. Por fuentes no formales se entiende: los escritos anónimos, informantes

²¹ Artículo 276 de la Constitución Política de Colombia.

o noticias periodísticas. A través de estos medios se solicita a la Fiscalía General de la Nación la investigación de un presunto hecho delictivo, entidad que le asigna un número de noticia criminal o radicado.

234. La independencia de esta entidad está garantizada tanto por el proceso de selección del Fiscal General de la Nación el cual es elegido por la Corte Suprema de Justicia de terna enviada por el Presidente de la República, así como por su autonomía administrativa, financiera y presupuestal según lo consagrado en el artículo 249 de la Constitución.

235. La Fiscalía General de la Nación pública cada año un informe a través del cual se explica la gestión de la entidad, reservando un capítulo para las actividades que se adelantaron enfocadas hacia la defensa de los Derechos Humanos, pero no hace alusión detallada a las investigaciones penales que cursan en la actualidad en razón a actividades de inteligencia adelantadas por instituciones públicas. Con todo, sí se informa sobre todas las gestiones adelantadas en las materias de política criminal, gestión legislativa y convenios de cooperación, actividades las cuales en ocasiones versan sobre temas de inteligencia.

Costa Rica

Question 1

236. De conformidad con la Ley General de Policía (Ley N° 7410) la Unidad Especial de Intervención (UEI) es el cuerpo especializado en operativos de alto riesgo contra el terrorismo y el narcotráfico (artículo 18).

237. Paralelamente, en virtud de que el terrorismo atenta contra la seguridad nacional de Costa Rica, la Dirección de Inteligencia y Seguridad Nacional (DIS), creada también por la Ley 7410, es el órgano informativo del Presidente de la República, en materia de seguridad nacional (artículo 13), y por lo tanto, lleva a cabo operaciones relacionadas con la lucha contra el terrorismo, formando parte incluso del Comité Interinstitucional sobre Terrorismo (CISTE), conformado por varias instituciones gubernamentales de Costa Rica; así como del Comité Internacional Contra Terrorismo de las Naciones Unidas (CICTE).

238. En este sentido, la DIS es el ente rector y responsable de la labor de inteligencia en el caso de Costa Rica, por lo que mantiene una lucha constante contra el terrorismo por medio de controles a ciudadanos de países de interés que son considerados a nivel internacional patrocinadores de la lucha terrorista. Dichos controles se ejercen en coordinación con la Dirección General de Migración y Extranjería, a través de la Comisión de Visas Restringidas, donde las solicitudes de visa de ingreso al territorio nacional son examinadas y consultadas a fin de detectar posibles terroristas o simpatizantes con dicha actividad.

239. Tanto la DIS como la UEI, se encuentran adscritas al Ministerio de la Presidencia y funcionan bajo el mando exclusivo del Presidente de la República, quien podrá delegarlo en la figura del Ministro de la Presidencia.

240. El marco legal que regula sus acciones, es la Ley General de Policía (Ley N° 7410), vigente desde el 30 de mayo de 1994 y sus reformas. En lo que respecta a la DIS, la Sección I del Capítulo II, conformada por los artículos 13 al 17, estipula y describe las funciones de este cuerpo de inteligencia, cuyas atribuciones son las siguientes:

ARTÍCULO 14.- ATRIBUCIONES. *Son atribuciones de la Dirección de Inteligencia y Seguridad Nacional:*

a) *Detectar, investigar, analizar y comunicar al Presidente de la República o al Ministro de la Presidencia, la información necesaria para prevenir hechos que impliquen riesgo para la independencia o la integridad territorial o pongan en peligro la estabilidad del país y de sus instituciones.*

- b) Coordinar con organismos internacionales los asuntos de seguridad externa.*
- c) Ejecutar labores de vigilancia en materia de seguridad del Estado y de sus bienes, con la autorización previa y expresa del ministro respectivo.*
- d) Informar a las autoridades pertinentes del Poder Judicial, de la amenaza o la comisión de un delito y trabajar coordinadamente con esos cuerpos, para prevenirlo o investigarlo.*

241. Por su parte, en lo que se refiere a la UEI, la Sección II del Capítulo II del mismo cuerpo normativo, los artículos 18 a 20 regulan sus atribuciones, a saber:

ARTÍCULO 19.- ATRIBUCIONES. *Son atribuciones de la Unidad Especial de Intervención:*

- a) Proteger a los miembros de los Supremos Poderes y a los dignatarios que visiten el país.*
- b) Detener explosivos y desactivarlos.*
- c) Realizar operativos de alto riesgo contra el terrorismo y el narcotráfico.*

242. Además de sus atribuciones específicas, deben cumplir con las atribuciones, deberes y principios fundamentales estipulados en los artículos 8 y 10 de la Ley de cita, que son de aplicación general de todas las fuerzas de policía regidas por ese cuerpo normativo.

243. Accesoriamente, ambos cuerpos policiales cuentan con reglamentos internos que complementan la normativa de sus funciones y organización. En el caso de la DIS es el Reglamento de Organización y Funcionamiento de la Dirección de Inteligencia y Seguridad Nacional (Decreto N° 32522 del 27 de julio de 2005).

244. El de la UEI es el Reglamento de Organización y Funcionamiento de la Unidad Especial de Intervención (Decreto N° 32523 del 27 de julio de 2005).

245. Es importante destacar que, supletoriamente, ambas instituciones al estar adscritas al Ministerio de la Presidencia, deben actuar apegadas al Reglamento Autónomo de Organización y Servicio de la Presidencia de la República y del Ministerio de la Presidencia (Decreto N° 32300-MP).

246. Asimismo, al ser estas instituciones públicas, deben actuar sometidas al principio de legalidad que consagra el artículo 11 de la Constitución Política y desarrolla el artículo 11 de la Ley General de la Administración Pública, por lo que es lógico entender, que de conformidad con lo estipulado en dicha ley actuarán sometidas al ordenamiento jurídico y sólo podrán realizar aquellos actos o prestar aquellos servicios públicos que autorice el ordenamiento jurídico costarricense.

Question 2

247. En lo que respecta a la DIS, como única agencia formal de inteligencia, todas las actuaciones deben estar sometidas al ordenamiento jurídico costarricense y sólo podrá realizar aquellos actos que autorice dicho ordenamiento.

248. En este sentido, debe respetar todas y cada una de las leyes vigentes en Costa Rica, incluyendo los tratados y convenios internacionales debidamente firmados y ratificados, entre ellos los relacionados con los derechos humanos.

249. Su principal función es la obtención de información por medios lícitos, sin vulnerar los derechos humanos y más bien asegurando el respeto de los mismos.

Question 3

250. De conformidad con el artículo 15 de la Ley 7410, la DIS no podrá dirigir allanamientos, realizar interrogatorios, emitir citatorios ni participar en detenciones. Sin embargo, por su especialización técnica y si un caso lo justifica, podrá participar, junto con las autoridades que realizan acciones coercitivas, para brindarles información o colaboración. No obstante, esa intervención deberá autorizarla el juez respectivo.

Question 4

251. En cuanto al uso de los datos personales, la DIS procura garantizar que no se obtenga información, produzca inteligencia o almacene datos sobre personas, por el solo hecho de su grupo étnico, fe religiosa, acciones privadas o de opinión política, o por la actividad lícita que desarrollen en cualquier esfera de acción.

252. Asimismo, no se revela o divulga información adquirida en el ejercicio de sus funciones, relativa a cualquier habitante u organización del país, salvo que medie obligación o dispensa legal.

Question 5

253. Entre los recursos existentes destaca el derecho de respuesta y de información consagrados en el ordenamiento jurídico, razón por la cual, la institución se encuentra en la obligación de responder las peticiones que le hagan los ciudadanos.

254. Asimismo, los ciudadanos cuentan con la posibilidad de interponer recursos de amparo y Habeas Corpus ante la Sala Constitucional, cuando sientan violentados sus derechos por las actuaciones de este cuerpo de inteligencia.

Question 6

255. Entre las instituciones que ejercen control, destaca la Contraloría General de la República, que ejercerá control sobre los bienes y presupuesto de la DIS, de conformidad con la Ley Orgánica de la Contraloría General de la República (Ley N° 7428).

256. En cuanto al resguardo de derechos y garantías individuales y colectivas, la Sala Constitucional de la Corte Suprema de Justicia, a través de la Ley de Jurisdicción Constitucional (Ley N° 7135) podrá solicitar y fiscalizar las actuaciones de la DIS.

257. Asimismo, la Asamblea Legislativa, Primer Poder de la República, podrá solicitar informes sobre casos que mediante comisión legislativa les encomienden investigar.

258. Cabe resaltar que por actuaciones ilícitas de sus funcionarios, pueden éstos ser llevados a enfrentar procesos judiciales.

259. La independencia está garantizada por el mismo ordenamiento jurídico, ya que éste da autonomía e independencia funcional a cada una de las instituciones públicas, que deben limitar su campo de acción a las competencias y atribuciones otorgadas por la Ley.

260. En cuanto a la información clasificada, debe respetarse lo estipulado en el artículo 16 de la Ley General de Policía que expresa lo siguiente:

ARTÍCULO 16.- DOCUMENTOS CONFIDENCIALES Y SECRETOS DE ESTADO

Los informes y los documentos internos de la Dirección de Seguridad del Estado son confidenciales. Podrán declararse secreto de Estado, mediante resolución del Presidente de la República.

261. En igual sentido, lo estipulado en el artículo 10 del mismo cuerpo legal:

ARTÍCULO 10.- PRINCIPIOS FUNDAMENTALES

En el cumplimiento de sus funciones, los miembros de las fuerzas de policía deberán respetar las siguientes normas:

(...)

e) Guardar secreto respecto de asuntos confidenciales que puedan dañar el honor de las personas y que los hayan conocido en razón de sus funciones. Solo se les releva de esta obligación cuando deban cumplir con un deber legal.

f) Guardar absoluta confidencialidad sobre todos los documentos o los asuntos que constituyan secreto de Estado.

g) Abstenerse de divulgar información sobre asuntos que se encuentren en su fase investigativa, en una sede policial. Para publicar informes, fotografías, video filmes y similares, que vinculen a un ciudadano con la comisión de hechos delictivos, será necesaria la autorización previa del jerarca respectivo.

(...)

262. Además, cada una de las instituciones de control debe respetar la intimidad de la información y demás garantías relativas a la información. Las cuales, junto a la normativa descrita anteriormente, deben ser tomadas en cuenta al momento de confeccionar los informes públicos y privados consecuentes con la actividad de control.

Croatia

Question 1

263. The main public institution that conducts intelligence related operations in the Republic of Croatia related to counterterrorism is the Security and Intelligence Agency (SOA), while the Military Security Intelligence Agency (VSOA) is involved in a lesser degree. Conduct of SOA (as well as VSOA) is performed in accordance the Security Intelligence System Act adopted in 2006, as well as taking into account the Criminal code which covers the acts of terrorism.

Question 2

264. Respect of human rights by security and intelligence services in the context of counterterrorism is the same as for citizens in general. This encompasses four levels: judicial oversight of conduct, parliamentary, civil and expert control.

Question 3

265. Security intelligence agencies in the Republic of Croatia don't have police or investigative powers.

Question 4

266. Collection and use of personal information by security and intelligence agencies is regulated by the Protection of Personal Data Act and the Security Intelligence System Act. The Protection of Personal Data Act stipulates, inter alia, that state bodies, including security intelligence agencies, are allowed to collect and process personal data in cases regulated by law or in order to carry out legal requirements.

267. The Security Intelligence System Act stipulates that the security intelligence agencies (with the reasons for the exception being the protection of national security, life or ongoing agency's activities) are obliged, upon the citizens request, to answer in writing

within 15 days - whether they had been subject to measures of clandestine collection of data and whether their personal data has been kept on file.

268. Further, agencies are obliged, at citizens' request, to provide access to the collected data documents. In addition, within 30 days, security intelligence agencies are also obliged to destroy, under the supervision of a commission, documents containing information unrelated to reasons for collection.

269. Additionally, Agency for the Protection of Personal Data is, inter alia, overseeing and implementing protection of personal data, as well as reporting on possible misuse of collected personal data.

Question 5

270. Individuals who believe that their rights have been violated by security intelligence services, have a right to submit their inquiries and charges to the Committee for the Internal Policy and National Security of the Parliament of the Republic of Croatia, or to the Council for Civil Oversight of Security Intelligence Agencies. Under the same circumstances, they can also refer to the Ombudsman or file charges at civil courts.

Question 6

271. The relevant institution for conducting oversight of the security intelligence agencies in the Republic of Croatia is the Council for Civil Oversight of Security Intelligence Agencies, established by the Security Intelligence System Act (2006). The Council is responsible to the Croatian Parliament that appoints seven citizens in the Council for the term of four years.

272. The Council is completely independent in its activity. Council members are allowed to enter the premises of agencies, have access to all documents of security-intelligence agencies and conduct interviews with staff and all employees of security-intelligence agencies.

273. The Council submits report on its activity to the President of the Croatian Parliament, at least once every six months.

Cyprus

Question 1

274. The service responsible for contacting intelligence related operations in the context of countering terrorism, is the Central Intelligence Service (CIS), which is the only Intelligence Service in Cyprus. The Service is charged with the task of carrying out security intelligence work in the interest of national security. This mandate derives from:

- Police law, chapter 285, article 17(2) which states that the collection of information which affects national security and public order is the duty of all members of the police.
- article 7, of law 216(I) of 2002, according to which "The security regulations of Classified Information, Documents and Material and for Related Matters Law", the Central Intelligence Service is appointed as the National Security Organization (NSO) and is responsible for:
 - i) Collecting and recording of intelligence on espionage, sabotage, terrorism and other subversive activities.

ii) Providing information and advice to the Government and through it, to the Council of the European Union, on the nature of threats to security and the means of protection against them.

Question 2

275. Respect of human rights is ensured by the existence of independent bodies, responsible for investigating complaints made by citizens when they feel that their rights have been violated.

Question 3

276. The members of the Service come from the police and therefore, have the same law enforcement powers as the rest of the members of the police force. However, the exercise of these powers (arrests, searches, detentions etc.) is diligently avoided.

277. Misuse of these powers is subject to both internal (administratively, CIS comes under the police) and external (judicial) oversight.

Question 4

278. The Service is bound by and strictly follows the provisions of law 138(1) of 2001, concerning “The Processing of Personal Data (Protection of the Individual) Law”.

Question 5

279. The mechanism in place responsible for complaints against members of the police force is the Independent Authority for the Investigation of Allegations and Complaints Against the Police.

Question 6

280. The external institutions which oversee the intelligence agency in Cyprus (as part of their oversight over the police), are:

- The Office of the Commissioner for Administration (Ombudsman) and
- The Independent Authority for the Investigation of Allegations and Complaints Against the Police.

281. Law ensures their independence, as they are appointed by the council of ministers and have the highest possible authority to monitor the observance of the law. They produce annual public reports on their oversight activities.

Ecuador

Question 1

282. La Policía Nacional, a través de su organismo especializado, Unidad de Lucha Contra el Crimen, en el marco del Código Penal del Ecuador, artículos 156 al 166. Cuyos textos pueden ser consultados en la siguiente dirección electrónica: http://www.aiamp.net/fichasaiamp/ecuador/codigo_penal.pdf

Question 2

283. La Constitución de la República del Ecuador en el Título VIII Relaciones Internacionales, Capítulo Primero Principios de las Relaciones Internacionales Art. 416 numeral 7, exige y garantiza el respeto a los derechos humanos y cumplimiento de las

obligaciones asumidas con la suscripción de instrumentos internacionales de derechos humanos. El Art. 417 del Capítulo Segundo, Tratados e Instrumentos Internacionales, precisa que en el caso de los tratados y otros instrumentos internacionales de derechos humanos se aplicarán los principios pro ser humano, de no restricción de derechos, de aplicabilidad directa y de cláusula abierta establecidos en la Constitución.

284. La Ley de Seguridad Pública y del Estado en su artículo 3 referente a la garantía de Seguridad Pública, obliga al Estado ecuatoriano a promover y garantizar la seguridad de todos los habitantes, comunidades, pueblos y nacionalidades dentro del marco de respeto pleno de los derechos humanos y garantías constitucionales.

285. Por tanto, las agencias de inteligencia en la lucha contra el terrorismo de manera estricta cumplen las disposiciones constitucionales supremas y por ende de la Ley de Seguridad Pública y del Estado, como medidas que aseguran el respeto a los Derechos Humanos.

286. Los organismos de inteligencia de Ecuador, forman parte de un sistema nacional cuya rectoría la ejerce la Secretaría Nacional de Inteligencia. Esta Secretaría, es un organismo de reciente formación (Septiembre 28 de 2009).

287. Una de las primeras acciones tomadas por esta Secretaría, fue normar las actividades de los organismos de Inteligencia, policial y militar. Al momento de la redacción del presente documento (07 de abril de 2010), se encuentra en desarrollo el Plan Nacional de Inteligencia; documento a través del cual se establecerán las competencias y ámbitos de acción de Servicios de Seguridad y Agencias de inteligencia.

Question 3

288. Los organismos de Inteligencia, no tienen facultad legal para ejecutar este tipo de acciones. Únicamente pueden hacerlo los servicios de seguridad como son la Policía Judicial y las siguientes unidades operativas de la Policía Nacional:

- Unidad de Lucha Contra crimen Organizado;
- Unidad Antisecuestros y Extorsión;
- Unidad Antinarcoáticos;
- Unidad de delitos hidrocarburíferas;
- Dirección Nacional de Protección a niñas, niños y adolescentes;
- Departamento de Violencia Intrafamiliar;
- Unidad de Protección del Medio Ambiente.

289. Estos organismos, pueden realizar detenciones, registros y cacheos, en los casos de delito flagrante y con orden de autoridad competente, en el marco de una investigación, bajo los principios legales de jurisdicción y competencia considerados en el Artículo 15, 18, 19, 20 y 21 del Código de Procedimiento Penal del Ecuador.

Question 4

290. La Constitución de la República del Ecuador establece en su Capítulo Sexto que trata sobre los Derechos de Libertad y en su Art. 66 numeral 19 establece: "...El derecho a la protección de datos de carácter personal, que incluye el acceso y la decisión sobre información y datos de este carácter, así como su correspondiente protección. La recolección, archivo, procesamiento, distribución o difusión de estos datos o información requerirán la información del titular o el mandato de la Ley..."

291. El artículo 17 de la Ley de Seguridad Pública y del Estado, establece en función de qué y para qué, se requiere información, inclusive la clasificada con los plazos y condiciones previstas en la Ley. Además, en el inciso segundo del mencionado artículo se obliga al requirente poner en conocimiento del Presidente (a) de la República del Ecuador sobre tal pedido; y termina expresando que los requeridos (instituciones públicas) no proporcionarán la información sin el cumplimiento de este requisito.

292. En el caso de que una persona sea sujeto de una investigación por los servicios de inteligencia, se actúa expresamente bajo disposiciones legales. De manera complementaria, la Ley de Seguridad Pública y del Estado, en el artículo 22 establece: "Ningún organismo de inteligencia está facultado para obtener información, producir inteligencia o almacenar datos sobre personas, por el solo hecho de su etnia, orientación sexual, credo religioso, acciones privadas, posición política o de adhesión o pertenencia a organizaciones partidarias, sociales, sindicales, comunitarias, cooperativas, asistenciales, culturales o laborales, así como por la actividad lícita que desarrollen en cualquier esfera de acción."

Question 5

293. El recurso establecido constitucionalmente para que las personas puedan acceder a los documentos, datos genéticos, bancos o archivos de datos personales e informes sobre sí mismos es el HABEAS DATA. Determinado en el Art. 92 de la Constitución del Ecuador.

294. Por otro lado, en el artículo 19 de la Ley de seguridad Pública y del Estado, estipula los recursos que permiten a ciudadanos y ciudadanas el ejercicio de derechos y garantías individuales ante la Corte Constitucional mediante demanda de desclasificación de la información en el evento de que existan presuntas violaciones a los derechos humanos o cometimiento de actos ilegales.

Question 6

295. La Secretaría Nacional de Inteligencia, por disposición de la Ley de Seguridad Pública y del Estado, especificada en el Artículo 24 establece:

- "La Secretaría Nacional de Inteligencia y las máximas autoridades de los órganos ejecutores rendirán cuentas de su gestión, para su debido control, al Ejecutivo y cada tres (3) meses a la Asamblea Nacional, a través de la Comisión Especializada pertinente, la que se declarará en sesión reservada, para el cumplimiento de esta obligación.
- Rendirán cuentas también a la Contraloría General del Estado en el ámbito de su competencia. La Secretaría Nacional de Inteligencia deberá contar con las autorizaciones previas de la Función Judicial conforme lo dispone la Ley".

296. De lo expuesto se colige que el control a las actividades de la Secretaria, lo ejercen tanto la función Legislativa, como la Contraloría General del Estado.

297. La independencia de las funciones del Estado y de los organismos de control, se encuentra garantizada por mandato constitucional establecido en los artículos: 118, 143., 167, 204 y 217.

298. La Secretaría Nacional de Inteligencia, tiene la facultad de requerir información a ministerios y otras entidades públicas; esta prerrogativa, se encuentra contemplada en el artículo 17 de la Ley de Seguridad Pública y del Estado, que textualmente dice:

- "En función de la seguridad del Estado, los ministerios y otras entidades públicas entregarán a la Secretaría Nacional de Inteligencia la información que les sea requerida; inclusive la información clasificada la que deberá emitirse son la

clasificación otorgada, la que será objeto de desclasificación en los plazos o condiciones previstas en la Ley.

- Previo a solicitar información a los ministerios y entidades públicas, la Secretaría Nacional de Inteligencia deberá poner en conocimiento de esta decisión al Presidente o Presidenta de la República. Las entidades públicas mencionadas no proporcionarán esta información sin en la petición no se demuestra el cumplimiento de este requisito."

299. La Secretaria de Inteligencia al igual que el resto de instituciones del sector público del Ecuador, están obligadas a presentar información sobre aspectos considerados en la "Ley Orgánica y Acceso a la Información", cuyo artículo 12 establece la obligación de presentar un informe anual a la Defensoría del Pueblo, a través de su titular o representante legal, hasta el último día laborable del mes de marzo de cada año, sobre el cumplimiento del derecho de acceso a la información pública.

300. Pongo en su conocimiento que la misma ley establece en el Artículo 17, literal a) numeral 2) la excepción de la información del ámbito de la Inteligencia, específicamente los planes, operaciones e informes de Inteligencia y Contrainteligencia militar, siempre que existiera conmoción nacional.

Estonia

Question 1

301. The fight against terrorism in Estonia is one of the main tasks of the Estonian Security Police Board (KAPO) and includes the collection of information, analytical work and pre-trial investigation. To combat terrorism the Security Police Board uses preventive measures as well as preliminary investigation on terrorism and related offences and has created a relevant division of work among its staff.

302. The main legal frameworks governing KAPO's activities are:

- Constitution of the Republic of Estonia;
- Security Authorities Act;
- Penal Code;
- Code of Criminal Procedure;
- Surveillance Act;
- State Secrets Act;
- Anti-Corruption Act;
- Police and Border Guard Act; and
- Money Laundering and Terrorism Financing Prevention Act.

Question 2

303. According to our assessment the most effective measure is external independent oversight of the intelligence community. It must be ensured that that even a single person, who finds his rights violated, can enact a supervisory control process.

304. We find that the body of the Legal Chancellor is definitely a good practice in our legal system so the rights of a single person are protected.

305. Also the Security Authorities Surveillance Committee of the Estonian Parliament (Riigikogu), which can act without a formal complaint and submits at least annually an overview of their activity to the parliament, is an effective measure that ensures respect for human rights by intelligence agencies during the performing of their duties.

Question 3

306. KAPO as a security authority has law enforcement power, because KAPO has right to conduct pretrial investigation of certain crimes. The law enforcement activities like arresting, detaining, searching etc conducted by KAPO are subject to executive (these activities are lead by prosecutors, who perform executive control) and judicial (warrants and order to conduct these activities are issued by judges, who perform judicial control) oversight.

Question 4

307. According to paragraph 31 of the Security Authorities Act, a security authority may request personal data necessary for the performance of its functions from a state or a local government agency and has the right to receive information from natural and legal persons in private law. Such information, if it does not contain personal data, may be communicated to other state agencies if necessary. KAPO has also right to process of personal data without the consent of a data subject, because the personal data is to be processed on the basis of law (it is KAPO's legal obligation to fulfil its main functions).

Question 5

308. According to paragraph 29 of the Security Authorities Act, a security authority shall notify a person whose fundamental rights are restricted of the measures used in and the circumstances relating to the restriction of fundamental rights immediately if this does not endanger the aim of the restriction, or after such danger has been eliminated. After the notification, if person receives the knowledge that he/she was a subject to surveillance activity, he/she has right to submit a complaint to court. A person also has the right to submit an enquiry to the security authority to be introduced the data and information collected about him/her.

Question 6

309. The control of the activities of the Security Police Board in Estonia is covered by the:

- a) Security Authorities Surveillance Committee of the Parliament;
- b) Security Committee of the Government;
- c) Legal Chancellor;
- d) Ministry of the Interior;
- e) State Prosecutor's Office; and
- f) State Audit Office.

(a) Security Authorities Surveillance Committee of the Parliament

310. The Committee exercises supervision over agencies of executive power in questions relating to the activities of security authorities and surveillance agencies, including the guaranteeing of fundamental rights and the efficiency of the work of security authorities and surveillance agencies, and in questions relating to supervision exercised thereover. The Committee submits an overview of the activities of the committee and the results thereof to the Riigikogu at least once a year. The members and officials of the committee are required

to maintain the confidentiality of the state and personal secrets which have become known to them in the performance of their functions.

(b) Security Committee of the Government

311. The Security Committee of the Government assesses and analyses the performance of the functions of KAPO. The members of the Committee are six ministers and all of them have access to state secrets.

(c) Legal Chancellor

312. Every person has the right to submit a request to the Legal Chancellor if the person thinks that his/her rights and freedoms have been illegally violated and restricted. The Legal Chancellor performs case-based supervision over KAPO's activities. The Legal Chancellor has access to state secrets.

(d) Ministry of Interior

313. The Ministry of Interior performs a supervisory control of the civil servants and police officers of KAPO.

(e) State Prosecutor's Office

314. The State Prosecutor's Office and prosecutors lead criminal proceedings and perform supervision over the activities carried out by KAPO. Prosecutors have access only to information regarding the criminal proceedings.

(f) State Audit Office

315. The State Audit Office performs supervision over KAPO's budget.

Finland

Question 1

316. Countering terrorism in Finland is the responsibility of the Ministry of the Interior and within its jurisdiction, the Police. A body referred to in the questionnaire as "intelligence service" does not exist in Finland.

317. Within the Finnish Police, the Finnish Security Police acts as an independent government agency with responsibilities regulated in the Act and Decree on Police Administration. As an agency specialised in preventing undertakings and offences that may endanger governmental or social systems or internal or external security of the State and investigating such offences, the Security Police is the government body responsible for countering terrorism.

318. In its tasking with counterterrorism and in the measures taken, the Security Police is bound to follow legislation and overseeing regarding actions, measures, powers, conduct, administration, handling of evidence, exchange and handling of information and data, common to the whole Finnish Police.

Question 2

319. Finland has signed and ratified international human right treaties that safeguard a variety of human rights and fundamental freedoms. If a national authority, in the performance of its functions, violates a natural or legal person's rights protected by an international treaty, that person can make a human rights complaint against the Government. The condition for the admissibility of such a complaint is, according to the general principles of international law, that all the national legal remedies available have been exhausted.

320. An interpretation of law which is positive towards human rights and fundamental freedoms is generally guiding the work of the Finnish Security Force. The Police College of Finland organises on a yearly basis a seminar on human rights and fundamental freedoms. When complaining on the decisions or procedures of the Finnish Security Police to administrative courts or other supervisors of legality, a human rights perspective is being assessed also by external, independent actors. This enables the monitoring aspect of human rights.

Question 3

321. The Finnish Security Police is a part of the Police Administration under the Ministry of the Interior. The supervision of the work of the Security Police is regulated by the same regulations as the other units of the Police Administration. The Security Police has same law enforcement powers as the other units within the Finnish Police in cases related to treasonable offences and high treason. On special grounds based on State security, the Security Police may also carry out the pre-trial investigation of a terrorism-related offence.

322. The work of the Security Police is supervised by parliamentary and professional legality control in Finland.

323. The legality control of the work of the Security Police is carried out by the Chancellor of Justice, the Parliamentary Ombudsman, the Data Protection Ombudsman and the National Police Board. We also have internal legality control in the Security Police.

324. The parliamentary supervision: The Minister of the Interior is answerable to the Parliament for the actions of the Ministry of the Interior. The management of the Security Police and, on a case-by-case basis, other officers meet the Foreign Affairs Committee, the Committee for Constitutional Law and the Administrative Committee annually. The parliamentary supervision of the Security Police is not regulated.

Question 4

325. The Act on the Processing of Personal Data by the Police provides for the information contained in the Operational Data System of the Security Police. According to Section 5 of the Act, the Operational Data System of the Security Police may contain information that needs to be processed to prevent or investigate undertakings or offences that endanger judicial or social order or State security. In addition, the System may contain information on security clearances as referred to in the Act on Security Clearances.

326. Information can be handed over to third parties (e.g. other national authorities, foreign authorities and security authorities) on the basis of provisions contained in the same Act.

Question 5

327. Individuals do not have any right of access to the information contained in the Operational Data System of the Security Police. Legal protection of individuals is guaranteed by the right of the Data Protection Ombudsman, at the written request of the data subject, to examine the information possibly contained about him/her in the Operational Data System of the Security Police. However, even after that, the registered person himself/herself does still not have any right to obtain any information on whether the Security Police registers contain information about him/her or not. The Data Protection Ombudsman only verifies the correctness of the information and the legality of the data processing. Complaints concerning actions of the Security Police or its officials are submitted to the management of the Security Police, the National Police Board superior to the Security Police and the general supervisors of legality, i.e. Parliamentary Ombudsman and Chancellor of Justice. If necessary, the latter two can carry out even more thorough inspections of the Security Police systems or activities.

328. The administrative decisions taken by the Security Police can be appealed to the Administrative Court and further to the higher appellate instance, Supreme Administrative Court. This possibility exists in cases in which the Security Police refuses to provide information on its statements concerning alien affairs, mostly residence permits, family reunifications, nationality applications and quota refugees, i.e. issues on which the Security Police can give statements to the Finnish Immigration Service.

Question 6

329. In this respect, the Security Police refers to the supervisory institutions mentioned in the answers 3 and 5. These institutions have the right to access also secret information for inspection purposes. However, the representatives of the supervisory institutions are under an absolute obligation to observe the secrecy of such information and not to disclose it. If the information has been received as intelligence through international cooperation, the information can not be disclosed as such even in court proceedings.

330. The general supervisors of legality, i.e. Parliamentary Ombudsman and Chancellor of Justice, as well as the Data Protection Ombudsman and supervisors of legality within the National Police Board can deliver, and in general have delivered, inspection reports about their inspection visits.

Georgia

Question 1

331. The Paragraph 2 of the Article 4 of the Law of Georgia on “Combating Terrorism” sets forth the governmental agencies, which directly exercise combat against terrorism. These agencies are:

- a) Ministry of Internal affairs of Georgia, being the key agency in governmental system exercising combat against terrorism;
- b) Ministry of Defense of Georgia;
- c) Foreign Intelligence Special Service of Georgia;
- d) State Protection Special Service of Georgia.

332. According to the Paragraph 1 of the Article 5 of the law, the Ministry of Internal Affairs of Georgia coordinates the activities of other agencies in combating terrorism through the Counterterrorist Center. Moreover, on the basis of the Article 26 (Paragraph “a”) of the Law of Georgia on “Combating Terrorism”, the President of Georgia issued a decree on 17 January 2008, which approved “the rule of organizing overall counterterrorist activities in the country and of coordination of activities of agencies in combating terrorism”.

333. According to the rule, the overall organization and coordination of counterterrorist activities in the country are exercised by the Counterterrorist Center of the Ministry of Internal Affairs of Georgia:

- a) The instructions and requests of Counterterrorist Center are obligatory and must be observed by any agency;
- b) Governmental agencies are obliged to submit to the Counterterrorist Center any information in accordance with “the List of Information ensuring overall counterterrorist activities” approved by the same decree on 17 January 2008;
- c) During conducting special (operational, operational-technical) and operational-investigative measures of counterterrorist activities the Counterterrorist Center and other agencies are authorized to use potential, property or material-

technical base of other governmental agencies in accordance with the rules provided by legislation;

d) With the help of the Minister of Internal Affairs of Georgia the Director of the Counterterrorist Center annually submits to the President of Georgia report on the counterterrorist activities conducted in the country.

Question 2

334. Georgia was one of the first countries which adopted a separate law on countering terrorism. This law was drafted with the help and participation of various experts from international organizations (UN and CoE) and finally, on 27 June 2007 the Parliament of Georgia passed the Law of Georgia on “Combating Terrorism”, which established an effective mechanism on combating terrorism. This new law fully implemented N1373 (2001) UN Security Council Resolution.

335. The Law of Georgia on “Combating Terrorism” defines the legal basis of combating terrorism, forms of organizing combat against terrorism in Georgia, as well as the rule for the coordination of the government agencies in the sphere of combating terrorism, the grounds for participation of the public associations and organizations, the government officials and the citizens in combating terrorism, and their rights, liabilities and their social protection guarantees.

336. According to the Subparagraph “b” of the Article 3 of the mentioned law, protection and respect of rights and freedoms of the persons and the legal entities are the main principles of combating terrorism.

337. In general, noteworthy to mention is also the recruiting system conducted at the Ministry of Internal Affairs (MoIA). Particularly, every single police officer has to undergo the integrity check and qualification test followed by intensive training and retraining courses within the Academy of the MoIA. Academy is the education centre of MoIA equipped with comprehensive library, experienced staff and modern technologies necessary to raise new generation of professional and intelligent police officers. The specialized baseline curriculums and tactical trainings ensure both general and targeted education which is important for different sector police officers.

338. The MoIA Academy has set up the unified selection standard for applicants –future police officers, which consists of two parts: tests in general skills and interviews.

339. On the first stage the candidates are tested in general skills. Later, the candidates who get enough grades are interviewed.

340. During the interview the candidates are assessed by the following characteristics:

- Skill of well-reasoned statement of thoughts;
- Motivation;
- Law obedience;
- Responsibility;
- Sociability;
- Action in tense situation.

341. Applicants who successfully pass interviews are enrolled in the preparation courses of the Academy of the MoIA.

342. Intellectual as well as personal capacity of the candidates is systematically assessed during preparation courses. The specific questionnaires make possible to evaluate the following characteristics of the candidates: social behavior of person sociability, sociability, adequate self –assessment skills, responsibility, self-control, skill to make good impression,

types of means to achieve success, management potential, impulsiveness, possible behavior in tense situations. Along with the tests, observation of the personal characteristics of a candidate is also conducted by psychologists, as well as by lecturers.

343. The final assessment of a candidate is determined by test results, the opinions of lecturers, and recommendations covering practical part of training. The given recommendations and assessments are sent to the units where a prospective officer will be appointed. Same principle is maintained with respect to active policemen. Periodically, all policemen go back to the Academy for general and /or specific retraining. Policemen also go back to Academy whilst nominated for the promotion. Objective of these exercises is to a) ensure, that policeman's professional capacities are continuously developed, b) weakness identified and improved, c) ensure, that those nominated for management positions possess not only necessary knowledge and skills, but also physiologically, ethically qualified.

344. The MoIA continues to strengthen respect for human rights within the system where its efforts undertaken in this direction cover multiple aspects. These aspects include:

- Targeted trainings for the MoIA staff;
- Exchange of best practices with partner countries and organizations;
- Improvement of legal mechanisms and procedures in criminal justice system;
- Taking into account the recommendations of relevant international bodies as well as domestic court decisions;
- Construction and refurbishment of infrastructure as well as efficient investigation of human rights violations.

345. Noteworthy to mention are the measures that MOIA undertakes in order to prevent any excessive or illegal use of force by policemen. With this regard Police Academy of the Ministry of Internal Affairs devotes special attention to the teaching of legal basis for the use of coercive force and acquisition of relevant practical skills by future policemen. Curriculums contain extensive tactical training course, national legislation as well as the course on national human rights law. The course on use of force represents an integral part of the basic preparation course, mandatory for all police officers and is taught with a special reader (compilation of documents) on Use of Force elaborated for the students of Police Academy in cooperation with international organizations. It is envisioned in the basic training course and represents one of the important parts in the human rights thematic. The overall duration of the basic training course is 223 hours, 38 hours out of which is specifically dedicated to the issue of use of force and special means and firearms (10 hours of the course are lectures and 28 hours – practical training). The course cover the issues of tactical training and legislative basis for use of coercive measures, use of special means and firearms etc.:

Legal framework for the use of physical force, special means and firearms, sequence and escalation of force, precautions to be taken, as well as types of penalties, including criminal sanctions for improper resort to coercion. Students of the police academy study law on firearms, law on police, which regulates in detail modalities of the use of coercive force by police, as well as relevant criminal and administrative legislation. Human rights law course puts special emphasis on the right to life and physical security, especially in conjunction with the right to use firearms by the policeman.

Tactical training involves development of skills for action in critical circumstances, assessment of risk and danger in particular situation, and methods and modalities of the response in accordance with the legislation regulating use of force. During this course students also acquire necessary negotiation skills for managing critical situations and for ensuring that coercive force is used as last resort.

Use of special means and firearms – practical training for prospective policemen for legitimate and effective use of special means. At the end of the course practical exam is held, where unsuccessful students are unable to graduate from the academy. The course is conducted in the form of trainings and role plays where students carry out moot police operations of search and apprehension of suspects by inflicting minimum necessary harm.

346. Apart from mandatory preparatory courses at the Police Academy, involving familiarization with legal framework on the use of coercive force, tactical training and training in the use of special means, including use of firearms, the Academy cooperates with international partners, having sufficient expertise in this field, with a view of organizing ad hoc topic oriented courses in specific aspects of police activities.

347. Apart from the abovementioned trainings special targeted trainings and courses are conducted on the specific topics with the assistance of the International Organizations, one of such courses were organized by OSCE - ODIHR training on "protecting Human rights and combating terrorism" 7-11 July 2008 in Batumi.

Question 3

348. The Law of Georgia on "Combating Terrorism" entitles the bodies exercising combat against terrorism with law enforcement powers. According to the Paragraph 1 of the Article 5 of the law, the Ministry of Internal Affairs of Georgia is the main body realizing combat against terrorism with application of special (operative, operative-technical) and operative-investigative measures for uncovering, prevention and suppression of the crimes, which are committed in terrorist aims and investigation is within its competence. Under the Subparagraph "c" of the Paragraph 5 of the Article 10 of the same law, the bodies exercising combat against terrorism are authorized within the security zone to enter the places of residence of individuals, use their telecommunication means and inspect their private belongings and means of transport in order to suppress a terrorist act or in the process of chasing a person suspected of committing a terrorist act. Moreover, according to the Article 11 of the law, an officer who participates in counterterrorist activities has the right to use special means or means of physical coercion in order to ensure his/her or an individual's safety, to suppress crime or to detain a criminal.

349. According to the Article 23 of the law, the use of law enforcement powers by the bodies which exercise combat against terrorism are subject to parliamentary and presidential oversight and control. Moreover, according to the Article 24 of the same law, the oversight of the precise and uniform implementation of the Georgian legislation during combating terrorism is exercised by the Chief Prosecutor of Georgia or by duly authorized prosecutor.

Question 4

350. The Chapter 3 of the General Administrative Code of Georgia determines the procedures of handling personal data, including: accessibility of personal information (Article 39); procedures of processing personal data (Article 43); confidentiality of personal data (Article 44); accessibility of personal data (Article 45); the revision or destruction of data (Article 46). For example, delisting is possible using several options. Georgian legislation does not exclude, prohibit or in any other way hinder the procedure of delisting persons from consolidated lists through direct petition to the focal point established under the UN Security Council Resolution 1730 (2006). Apart from that, according to administrative legislation of Georgia, any person within the jurisdiction of Georgia is authorized to address any administrative body and request information available in that organ related to him or her (Article 39, General Administrative Code of Georgia). In case the concerned individual discovers inaccurate or incomplete information, the discrepancy could be settled by a relevant administrative body or by the court. According to the

Paragraph d of Article 43 of the General Administrative Code of Georgia administrative body is obliged to remove discrepancy based on the decision of the court or on the written and motivated request from the concerned individual. Thus, any person is authorized to address relevant administrative bodies and request removal from the consolidated lists. Respective bodies, on their part, are authorized to address relevant UN structures via Ministry of Foreign Affairs with their motivated delisting requests.

351. Since April 1, 2006 Council of Europe Convention for the Protection of Individuals with Regard to Automatic Processing of Personal Data concluded at Strasbourg on 28 January 1981 is in force for Georgia. Moreover, Georgia has concluded a variety of bilateral international agreements on cooperation in the fight against crime, including terrorism and in each of these agreements there is one article which particularly determines the procedures of the protection (collection and use) of personal data.

Question 5

352. In case if an officer, while exercising counterterrorist activity, commits a wrongdoing, individual can file a complaint to the General Inspectorate Service of the Ministry of Internal Affairs or to the Chief Prosecutor's Office of Georgia. All cases which involve possible criminal wrongdoing are passed to the prosecutor by the General Inspectorate service of the MIA in order to open an investigation and impose criminal charges. Cases which do not involve possible criminal wrongdoing are dealt with by the General Inspectorate service which takes disciplinary action. In case if the prosecutor finds that a case passed to him does not, in fact, involve a criminal wrongdoing because of insufficient evidences, he/she issues a resolution on termination of criminal investigation and sends a case back to the General Inspectorate Service. In the resolution the prosecutor indicates whether a disciplinary action has to be taken by the General Inspectorate Service.

353. Moreover, according to the Article 15 of the Law of Georgia on "Combating Terrorism" and under the Civil Procedural Code of Georgia, in case of any damage to individuals or legal entities resulting from an act of terrorism or from its preventive measures, individuals and legal entities are empowered to file a complaint to a court on compensation. Such damages are fully compensated through funds from the state budget of Georgia.

Question 6

354. The Defense and Security Committee of the Parliament of Georgia oversees the activities of respective counterterrorist agencies. Moreover, according to the Article 1 of the Law of Georgia on "Trust Group", the trust group is formed within the Defense and Security Committee by the members of the same committee in order to exercise budget control over special programs and secret activities of agencies of the executive government of Georgia. According to the Paragraph 1 of the Article 3 of the mentioned law, each member of the Trust Group shall go through the vetting procedure in order to be security cleared and be granted an access to classified information in conformity with the rule prescribed by the Law of Georgia on "State Secrets". Under the Article 9 of the Law on "Trust Group", the trust group is authorized to propose to the Parliament of Georgia the formation of an investigative commission in case if the group thinks that the activities of the respective agencies of the executive government endanger public safety, or in case if the head of the respective agency oversteps his/her authority.

Greece

Question 1

355. In Greece, the "Hellenic Police" (ΕΛ.ΑΣ) are the competent body for preventing and countering terrorism in the Greek Territory. The relevant Special Services of the Hellenic

Police are the following: on the strategic level, the Directorate of State Security (D.K.A.) and on the operational level, the Directorate of Control of Special Violence Crimes/Antiterrorist Service (D.A.E.E.B.).

356. The competences and duties of the above Services are provided for by a multitude of regulations, the most important being the Law 1481/1984, the Presidential Decree 141/91, Law 2800/2000 and Law 2928/2001.

357. The Hellenic Police collaborate with the Hellenic Coast Guard, competent for the sea areas, while the Armed Forces of the country play a supporting role, mainly concerning the availability of information and also of resources, when necessary.

Question 2

358. Respect for human rights is of utmost importance in the effort to prevent and suppress terrorist activities. All the same, individuals are entitled to a high level of protection of human rights and fundamental freedoms, in many cases contrary to the preventive and repressive action of the Authorities. There is no doubt that, some of the antiterrorist initiatives aiming to protect citizens are to an extent restrictive to some of the freedoms of a citizen.

359. The actual conflict between a person's rights and the measures adopted by the state for the protection of the civil society from eventual terrorist acts should be free of consequences, which implies the existence of protective mechanisms. A nodal point in this matter is the control exercised by the national Parliament and the respective Authorities having this authorization and competence.

360. Within this frame, the control of the Intelligence Services and the Security Services dealing with the information is exercised within the limits provided by the constitution, by respective mechanisms allowing transparency, without excluding the effectiveness thereof.

361. The competences and the whole action of the authorities imposing the law are exercised within the framework of the provisions of the Criminal Code and Criminal Procedure, with respect for the individual and social rights safeguarded by the constitution.

Question 3

362. The National Intelligence Service in Greece constitutes a key mechanism for the protection of national security and the serving of public interest. Also, the N.I.S. is organised and functions with respect for the rule of law, taking into account the protection of human rights, considering the fact that contemporary forms of threats are much more directed against human beings.

363. Law No. 3649/2008 on "National Intelligence Service and miscellaneous provisions" has introduced some significant changes in the organization and activity of the Service. The legislative framework which is established through the provisions of Law No. 3649 promotes the N.I.S. modernization, which allows for a better cooperation with public sector institutions; this aims to a fuller and a more substantial realization of the purposes it serves as well as a more substantial protection of personal freedoms and the rule of law.

364. Law No. 3649/2008 (article 5, par. 1 (a)) defines that "N.I.S. personnel shall be obliged, when collecting and processing private information, to comply with the provisions of Law No. 2472/1997, as currently in force, Law No. 3471/2006 and Law No. 3115/2003".

365. The National Intelligence Service (EYII) has no competence –according to the law– to exercise preparatory inquiries (arrest, detention etc.).

366. These duties are exclusively of the competence of the Services Applying the Law (Hellenic Police, Coast Guard, Fire Service etc.), under the supervision of the Prosecution Services and are subject to the respective constitutional and legal provisions.

Question 4

367. Further to the provisions of the Constitution (mainly articles 9, 9A 19#3) protecting the personal freedoms and rights, legal and practical guarantees are provided, among others, by the European Convention on Human Rights, Law 3115/2003 (Principle of Communication Data Security), Law 2472/1907 (Personal Character Data Security), Law 2068/1992 (Ratification of the Convention for the protection of individuals from the automatic process of personal character information of the European Council), Law 2225/1994 for the protection of response and communication freedom”, Law 2619/98 (Ratification of the Convention for the protection of human rights and human dignity in relation with the applications of Biology and Medicine of the European Council) and others.

Question 5

368. In Greece, the principle of publicity and transparency of the administrative action is guaranteed by Law 2690/1999. This law allows any interested party to file petitions and request reports and information on administrative documents, either by a study thereof, on the spot, or by receiving copies; it also provides for respective rights to have recourse to the judiciary or to Independent Authorities (e.g. The Greek Ombudsman).

369. Another important step to the direction of implementing respect and protection for human rights is the legislative provision of placing a public prosecutor at the National Intelligence Service (NIS), who becomes a part of the Service’s organizational structure; any decision regarding the lifting of confidentiality and similar issues shall be applied according to his/her decision in cooperation with his/her supervising prosecuting official. Specifically, article 5, par. 3 mentions that “a public prosecutor is placed at N.I.S. for a period of up to three years; such an official shall check the legality of special operational actions of the NIS relating to Human Rights”.

370. Furthermore, at an inter-ministerial level, a Coordinating Council for the Management of Information has been set up, with the aim to evaluate information of utmost importance for the country, so that its management will take place without any violation of personal freedoms or human rights.

371. Another important factor added is the parliamentary control imposed upon N.I.S.. Specifically, article 43A of the Parliament’s Regulations regulates that “the Permanent Committee on institutions and transparency exercises parliamentary control over the activity of the National Intelligence Service” and also defines the limitations and the extent of the mentioned control, on the basis of the right of respecting personal information and the obligation of such information to remain confidential.

Question 6

372. These mechanisms in our country include the Greek Parliament, competent for the institution of the proper legal framework and the exercise of supervision and a substantial but objective control on the balancing of the initiatives of the related Services and the individual freedoms and rights of the citizens. As far as the control of the Services is concerned, the procedures are focused on precise initiatives, consolidated during the long parliamentary practice and, mainly, the questions that members of the parliament may put to the competent Minister in writing, the opportune questions on matters of direct actuality and mainly the questions put to a Minister being par excellence the practice of control.

373. Another control mechanism is the Hellenic Data Protection Authority, which among others, is entitled to control the procedures of application of the Schengen Convention, a common information system, established between the member states of the European Union for the exchange of relevant information.

374. Finally, we should mention the Greek Ombudsman, which is an Independent Authority. The Greek Ombudsman studies individual administrative acts or omissions or material deeds of the public services –and among these the Services dealing with the management of information- provided there is an allegation for a violation of rights or offence of the individual's or a legal entity's rights. Its objective is the protection of the citizen's rights, the combating of the defective administration and the respect of legality (e.g. lack or denial to provide information, violation of the law and illegal procedures, etc.).

Hungary

Question 1

375. Pursuant to Act CXXV of 1995 on National Security Agencies, the National Security Office (NSO) is the primary government body charged with conducting intelligence related operations in countering terrorism in Hungary. According to this Act, the NSO's task is to detect and disrupt acts of terrorism (as defined in the Hungarian Criminal Code) if reported to the NSO, or if NSO has information about such acts. The NSO also detects and disrupts foreign powers', organizations' and individuals' terrorism related activities. The Military Security Office has similar functions related to the Ministry of Defense and the Hungarian Military.

376. Furthermore, the Information Office collects intelligence related to national security threats, foreign organized crime, in particular, terrorist organizations. The Military Information Office collects intelligence about terrorist organizations that threaten the Hungarian Military.

Question 2

377. While countering terrorism, human rights are respected the same way as in prosecuting other criminal acts. The individual operational activities are based on strict authorization procedure. The Act makes a distinction between so-called internally and externally authorized intelligence means. Internal authorization is given by the director of the NSO. External authorization is given by the Minister of Justice and the appointed judge of the Metropolitan Court. Personal data protection laws and the public's access to information of general interest must be enforced while conducting national security tasks. Individuals may file a complaint if the activities of national security agencies are illegal. The security agencies must investigate the complaint. Individuals may also turn to the data protection ombudsman and to the courts in order to enforce their rights (as outlined in Question 6.).

Question 3

378. The national security agencies do not have investigative powers. Their law enforcement powers (e.g. the right to arrest, detain, handcuff and to carry firearms) are limited to the prevention of crimes within their competences (as outlined in Question 1.) and to capturing the perpetrators of such crimes. Individuals may file a complaint against the law enforcement activities of national security agencies to the directors of the national security agencies. The director decides the complaint within 8 days. An appeal can be submitted against the decision to the Minister. The Minister's decision can be appealed in the frame of civil procedure law; the Metropolitan Court has jurisdiction over these appeals.

Question 4

379. The national security agencies are subject to Hungary's strict data protection laws. Personal data may be managed (e.g. collected, processed, stored, transmitted, used and disclosed) on the basis of legal authorization and with the consent of the individual

concerned. The same applies to photographing, sound and video recording, and the recording of physical attributes for identification purposes (such as fingerprints and palm prints, DNA samples and retinal images). Personal data may be processed only for specified and explicit purposes, i.e. the so called stockpiling of data collection is not allowed.

Question 5

380. Complaints about the activities of national security agencies can be filed to the Minister, who must hold an enquiry and inform the individual concerned about its result within 30 days. If the result of the enquiry is not acceptable, the individual may initiate at the Hungarian Parliament's National Security Committee to hold an additional enquiry.

381. The individual concerned may file for court action for any violation of data protection rights. The court shall hear such cases immediately. The burden of proof of compliance with the law lies with the data processor.

Question 6

382. The Hungarian Parliament's National Security Committee may hold enquiries about the national security agencies' illegal activities. If the Committee presumes that the national security agencies' activities were illegal or improper, it may request the Minister to hold an enquiry, provide information, and make the necessary arrangements. The Committee may conduct fact-finding investigation as well. (Members of the Committee have high level security clearances and access to classified information.)

383. The data protection ombudsman oversees compliance with the Data Protection Act LXIII of 1992 and other legislation related to data protection. He investigates reports he receives, facilitates the uniform enforcement of the statutory provisions on the processing of personal data and on the availability of public information. Upon noticing any unlawful data processing operation, the data protection ombudsman shall advise the data processor to cease such operation. The data processor must comply within 30 days and shall report on the measures taken. If the processor fails to comply and cease the above-specified unlawful processing of personal data, the ombudsman may order, by resolution, that unlawfully processed data be blocked, deleted or destroyed, furthermore, he may prohibit the unauthorized data management and suspend any operation aimed at transferring data abroad. The ombudsman has the right to request information from data processors, and to inspect and request copies of any document and processing operations that may involve personal data or information of public interest. He has access to state and service secrets in connection with his official duties, however, the rules of confidentiality must be observed by the data protection ombudsman as well. The data protection ombudsman's annual reports to the Parliament, and his recommendations are public documents and can be accessed online.

384. For the competences of the Hungarian courts regarding individual complaints see Questions 2 and 3.

Ireland

Question 1

385. Ireland has a single national police service, the Garda Síochána, which also serves as the State's security and intelligence service. It is the primary public institution charged with conducting intelligence-related operations in countering terrorism. There is no other police service in the jurisdiction.

386. The functions of the Garda Síochána are set out in the Garda Síochána Act 2005. These functions include protecting life and property, vindicating the human rights of each individual and protecting the security of the State.

Question 2

387. Ireland considers that accountability procedures and independent oversight mechanisms are important measures for ensuring respect for human rights by intelligence agencies while countering terrorism. Independence of the judiciary is crucial in this regard. In Ireland, procedures for internal, executive, judicial and parliamentary oversight of powers of the Garda Síochána exist (and are outlined further in response to Questions three, five and six).

Question 3

388. The Garda Síochána as the State's police force is the only body which carries out intelligence-related activity in countering terrorism and which has the powers of law enforcement.

389. Each member of the Garda Síochána has a statutory duty of accountability through the command hierarchy of the force, to the senior member of the force, the Garda Commissioner. Each member of the force is subject to its internal regulations and procedures, including those related to discipline.

390. All senior Garda members, including the Commissioner, are appointed by the Government. Pursuant to the Garda Síochána Act 2005 the Garda Commissioner has a duty of accountability to the Government and a duty to keep the Minister for Justice and Law Reform informed of matters related to policing. The Garda Commissioner's Strategy Statements and Annual Policing Plans are subject to the approval of the Minister for Justice, Equality and Law Reform.

391. The Minister for Justice, Equality and Law Reform is accountable to the Irish Parliament (Oireachtas Éireann) for the Garda Síochána. The Garda Commissioner is accountable to the Public Accounts Committee of the Oireachtas for the expenditure of public monies on the Garda Síochána.

Question 4

392. The Garda Síochána is subject to Ireland's data protection legislation, the Data Protection Acts 1988 to 2003, which provide the general legal framework for the protection of personal data and give effect in Irish law to the provisions of European Union and Council of Europe data protection obligations. Of particular note are the detailed obligations set out at Section 2 of the Data Protection Act of 1988, as amended, which govern the collection, processing, keeping, use and disclosure of personal data.

393. Other legislative measures which provide for certain investigative activities, such as the interception of telecommunications or certain forms of surveillance, contain additional provisions for the protection of data, for independent, judicial complaints mechanisms and for independent judicial oversight on the operation of the legislation, including annual reports to the head of Government (the Taoiseach) which are laid before the Oireachtas.

Question 5

394. The actions of the Garda Síochána are set out in statute and are subject to review in the Courts by an active and constitutionally independent judiciary. Judges in Ireland are independent of the Executive and the Legislature, and this independence is given full protection by the Constitution of Ireland. Judges are appointed by the President of Ireland (Uachtarán na hÉireann) on the advice of the Government, which makes its decisions with reference to recommendations from the Judicial Appointments Commission Advisory Board. Article 35 of the Constitution provides that all Judges shall be independent in the exercise of their functions and subject only to the Constitution and the law. They may not be members of the Oireachtas or hold any other office or position of emolument. They may

not be removed from office except for stated misbehaviour or incapacity and then only upon resolutions passed by the Oireachtas calling for their removal.

395. See further responses to Questions three and six.

Question 6

396. The Garda Síochána Act 2005 established the Garda Síochána Ombudsman Commission which is an independent, statutory body for the investigation of complaints against members of the Garda Síochána. The Ombudsman Commission is empowered directly to investigate all complaints. Designated officers of the Ombudsman Commission have police powers of investigation for that purpose. The Ombudsman Commission can also refer complaints to the Garda Commissioner for investigation, with or without supervision, as it considers appropriate. It also has the power to investigate of its own motion, without a complaint having to be made, and where it is desirable in the public interest, any matter that appears to it to indicate that a member of the Garda Síochána may have committed an offence, or behaved in a manner that would justify disciplinary proceedings.

Japan

Question 1

397. The Police, the Public Security Intelligence Agency and the Ministry of Defense are the main public institutions that conduct intelligence related operations in terms of countering terrorism.

398. Police activities are based on the Police Act.

399. The Public Security Intelligence Agency, for the purpose of securing public safety in Japan, investigates organizations which have conducted or may conduct subversive activities or indiscriminate mass murder based on the “Subversive Activities Prevention Act” and the “Act Regarding the Control of Organizations Which Committed Indiscriminate Mass Murder”.

400. In order to effectively correspond to new threats and diverse situations such as attacks by guerrillas or special forces, the Ministry of Defense and the SDF (Self Defense Forces) collect and analyze a variety of information appropriately under the related laws within the scope of MOD’s tasks

Question 2

401. Police activities are conducted appropriately in compliance with the laws.

402. As for the activities of the Public Security Intelligence Agency, the “Subversive Activities Prevention Act” and the “Act Regarding the Control of Organizations Which Committed Indiscriminate Mass Murder” stipulate Article 2 and Article 3 with a view of respecting the fundamental human rights of the people.

403. Reference: Subversive Activities Prevention Act/ Act Regarding the Control of Organizations Which Committed Indiscriminate Mass Murder:

- Article 2 (Interpretation and application of this Act):
- This Act, having a grave bearing upon the fundamental human rights of the people, shall be applied only within the limits of the minimum necessity for the securing of public safety, and shall not be subject to any extended interpretation at all.

- Article 3 (Standard of control):

1. Any control action and investigation for control under this Act shall be taken and conducted only within the limits of the minimum necessity to achieve the purpose as specified in Article 1, and shall not under any circumstances whatsoever be carried out, in deviation from the prescribed authority, to unlawfully infringe freedoms of thought, worship, assembly, association, expression and learning, the right of laborers to unite and act collectively or any other liberty or right of the people which is guaranteed by the Japanese Constitution.

2. The control and investigation for control under this Act shall not on any account whatever be improperly carried out to restrict or interfere with any lawful activity by labor unions and other organizations.

Question 3

404. The Police have law enforcement powers. Please refer to answers to question 6.

405. The Public Security Intelligence Agency does not have powers, for instance, to arrest, detain or search.

Question 4

406. The collection and use of personal data related to police activities are handled according to the purpose stated in Article 1 of the Police Act which specifies police duties as protecting the rights and liberties of individuals and maintaining public safety and order.

407. With the view to the spirit of Articles 2 and 3 of the above-mentioned “Subversive Activities Prevention Act” and “Act Regarding the Control of Organizations Which Committed Indiscriminate Mass Murder”, the Public Security Intelligence Agency applies strict control on handling personal information.

408. As for all administrative organs, the “Act on the Protection of Personal Information Held by Administrative Organs” stipulates rules and regulations which administrative organs shall follow in dealing with personal information in order to prevent the infringement of rights and interests of individuals caused by improper use of personal information. The Police, the Public Security Intelligence Agency and the Ministry of Defense adhere to the stipulations of the Act.

409. Reference: The Police Act:

Article 1 (object of this Act)

The object of this Act is to establish the organization of police capable of securing both the administration and the operation of police based upon the principle of democracy, at the same time performing efficiently the police duties so as to protect the rights and liberties of an individual and maintain public safety and order.

Question 5

410. Article 79 of the Police Act put in place a complaint submission system and people who have complaints regarding the execution of duties by Prefectural Police personnel can submit a written complaint to the Prefectural Public Safety Commission. The submission of complaints regarding the execution of duties by Prefectural Police personnel not falling under this system, including those submitted to the Chiefs of Police Headquarters or the Chiefs of Police Stations are also handled based on these guidelines.

411. The Public Security Intelligence Agency has a “report and consultation desk, which can be contacted for reporting on the agency officials’ exercising functions. In case a certain act of crime has been or is about to be committed as a result of exercising agency functions, legal and/or other appropriate measures are to be taken.

Question 6

412. The National Public Safety Commission is in place to manage the National Police Agency while the Prefectural Public Safety Commission manages the respective Prefectural Police organizations. A state minister is appointed as the Chairman of the National Public Safety Commission to facilitate a balance between the two requisitions: preserving political neutrality and clarifying the Cabinet's responsibilities regarding public safety. These are based on the Police Act.

413. Although there is no external body that oversees the activities of the Public Security Intelligence Agency, as an affiliated organ of the Ministry of Justice, the agency is under the supervision of the Minister of Justice, who is a member of the Cabinet.

Jordan

414. The Permanent Mission of the Hashemite Kingdom of Jordan to the United Nations Office in Geneva presents its compliments to the Office of the High Commissioner for Human Rights, and with reference to the latter note verbale dated 12 March 2010 requesting information on 'good practices on legal and institutional frameworks and measures that ensure respect for human rights by intelligence agencies while countering terrorism, including on their oversight in all United Nations Member States', has the honor to enclose herewith information, in Arabic, on the subject matter.

415. عملها، تشير الى ان دائرة المخابرات العامة تأسست بموجب قانون المخابرات العامة رقم (24) لسنة 1964، وقد اناط بها هذا القانون مهمة القيام بالمهام والعمليات الاستخباريه في سبل أمن المملكة الاردنية الهاشميه، وتعتبر جرائم الارهاب بموجب قانون العقوبات الاردني من الجرائم التي تمس بأمن الدولة، وتمارس الدائره اعمالها ومهامها وفقا للقوانين سارية المفعول التي تنظم كيفية مشاركة واداء مثل هذه المهام والاعمال.

416. اما الاجراءات التي تضمن حقوق الانسان خلال مكافحة الارهاب، فتعمل دائرة المخابرات ضمن الاطار الذي يحدده القانون لمتابعة ومكافحة مثل هذه الجرائم، حيث يتم التحقيق في جرائم الارهاب من قبل الجبهه القضائية المختصة، وتراعي الدائرة عند ممارستها لمهامها جميع الضوابط القانونية والتي تضمن ان يتم مراعاة الحقوق والحريات العامة للأشخاص.

417. بخصوص امتلاك الاجهزة الاستخباريه قوة مطبقه للقانون، وفيما اذا يتطلب تطبيق القانون القوه وجود مراقبه، فان ضباط المخابرات يعتبرون من اعضاء الضابطه العدليه فيما يتعلق بجرائم امن الدولة، والضابطه العدليه بموجب قانون اصول المحاكمات الجزائيه الاردني لها صلاحيات في استقصاء الجرائم والقبض على فاعليها، واحالتهم الى المحاكم الموكله اليها امر معاقبتهم، وتتم هذه الاجراءات تحت مراقبة القضاء.

418. بموجب ماده (100) من قانون اصول المحاكمات الجزائيه، فانه في حال تم القاء القبض على اي شخص فيتوجب على موظف الضابطه العدليه، وتحت طائلة بطلان الاجراءات القيام بـ (تنظيم محضر خاص موقع منه وبيغ الى المشتكى عليه او الى محاميه ان وجد، ويتضمن اسم الموظف الذي اصدر امر القبض والذي قام بتنفيذه، وتاريخ القبض ومكانه، واسبابه واسم الموظف الذي نظم محضر القبض وتوقيع الشخص المقبوض عليه، وبجيب سماع اقوال المشتكى عليه فور القاء القبض عليه، وارساله خلال (24) ساعه الى المدعي العام المختص مع المحضر المشار اليه سابقا، ويتوجب على المدعي العام ان يثبت في المحضر التاريخ والوقت الذي مثل المشتكى عليه امامه لأول مره، ويباشر اجراءات التحقيق خلال (24) ساعه حسب الاصول).

419. تشير الى ان قانون محكمة امن الدولة، منح الضابطه العدليه صلاحية الاحتفاظ بالمشتكى عليه عند الضروره مدة لا تتجاوز (7) ايام في الجرائم الواقعه ضمن اختصاص محكمة امن الدولة، ووفقاً للماده (159) من قانون المحاكمات الجزائيه، فان أي اعتراف يدلي به المشتكى عليه أو الظنين أو المتهم بغير حضور المدعي العام لا يُقبل الا اذا قدمت النيابة العامه بينه على الظروف التي ادلى بها الاعتراف، او ان تقتنع المحكمة بانه ادلى به طوعا واختيارا، واذا تبين للمحكمة بأن اعتراف المشتكى عليه كانت نتيجة لاي اكروه مادي او معنوي فانها تقرر بطلان هذا الاعتراف، علما بان جميع هذه الاجراءات تخضع لرقابة القضاء ويترتب على مخالفتها البطلان، علما بان هناك رقابه داخل دائرة المخابرات لضمان صحة وسلامة هذه الاجراءات وعدم مخالفتها لاحكام القانون.

420. بخصوص الضمانات القانونيه حول جمع واستعمال البيانات الشخصيه من قبل الاجهزه الاستخباريه داخليا وخارجيا، فان منتسبي دائرة المخابرات العامه تسري عليهم احكام قانون العقوبات العسكريه واحكام القوانين الجزائيه الاخرى، والتي تحظر الافشاء باية معلومات او ابصاحات ينبغي أن تظل سرية بطبيعتها أو ان يكون قد صدر تعليمات خاصه بشأن سريتها، ويمتد هذا الحضر حتى بعد تركه للخدمه، ومن يخالف ذلك يكون عرضة للمساءله القانونيه.

421. الآلية التي يتم من خلالها التعامل مع طلبات وشكاوي الأفراد من النشاطات الاستخباريه، فنشير الى ان دائرة المخابرات تقوم باستقبال الطلبات والشكاوي التي تردها من قبل أي شخص وتحويلها حسب الاختصاص الى الجهة المعنية بمعالجتها، وإذا كان هناك اية شكاوي بحق أي شخص من منتسبي دائرة المخابرات فيتم إحالتها للنيابة العامه العسكريه للدائره للتحقيق فيها، واتخاذ الاجراءات القانونيه اللازمه.

422. المؤسسات الخارجيه التي تراقب عمل الاجهزه الاستخباريه والاسس القانونيه التي تعمل بموجبها، وكيفية ضمان استقلاليتها وقدرتها على الوصول الى المعلومات السريه، وفيما اذا كانت تُصدر تقارير عامه تتضمن نشاطاتها الرقابيه، فنشير الى انه يوجد في الاردن هيئه خاصه لمراقبة حقوق الانسان هي (المركز الوطني لحقوق الانسان)، والذي أُنشئ بموجب قانون المركز الوطني لحقوق الانسان رقم (51) لسنة 2006 ومن مهام هذا المركز (التحقيق من مراعاة حقوق الانسان في الاردن لمعالجة اية تجاوزات او انتهاكات لها السعي لتدريس مبادئ حقوق الانسان في مستويات التعليم المختلفه، للمركز الحق في زيارة مراكز الاصلاح والتاهيل ومراكز التوقيف وزيارة أي مكان يُبلغ عنه انه جرى او تجري فيه تجاوزات على حقوق الانسان اعلان المواقف واصدار البيانات المتعلقة بقضايا حقوق الانسان في الاردن، عقد المحاضرات والندوات والمؤتمرات المتعلقة باهداف المركز والمشاركه في الانشطه المماثله وتنظيم الدورات التدريبيه، اصدار البيانات والنشرات والمطبوعات المتعلقة بحقوق الانسان، تبادل المعلومات والخبرات مع المنظمات الوطنيه والدوليه وضع التوصيات وتقديم الاقتراحات اللازمه لصون حقوق الانسان في المملكه ، ...) ويشار الى ان القانون اعطى للمركز مجموعه من الحصانات والصلاحيات لتنفيذ مهامه، منها (التمتع بالاستقلاليه التامه في ممارسة نشاطاته، وعدم جواز مسائلة مجلس المركز او احد اعضاءه عن الاجراءات التي يتخذها في مجال اختصاصه وعدم جواز تفتيش المركز الا بامر قضائي وبحضور المدعي العام بعد تبليغ المركز، وحضور ممثل عنه للتفتيش وللمركز الحق في طلب أية معلومات واحصاءات من الجهات ذات العلاقه والزام هذه الجهات باجابة الطلب دون ابطاء او تاخير، ...) ويوجد ضابط ارتباط في دائرة المخابرات العامه يتولى استقبال الشكاوي التي ترد من المركز عن اية انتهاكات والاجابه عليها، ويقوم المركز بتوثيق ذلك والاعلان عنه في تقريره السنوي الذي يُصدره حول اوضاع حقوق الانسان والحريات العامه في الاردن.

Kazakhstan

423. Республика Казахстан является правовым государством. В статье 61 Конституции РК четко установлено, что издание законов требуется во всех случаях, когда следует установить основополагающие принципы и нормы, касающиеся правосубъектности юридических лиц, их прав, обязательств, ответственности, основ организации и деятельности государственных органов, государственной и воинской службы, обеспечения обороны и безопасности государства. Правоотношения в области борьбы с терроризмом не являются исключением.

424. В этой связи, ответы на вопросник должны строиться исключительно на базе действующего законодательства РК.

425. В частности, Уголовный Кодекс, Закон Республики Казахстан (далее – ЗРК) «О борьбе с терроризмом» от 13.07.1999 г. № 416, ЗРК «О противодействии легализации (отмыванию) доходов, полученных незаконным путем, и финансированию терроризма» от 28.08.2009 г. № 191-IV, ЗРК «О национальной безопасности Республики Казахстан» от 26.06.1998 г. N 233, ЗРК «Об органах национальной безопасности Республики Казахстан» от 21.12. 1995 г. N 2710, ЗРК «О Прокуратуре» от 21.12.1995 г. N 2709, ЗРК «Об оперативно-розыскной деятельности» от 15.09.1994 г., ЗРК «О противодействии экстремизму» от 18.02.2005 г. N 31 и ряд других кодексов и законов четко устанавливают:

- субъекты, т.е. госорганы уполномоченные непосредственно заниматься борьбой (противодействием) с терроризмом;
- права и обязанности субъектов и других госорганов в области борьбы с терроризмом;
- обязательные требования по соблюдению прав и свобод личности при реализации мероприятий по борьбе с терроризмом, а также условия и основания, при которых данные права и свободы могут быть ограничены;

- порядок осуществления контроля и прокурорского надзора за соблюдением законности при проведении различных мероприятий по противодействию терроризму и т.д.

426. При этом даже беглый анализ вышеперечисленных законов показывает, что важным аспектом содержащихся в нем положений является их нацеленность именно на защиту прав, свобод и законных интересов человека и гражданина.

427. Законодательство, регулирующее правоотношения в области борьбы с терроризмом, не является статичным. Оно постоянно развивается и совершенствуется, в том числе в интересах обеспечения соответствия с международными стандартами. На это также нацелена принятая Концепция правовой политики РК на 2010-2020 годы.

428. В частности, в 2009 году внесены изменения и дополнения в ЗРК «Об оперативно-розыскной деятельности». На рассмотрение Главе государства направлен проект ЗРК, призванный существенно дополнить ЗРК «О борьбе с терроризмом». В Парламенте РК находится проект ЗРК «О внешней разведке», содержащий ряд положений, связанных с борьбой с терроризмом и определяющих компетенцию субъектов внешней разведки в этой и других областях.

Question 1

429. Основными государственными органами, осуществляющими разведывательную деятельность в борьбе с терроризмом, являются Служба внешней разведки «Сырбар», Комитет национальной безопасности Республики Казахстан.

430. Кроме того, Министерство внутренних дел Республики Казахстан, в пределах своей компетенции противодействует экстремизму и терроризму, путем осуществления оперативно-розыскной деятельности.

431. Деятельность указанных государственных органов осуществляется на основе Конституции, законов и иных нормативных правовых актов, в том числе международных, ратифицированных Республикой Казахстан.

432. Полномочия указанных государственных органов регламентированы Законами «О национальной безопасности», «Об органах национальной безопасности», «Об органах внутренних дел», «Об оперативно-розыскной деятельности», а также Указом Президента Республики Казахстан «О некоторых вопросах Службы внешней разведки «Сырбар» № 773 от 26 марта 2009 года.

Question 2

433. В Казахстане распоряжением Президента Республики Казахстан от 29 декабря 2003 года №435 в целях обеспечения координации деятельности государственных органов в сфере выявления, предупреждения и пресечения терроризма образован Антитеррористический центр КНБ (АТЦ КНБ).

434. В его состав, наряду с КНБ, входят Служба охраны Президента Республики Казахстан, министерства внутренних дел, обороны, по чрезвычайным ситуациям, юстиции, культуры, связи и информации, транспорта и коммуникаций, Комитет таможенного контроля Министерства финансов. Руководителем Центра назначается заместитель Председателя КНБ.

435. В соответствии с Положением об АТЦ его основными задачами определены создание единой общегосударственной системы противодействия террористическим угрозам, координация антитеррористической деятельности государственных органов, проведение информационно-пропагандистской работы, направленной на профилактику проявлений терроризма и выполнении соответствующих государственных программ, а также осуществление международного сотрудничества.

436. Структурно Центр представлен Межведомственной координационной комиссией, постоянно действующим рабочим органом - Штабом и координационными группами в регионах республики при территориальных органах КНБ.

437. Создание Центра позволило повысить эффективность принимаемых мер, направленных на совершенствование нормативной правовой базы, укрепление межведомственной координации и региональной безопасности, а также упреждающее воздействие на ситуацию в сфере противодействия терроризму.

438. АТЦ КНБ непосредственно участвует в создании правового барьера на пути проникновения проявлений терроризма и экстремизма. По инициативе Центра разработано около 50 нормативных правовых актов государственного и межведомственного характера, направленных, в том числе и на выработку единых подходов в организации антитеррористической деятельности (12 актов Президента, 15 постановлений Правительства и более 20 межведомственных документов). Особо следует отметить Законы «О борьбе с терроризмом» и «О противодействии экстремизму».

439. Совершенствование национального законодательства позволило Антитеррористическому центру КНБ совместно с Генеральной прокуратурой и МВД провести работу по судебному запрещению деятельности 14 террористических и 1 экстремистской зарубежных организаций, а также признанию экстремистским и запрету распространения на территории страны Перечня печатных, аудио- и видеоматериалов, изъятых органами КНБ и МВД у членов террористических и религиозных экстремистских структур.

440. Данная работа проводится в рамках выполнения международных обязательств Казахстана. Кроме того, по инициативе Центра решением Совета Безопасности ООН запрещенный в Казахстане «Жамаат моджахедов Центральной Азии» («Союз исламский джихад») включен в консолидированный список террористических организаций.

441. Через работу Межведомственной координационной комиссии и региональных координационных групп АТЦ удалось сконцентрировать усилия министерств и ведомств на совместном решении узловых проблем взаимодействия, наладить систему, обеспечивающую вертикаль рассмотрения имеющихся вопросов от территориальных структур до республиканского уровня.

442. Для практической отработки навыков действий в нештатных ситуациях, повышения уровня согласованности и взаимодействия государственных органов, совершенствования профессиональной подготовки антитеррористических подразделений АТЦ КНБ налажен механизм регулярного проведения тематических учений и тренировок. В числе решаемых задач - отработка навыков освобождения заложников и ведения переговорного процесса; поиск, преследование, блокирование и ликвидация террористических групп в самых разных условиях местности; пресечение попыток прорыва государственной границы; ликвидация последствий терактов; спасение населения и т.п. Организация такого рода учебно-практических мероприятий осуществляется на плановой основе и ежегодное среднее количество их по республике составляет более 100.

443. Позитивный резонанс в республике и за рубежом получили проводимые АТЦ КНБ международные учения «Каспий-Антитеррор-2005», «Тянь-Шань № 1 - 2006», «Байконур-Антитеррор-2007» и «Атом-Антитеррор-2008», в которых принимали участие спецподразделения Казахстана, России, Украины и Китая, наблюдатели от ШОС, СНГ, Евросоюза, стран ближнего и дальнего зарубежья.

444. Наряду с этим, АТЦ КНБ осуществляет координацию мер по подготовке населения страны к действиям в случае возможного совершения террористических

акций. В этих целях разработано и распространено учебно-методическое пособие «Начальная антитеррористическая подготовка населения».

445. Особое внимание уделяется информационной и пропагандистской составляющей антитеррористической деятельности, направленной на формирование в обществе устойчивого неприятия идеологии терроризма и экстремизма, освещение политики государства в этой области.

446. Для повышения уровня взаимодействия министерств и ведомств, распространения положительного опыта и обмена информацией, а также научного и методического обеспечения осуществляемой в стране антитеррористической деятельности в качестве средства массовой информации официально зарегистрирован межведомственный Информационный бюллетень АТЦ КНБ.

447. Осознавая роль международных и региональных структур безопасности в реализации Глобальной контртеррористической стратегии, последовательно реализуются установки руководства страны о расширении международного сотрудничества в области противодействия терроризму.

448. АТЦ КНБ налажен механизм проработки и согласования международных правовых актов. Результатом совместной с государственными органами нормотворческой деятельности стала ратификация и подписание целого ряда межгосударственных соглашений, принятых в формате ООН, СНГ, ОДКБ и ШОС, и их последующая имплементация в национальное законодательство. Учитывая, что противодействие терроризму требует эффективного сотрудничества на всех уровнях, Казахстан присоединился к соответствующим международным договорам и соглашениям. Республикой ратифицированы все 13 универсальных контртеррористических конвенций Организации Объединенных Наций.

449. Серьезное внимание АТЦ КНБ уделяет вопросам двустороннего сотрудничества в сфере борьбы с терроризмом, посредством реализации ратифицированных республикой более 40 межгосударственных соглашений о сотрудничестве в области борьбы с терроризмом, наркобизнесом и другими видами преступности. Эффективно действует механизм взаимного информирования и проведения совместных мероприятий. На основе достигнутых договоренностей организованы подготовка и обучение работников компетентных органов Казахстана в зарубежных учебных антитеррористических центрах.

450. В настоящее время деятельность Центра позволяет должным образом реагировать на возникающие угрозы безопасности, на должном уровне обеспечивая антитеррористическую защищенность личности, общества и государства в целом.

451. В целом, благодаря взвешенной и разумной политике руководства страны в сфере экономики, межконфессиональных и межнациональных отношений, в Казахстане отсутствуют внутренние предпосылки к террору.

452. Вместе с тем, для республики, как и для других стран, данная проблема является достаточно актуальной. Зарубежные террористические организации предпринимают целенаправленные шаги по закреплению своего влияния на территории Центрально-Азиатского региона, в том числе и нашей республики.

453. Озабоченность складывающейся ситуацией нашла отражение и в Послании Президента страны народу Казахстана, в котором прямо отмечено, что «в условиях эскалации терроризма мы готовы пойти на качественно новый уровень координации действий и активности всех государств региона и заинтересованных стран».

454. В связи с этим, руководством и компетентными органами страны реализован целый ряд правовых, организационных и практических мер, направленных на создание институциональных основ и эффективного механизма координации данной работы, одним из основных результатов которых стало создание в 2003 году в

структуре Комитета национальной безопасности межведомственного Антитеррористического центра (АТЦ).

Question 3

455. Согласно статье 150 Уголовно-процессуального кодекса Республики Казахстан (далее - УПК РК) арест как мера пресечения применяется только с санкции суда и лишь в отношении подозреваемого и обвиняемого по умышленным преступлениям, за которые законом предусмотрено наказание в виде лишения свободы на срок свыше двух лет и в совершении неосторожных преступлений, за которое предусмотрено наказание в виде лишения свободы на срок свыше трех лет.

456. В соответствии со статьей 151 УПК РК подозреваемые и обвиняемые, к которым в порядке меры пресечения применен арест содержатся в следственных изоляторах. Порядок и условия их содержания определяется законодательством Республики Казахстан.

457. Обыск и выемка производится следователем по мотивированному постановлению, санкционированному прокурором или его заместителем (ст.232 УПК РК).

458. Надзор за законностью следствия и дознания осуществляется органами прокуратуры, ведомственный контроль - руководством органа уголовного преследования, а также судебный контроль в порядке установленном УПК РК (ст.ст.108, 109 УПК РК).

Question 4

459. Конституция Республики Казахстан провозглашает человека, его права и свободы высшей ценностью.

460. В статье 18 Конституции предусмотрены основные гарантии, в том числе относящиеся к сбору и использованию персональных данных человека и гражданина при осуществлении разведывательной деятельности. К ним относятся - право на неприкосновенность частной жизни, личную и семейную тайну, право на тайну личных вкладов и сбережений, переписки, телефонных переговоров, почтовых, телеграфных и иных сообщений. Ограничения этого права допускаются только в случаях и в порядке, прямо установленных законом.

461. На положениях Конституции основан ряд законодательных актов.

462. Статьей 3 Закона Республики Казахстан «Об оперативно-розыскной деятельности» предусмотрено, что оперативно-розыскная деятельность осуществляется в соответствии с принципами законности, соблюдения прав и свобод, уважения достоинства личности, равенства граждан перед законом.

463. Вопросы соблюдения прав и свобод личности при осуществлении оперативно-розыскной деятельности, регламентированы в ряде статей указанного Закона (статьи 1, 2, 3, 5, 7, 12, 14, 15, 23 и 25).

464. Статья 5 данного Закона предусматривает, что полученные в результате оперативно-розыскной деятельности сведения, касающиеся личной жизни, чести и достоинства личности, если в них не содержится информация о совершении запрещенных законом действий, хранению не подлежат и уничтожаются.

465. Кроме того, согласно внесенным 7 декабря 2009 года изменениям и дополнениям в Законы Республики Казахстан «Об оперативно-розыскной деятельности» и «О Прокуратуре» органы прокуратуры наделены полномочиями проведения проверок законности осуществления специальных оперативно-розыскных мероприятий, в том числе на сети связи (ст.ст.25, 35).

466. Уголовно-процессуальным законодательством предусмотрено, что при производстве по уголовному делу не допускаются сбор, использование и распространение сведений о частной жизни, а также сведений личного характера, которые лицо считает необходимым сохранять в тайне для целей, не предусмотренных задачами процессуальной деятельности (статья 13 УПК РК).

467. В ходе уголовного судопроизводства принимаются меры по охране получаемых сведений, составляющих личную тайну. Такие данные дознания и предварительного следствия не подлежат разглашению, а судебное разбирательство в этих случаях проходит закрыто (статья 53 УПК РК).

468. В области международного сотрудничества Казахстан последовательно проводит работу по формированию договорно-правовой базы, призванной обеспечить объединение усилий различных государств региона по противодействию терроризму. Примерами могут служить «Договор о сотрудничестве государств-участников Содружества Независимых Государств в борьбе с терроризмом» и «Шанхайской конвенции о борьбе с терроризмом, сепаратизмом и экстремизмом». В этом контексте полагаем важным отметить, что как в рамках СНГ, так и рамках ШОС созданы соответствующие Антитеррористические центры, в которых работают представители соответствующих уполномоченных госорганов стран-участниц организаций.

Question 5

469. Правовые отношения, связанные с рассмотрением заявлений, жалоб физических и юридических лиц, в том числе о незаконной разведывательной деятельности, регулируются Законом Республики Казахстан «О порядке рассмотрения обращений физических и юридических лиц» от 12 января 2007 года №221.

Latvia

Question 1

470. The leading institution that conducts terrorism related intelligence activities in Latvia is the Security Police (SP). The Security Police is a security and intelligence service whose main functions are counterterrorism, counterintelligence, protection of the constitutional order, protection of the classified information, protection of dignitaries. SP is responsible for operational activities to fight terrorism and illegal distribution of arms, explosives and nuclear, chemical, radiological materials.

471. In 2004 the Government of Latvia established the Counterterrorism Centre within the Security Policy. The Centre coordinates all activities of the state and the municipal institutions as well as other legal entities in the field of counterterrorism.

472. The Constitution Protection Bureau of Latvia conducts intelligence, counterintelligence, protection of the state secret and classified information. The Bureau does not engage in the investigation of crimes. The Bureau is supervised by the Ministry of Justice.

473. The National Security Law of the Republic of Latvia regulates the national security system, the competence of the institutions responsible for the national security system and the principles and procedures of co-ordination, implementation and control of their activities.

474. The Security Police of Latvia acts in accordance with the Law on Security and Intelligence Services which is the main regulatory act stipulating responsibilities and rights of the intelligence services in Latvia. SP duties are performed also in accordance with the

Investigatory Operation Law, Law on the State Secret, Law on Police. The work of the Counterterrorism Centre is also regulated by a number of terrorism prevention and response plans adopted by the Government.

475. There is no specific law on terrorism in Latvia, but in accordance with the Criminal Law terrorism is a criminal offence in Latvia.

Question 2

476. According to the Investigatory Operations Law the investigatory operations shall be organized and performed on a lawful basis, observing overall human rights, and in co-operation with and relying on the assistance of the general public.

477. When performing measures of investigatory operations it is prohibited:

- to cause physical harm or material damage to persons;
- to endanger the life and health of people;
- to threaten the use of or use physical means of coercion;
- to incite people to criminal acts;
- to cause significant harm to the environment.

478. The measures of investigatory operations (including manner, scope and intensity) shall be commensurate to the form and level of danger of the threat. Investigatory tasks shall be conducted so as to interfere as little as possible in the sphere of human rights. The measures of investigatory operations shall be performed without regard to the citizenship, gender, nationality, age, residence, education, social, employment or financial status and office of persons, their political and religious views, affiliation with parties or other public organizations. The factors mentioned shall not influence investigatory operations, unless such are specially set out in law. The institutions performing investigatory operations and their officials are prohibited from acting directly or indirectly in the interests of political parties, organizations and movements or persons, and from being involved in State authority and administrative bodies, Office of the Prosecutor and court institutions, and the activities of public, political and religious organizations in order to influence or affect them, except in cases where it is necessary to prevent or uncover criminal offences.

Question 3

479. The Security Police is the only Latvian security and intelligence service with the right to investigate, to arrest and to conduct pretrial investigation. The Security Police investigates crimes committed against the national security (such as terrorism, espionage, disclosure of state secret, sabotage, race-hatred crimes etc.) and crimes committed within security and intelligence services. In special cases the investigation can be delegated by the Prosecutor General.

480. The external review is delegated to the National Security Council. The security and intelligence services could be reviewed also by the National Security Committee of the Parliament and by the Defense, Internal Affairs and Corruption Prevention Committee of the Parliament.

Question 4

481. The bodies performing investigatory operations and their officials have the duty to ensure the secrecy of investigatory operations and guarantee the confidentiality and safety of persons involved in investigatory operations measures.

Question 5

482. According to the Investigatory Operations Law, if in the course of investigatory operations the rights and interests of persons have been unlawfully infringed and as a result thereof harm has been caused, the obligation of the relevant official, prosecutor or court shall be to restore such rights and to compensate for or allay the inflicted material and moral harm in accordance with the procedures prescribed by law.

Question 6

483. In accordance with the Law on Security and Intelligence Services the oversight of the intelligence agencies in Latvia is performed by the Parliament (Saeima). The National Security Committee of the Saeima performs parliamentary control of investigatory operations. The National Security Committee is entitled to hear the reports of the institutions performing investigatory operations, examine the results of inspections, as well as to see the official documents and information of such institutions, except documents regarding sources of covert information.

484. The Cabinet of Ministers of Latvia within its competence controls the performance of the security and intelligence services.

485. Conformity to law of investigatory operations is monitored by the Prosecutor General and by the prosecutors who are specially authorized by the Prosecutor General. In performing such monitoring they are entitled to see the documents, materials and information at any stage of the investigatory operations that is available to the investigatory operations institution. Covert information and its sources shall be revealed only to the Prosecutor General or to the prosecutors who are specially authorized by the Prosecutor General (only with the permission of the head of the investigatory operations institution).

Lithuania

Question 1

486. Basically, there are two state institutions in Lithuania, which are entitled to conduct intelligence activities in the field of countering terrorism. According to the Law on Intelligence the State Security Department of the Republic of Lithuania (hereinafter VSD) and Second Investigation Department under the Ministry of National Defence (hereinafter AOTD) have intelligence services (units), which are empowered to perform intelligence to safeguard the national security. These services also cooperate with European and transatlantic intelligence and special services in the field of safeguarding national security.

487. According to the Law on the State Security Department the VSD is an institution which among other functions engages in the intelligence activities, also combats terrorism, which presents a threat to state security.

488. According to the Law on Implementation and Approval of the Statute of the Second Investigation Department under the Ministry of National Defence, the AOTD performs intelligence in the field of defence, military-political, military-economical and military-technical fields, also participates in fight against terrorism, while implementing its functions.

Question 2

489. There has been no specific assessment of intelligence practice while countering terrorism done, therefore the activities of intelligence services are guided by the laws, also based on the general principle of balance between the interests of state security and the due respect to human rights.

Question 3

490. Yes, VSD is both intelligence and law enforcement institution. However such measures as arrests or searches, which restrict human rights, may be implemented only according to Code of Criminal Procedures during the pretrial investigation and these procedural measures are controlled by the Prosecutors Office and the courts.

Question 4

491. According to the provisions of Law on Legal Protection of Personal Data, personal data are collected for specified and legitimate purposes and later are not processed for purposes incompatible with the purposes determined before the personal data concerned are collected. Personal data should not be stored longer than it is necessary for data processing purposes. According to this law, personal data must be destroyed when they are no more needed for their processing purposes, with the exception of data which must be transferred to State archives in the cases laid down in laws. Similar legal regulations are prescribed in the Directive 95/46/EC of the European Parliament and of the Council of 24 October 1995 on the protection of individuals with regard to the processing of personal data and on the free movement of such data.

Question 5

492. According to the Law on Legal Protection of Personal Data, the data subject, in accordance with the procedure laid down in this Law, has the right:

- 1) To know (be informed) about the processing of his personal data;
- 2) To have an access to his personal data and to be informed of how they are processed;
- 3) To request rectification or destruction of his personal data or suspension of further processing of his personal data, with the exception of storage, where the data are processed not in compliance with the provisions of this Law and other laws;
- 4) To object against the processing of his personal data.

493. The institution, possessing personal data, must provide the data subject with the conditions for exercising the rights laid down above, with the exception of cases laid down in laws when it is necessary to ensure:

- 1) State security or defence;
- 2) Public order and prevention, investigation, detection and prosecution of criminal offences;
- 3) Important economic or financial interests of the state;
- 4) Prevention, investigation and detection of violations of official or professional ethics;
- 5) Protection of the rights and freedoms of the data subject or other persons.

494. Since intelligence is a core of safeguarding state security and such information is classified as a state secret, therefore direct access of data subject to the intelligence containing his/hers personal data is prohibited by the provisions of Law on Protection of State and Service Secrets. However, an institution must justify the refusal to grant the request of the data subject to exercise the rights granted to the data subject. Having received a request from the data subject, the data controller must reply him within thirty calendar days of the date of data subject's application.

495. The data subject may appeal against acts (omissions) of the data controller to the State Data Protection Inspectorate within three months of receipt of the reply from the data

controller or within three months of the date when the time period for giving a reply referred to in paragraph 3 of this Article expires. The acts (omissions) of the State Data Protection Inspectorate may be appealed against in the court in accordance with the procedure laid down in laws.

Question 6

496. According to the Law on Intelligence the activities of intelligence services are coordinated by the State Defence Council which consists of the President of the Republic, the Prime Minister, the Speaker of the Parliament of the Republic of Lithuania (the Seimas), the Minister of National Defence, and the Commander of the Armed Forces. The State Defence Council implements a strategic coordination of the intelligence.

497. According to the Law on Intelligence, Parliamentary Committee on National Security and Defence exercises parliamentary scrutiny over the activities of national civil and military intelligence services.

498. Additionally, according to Article 23 of Law on Operational Activities, the Commission for Parliamentary Scrutiny of Intelligence Operations (hereinafter referred to as “the Commission”) is formed under the Seimas. This Commission consists of 7 members.

499. The tasks of the Commission include:

- 1) Control the protection of constitutional rights and freedoms in the course of operational activities;
- 2) Supervision whether the activities of entities of operational activities are in conformity with the Constitution and laws of the Republic of Lithuania and the analysis of the efficiency and rationality of the use of financial resources by the entities of operational activities;
- 3) Submission of proposals to the Seimas, the Government and other institutions with respect to the adoption and improvement of the legal acts regulating operational activities;
- 4) The analysis of the status of the regulatory enactments regulating operational activities as well as determination whether these acts are in conformity with the requirements of the laws;
- 5) Investigation of the cases of a gross violation of the Law on Operational Activities and exceeding the limits of activities established by entities of operational activities and analysis of the grounds and expediency of operational activities.

500. The Commission may take the following decisions:

- 1) To bring to the attention of officials and other civil servants a failure to comply with laws and other violations and to require the elimination of identified shortcomings;
- 2) To hand over the material of an investigation to law enforcement institutions as well as to request that an official verification be carried out and the issue of liability be resolved, to propose the imposition of disciplinary penalties to officials for misfeasance of their duties or to suspend the activities thereof until a decision is taken on the results of the investigation.

501. The Commission is prohibited from familiarising with the data which establish the identity of covert participants in operational activities and with the particulars concerning the quantitative and personal composition of these participants, operational investigation files and tactics of the carrying out of operational activities.

Macedonia (The former Yugoslav Republic of)

Question 1

502. Ministry of Interior – Security and Counter-Intelligence Administration (Special Tasks Unit and Rapid Deployment Unit), Intelligence Agency, Ministry of Defense via the Military Service for security and counter-intelligence, the Ministry of Finance via the Administration for money laundering and financing of terrorism prevention.

503. Within the Ministry of Interior, the Security and counter-intelligence Administration, is competent to perform activities of home affairs, related to security and counter-intelligence, specifically on issues relating to:

- Counter-intelligence activity;
- Fight against and protection from terrorism;
- Protection of other activities aimed at endangerment or violent destruction of democratic institutions determined by the Constitution of the Republic of Macedonia; and
- Grievous forms of organized crime originating or directed against democratic institutions of the system laid down with the Constitution of the Republic of Macedonia or may lead to their endangerment or have influence on the security of the state.

504. The Intelligence Agency is competent to collect data and information of significance for the security and the defense of the Republic of Macedonia and on economic and other interests of the state, including data on terrorist activity.

505. The Ministry of Defense in view of the fight against terrorism is competent to participate in missions as part of the international coalition for fight against terrorism, while the Military Service for security and counter-intelligence is competent to detect and prevent all forms of terrorist activities directed against the defense of the Republic of Macedonia.

506. Intelligence in the Army covers measures, activities and procedures being taken for the purpose of collection, documentation and analysis of intelligence data for the defense of the country.

507. Counter-Intelligence in the Army covers measures, activities and procedures being undertaken for the purpose of:

- Detection and prevention of intelligence and other subversive activity of foreign military-intelligence and intelligence services, conducted in the country or abroad, directed against the defense of the country;
- Detection and prevention of all forms of terrorist activities directed against the defense of the country; and
- Conducting counter-intelligence protection of tasks, plans, material-technical means, areas, zones and facilities of interest to the defense of the country.

508. The Administration for prevention of money laundering and prevention of terrorism is competent for collection, procession, analysis, storage and submission of data received by subjects on the basis of a law, gathering financial, administrative and other data and information necessary for realization of its competencies, preparation and submission of reports on suspicions of committed criminal acts of money laundering and financing of terrorism, issuing certificate to the subject to whom the transaction is temporarily interrupted and submission of proposal to determine temporary measures to the competent public prosecutor, etc.

Question 2

509. Establishing the balance between protection of public interest concerning the security of the state and citizens through applying measures and activities for countering and fight against terrorism and protection of basic rights and freedoms of citizens established by the constitution of Republic of Macedonia is the goal that modern democratic states are aiming for.

510. Most efficient measures for fulfilling that goal, especially in view of greater protection of human rights of citizens from possible overstepping of authorization of the intelligence and security services, would be, firstly, clear legal definition of the authorizations, i.e. measures that these services can apply, regulating the condition and procedure for their usage. On the other hand, the control over their activities by different subjects, and especially by highest legislation body through the special Commission, is the greatest warrantee to ensure respect of basic freedoms and rights of persons and citizens in contemporary conditions.

Question 3

511. The Security and Counter-Intelligence Administration and the Military Service for Security and Intelligence are competent both for realization of the preventive function and to implement the law.

512. The Intelligence Agency has preventive function and the Administration for prevention of Money Laundering and Financing of Terrorism has administrative character.

513. Starting from the significance which the Security and Counter-Intelligence Administration has in the security system of the Republic of Macedonia, and having in mind the specific function it performs, the supervision and control over the realization of its function it performs, the supervision and control over the realization of its activities are necessary mechanism to avoid the possibility of abuse of authorization vested in the Administration as a security service.

514. The control and supervision over the work of Security and Counter-Intelligence Administration and legitimacy in the realization of its functions are performed at several levels and by different subjects.

515. Firstly, through the Minister of Internal Affairs being a member of the Government of the Republic of Macedonia, the Government maintains insight and control over the work and undertaking of the measures and activities of the Administration in the regular performance of its functions.

516. The Parliament being the main stakeholder of the democratic supervision and control performs the same via an appropriate commission – Commission for supervision over the work of Security and Counter-Intelligence Administration and Intelligence Agency.

517. The Court as an independent body performs its control over the legitimacy of the work of the Administration through legally determined obligation in the application of special investigative measures and investigative activities in the criminal procedures, in which cases those can be used only with prior written order from the Court.

518. People's Ombudsman as a body protecting the freedoms and rights of the citizens when they become violated by the state bodies, also performs control over the work and activities of the Administration through the requirement for notification and undertaking measures for the cases when there is suspicion to believe that there has been violation of the rights and freedoms of the citizens or overstepping of authorization of the authorized personnel of the Administration.

519. The citizens of the Republic of Macedonia have a specific insight of the work of the Administration, through the legal obligations of the Ministry of Internal Affairs to inform the public for the issues in its competence, to give information, data and notifications on

issues falling within the scope of the work of the Ministry for which they are directly interested, of course with the necessary restrictions, having in mind the nature of the functions performed by the Administrations, and in this sense the respect of the legal provisions for keeping classified information.

Question 4

520. Legal framework for protection of personal data in Republic of Macedonia consists of the ratified Convention for protection of individuals from automatic procession of personal data, Additional Protocol to the Convention for protection of individuals from automatic procession of personal data connected with review bodies and cross-border transfer of data and the Law on protection of personal data ("Official Gazette of Republic of Macedonia" no.7/2005 and 103/2008).

Question 5

521. The Internal control over the work of the Security and Counterintelligence Administration of the Ministry is performed by a separate organizational unit of the Ministry - Sector for Internal Control and Professional Standards, which implements procedures for evaluating the legality of action undertaken by employees of the Ministry.

522. In view of the realization of the work, the employees of the Sector are acting on behalf and by order of the Minister of Interior. The Sector conducts proceedings based on data, information and knowledge independently gathered, upon claims submitted or presented by employees of the Ministry and based on complaints, appeals or statements of citizens concerning illegal and unprofessional treatment of employees in the Ministry and police, including the work of employees in the Security and Counterintelligence Administration, as well as upon an order of the Minister.

523. The Sector is competent to detect the occurrence of unlawful operation of the MoI personnel; abuse and overstepping of official and police authorisations, violation of the corpus of human rights and freedoms in the process of carrying out official duties, failure to comply with the prescribed standard processes and procedures in each segment of the work of the Ministry; appearing forms of corruption and corruptive behaviour of employees in the Ministry; violation of the Code of Police Ethics and the Code of Conduct.

Question 6

524. The adoption of the Law on Internal Affairs ("Official Gazette of the Republic of Macedonia" 92/2009) embeds as one of the types of external control over the work of the Ministry of Internal affairs, the control by the Parliament of Republic of Macedonia over the work of Directorate for Security and Counterintelligence. Although this institute isn't something new, it existed in the old Law on Internal Affairs, the adoption of the new law meant specification and extension of the authorizations of the Parliamentary Commission in reference to the overview and control over the Directorate for Security and Counterintelligence.

525. In that direction, according to the stipulations of the Law on Internal Affairs, the Directorate for Security and Counterintelligence is obliged to deliver to the "Commission for overview over the work of the Directorate for Security and Counterintelligence and Intelligence Agency" a Program and Report on its work and twice a year to notify the Commission about fulfillment of the activities specified in the Program of the work of the Directorate.

526. On the other hand, upon a request of the Commission, the Directorate is obliged to allow insight/ inspection and to provide all necessary notification, data and information from the sphere of activity of the Commission.

527. Having in mind the sensitivity of information and data that the Directorate is dealing with there is clear stipulation in the Law that these data, notifications and information are information with certain degree of classification which, according to the regulations for classified information, should be adequately protected. Members of the Parliament are obliged to protect the classified information that they learned about or they came across during or connected to the work in the Commission, and this obligation continues after the end of the function member of the Overview Commission or after the end of the mandate in the Parliament of R. Macedonia.

528. The Commission of the Parliament delivers the Report of its work to the Parliament at least once a year. The report from this Commission is classified information with degree of classification adequate to the degree of the classification of the report delivered by the Directorate.

529. Same stipulations concerning the authorizations of the Commission exist also in the Law on the Intelligence Agency (“Official Gazette of the Republic of Macedonia” no. 19/95) because of the fact that the same Commission does the overview over the work of both services Directorate for Security and Counterintelligence and Intelligence Agency.

Madagascar

Question 1

Réponse du Secrétariat d'Etat de la Gendarmerie Nationale

530. A Madagascar, les services qui mènent des opérations de renseignements de la lutte contre le terrorisme peuvent être catégorisés en deux parties :

- (a) Les services qui mènent des opérations de droit, en l'occurrence, le service de renseignements financiers(SAMIFIN)-Central Intelligence Service (CIS)- Cellule de Lutte Anti-Terrorisme (CLAT) auprès du Ministère de la Sécurité Intérieur et le Service de la Lutte contre le Terrorisme au sein de la Gendarmerie Nationale (SLT).
- (b) Les services qui mènent des opérations de fait (Service de douane-Service d'immigration-Les Autorités portuaires-Le Service de délivrance de passeport MIN INTER).

En ce qui concerne le Service de la lutte contre le Terrorisme au sein de la Gendarmerie Nationale (COM/DSR/SLT), il est institué par l'article 16 du Décret n° 20096865 DU 16 JUIN 2009 fixant l'organisation, le fonctionnement et les attributions du Secrétariat d'Etat chargé de la Gendarmerie Nationale et ceux du commandement de la Gendarmerie Nationale. Ce service a pour objet de coordonner et harmoniser les efforts de la Gendarmerie Nationale en matière de la prévention et de la lutte contre le terrorisme dans tous ses aspects ainsi que sur la mise en œuvre des instruments internationaux pertinents. A ce titre :

- Premièrement, il organise des collectes des données auprès des organismes, institutions, et départements internationaux et nationaux pour constituer une banque de données.
- Deuxièmement, il organise des contrôles des mouvements et des documents des investisseurs étrangers et nationaux suspects à Madagascar.
- Troisièmement, il organise les contrôles des mouvements et des documents des leaders d'opinion suspects à Madagascar.

Réponse du Central Intelligence Service

531. Selon les dispositions du Décret n° 2003-portant création de la DIRECTION GENERAL DU CENTRAL INTELLIGENCE SERVICE (DGCIS) et fixant ses missions et attributions, celle-ci est placée sous l'autorité du Président de la République. En sa qualité d'organisme de Renseignements, elle a pour vocation primaire de « rechercher, de collecter et d'exploiter tous les renseignements et les documentations susceptibles d'informer le Président de la République aux fins de fonder ses décisions pour la sauvegarde des intérêts supérieurs de la Nation » (article 2, alinéa premier).

532. En matière de lutte contre la Terrorisme, le CIS est habilité à procéder à des investigations judiciaires concernant « les associations de malfaiteurs en relation avec les activités terroristes et concernant les crimes et délits assimilés », conformément à l'article 2, alinéa 3 du Décret précité.

533. A cet égard, les officiers de Police et de la Gendarmerie Nationale, en Service au sein du CIS, disposent de la qualité d'Officiers de Police Judiciaire. Ils agissent conformément aux dispositions du Code de Procédure Pénale et sur la base des infractions prévues et réprimées par le Code pénal.

534. A ce titre, toutes les opérations de Police judiciaire sont menées sous la direction des magistrats du Parquet du Tribunal de Première Instance.

535. Par ailleurs, selon l'article 6 du Décret 2003-728, le CIS peut recourir à la réquisition des Forces Publiques compétentes dans l'exécution des missions assignées.

536. Le CIS agit également sous le couvert des Traités et Conventions internationales sur la lutte contre le Terrorisme, auxquelles Madagascar a été partie prenante et intégrés dans la Droits positif malagasy, après ratification de l'Assemblée Nationale.

Question 2*Réponse du Secrétariat d'Etat de la Gendarmerie Nationale*

537. D'abord il faut noter que par souci d'efficacité, en matière de la lutte contre le terrorisme, les actions d'intelligence et de police judiciaire sont séparées. Pour le cas de la Gendarmerie Nationale, le service de la lutte contre le terrorisme (COM/DSR/SLT) est une cellule d'analyse de renseignements. Si les renseignements tendent vers des actions positives en matière d'actes terroristes, il en rend compte aux échelons supérieurs et fait intervenir des services qualifiés pour les interventions.

538. Ensuite, il est de règle de protéger les sources comme il est stipulé par le devoir de discrétion professionnelle dans le décret régissant le service de la Gendarmerie Nationale.

539. Enfin, il faut respecter les libertés fondamentales durant l'exercice des renseignements. Le COM/DSR/SLT travaille toujours dans le domaine accessible aux publics, quant une suspicion embrasse le domaine privé, ce service demande le concours des services spécialisés.

Réponse du Central Intelligence Service

540. A Madagascar, les Droits et les Libertés Fondamentales du citoyen sont garantis par la Constitution de la République et leur violation expose son auteur à des poursuites judiciaires sous le chef « d'atteintes aux libertés constitutionnelles ».

541. Le CIS s'attache à respecter au sens strict les dispositions de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1945 et celles de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. Il est également astreint au respect des Conventions internationales prohibant le recours à la torture et les atteintes à la dignité humaine.

542. Dans le cadre de sa mission, l'agent du CIS est tenu au strict respect des textes de Loi en vigueur (Code de Procédure Pénale, Code Pénal, les textes spéciaux ...) et au respect

des principes généraux du Droit, dont notamment l'application de la règle selon laquelle « la liberté est le principe, la détention est l'exception » en matière d'ouverture d'enquêtes judiciaires et celle de la présomption d'innocence.

Question 3

Réponse du Secrétariat d'Etat de la Gendarmerie Nationale

543. Le COM/DSR/SLT ne dispose pas de pouvoir de mise en œuvre de la loi.

Réponse du Central Intelligence Service

544. Dans le cadre d'une investigation, il est reconnu à l'Officier de Police Judiciaire (OPJ) la faculté de procéder à tous les actes d'opérations judiciaires et dont le formalisme les entourant est prévu par le Code de Procédure Pénale et auquel il est tenu de se conformer strictement, sans qu'aucun pouvoir exorbitant ne lui soit reconnu.

545. Les actes de procédure sont soumis à un double contrôle :

- Le contrôle hiérarchique exercé par les autorités dont relève l'agent concerné, lesquelles assurent un suivi technique des opérations en cours.
- Le contrôle judiciaire exercé par les magistrats du Parquet, lesquels sont les véritables directeurs des enquêtes en cours.

546. Par ailleurs, la liberté de la presse garantie à Madagascar par la Constitution et les textes législatifs en vigueur, constitue un garde-fou tendant à obvier la survenance de dérapage ou de bavure dans les opérations judiciaires de l'art d'un OPJ.

Question 4

Réponse du Secrétariat d'Etat de la Gendarmerie Nationale

547. D'abord à l'échelon national, les services qui évoluent dans les renseignements anti-terroristes sont institués par décret prises en conseil des ministres et sur le plan international, ils agissent suivant des conventions bilatérales ou multilatérales en matière d'entraide judiciaire ou extradition, ou encore ils interviennent par le biais des organismes internationaux reconnus par les Nations Unies (Groupe EGMONT, INTERPOL etc.). Ensuite, tous les agents travaillant dans les services de renseignements antiterroristes à Madagascar sont tous assermentés (Agent de Police Judiciaire ou Officier de Police Judiciaire) et sont soumis aux obligations de réserve et de discrétion professionnelle.

Réponse du Central Intelligence Service

548. L'article Premier du Décret 2003-728 du 03 juillet 2003 stipule que la « DGCIS est placée sous l'autorité du Président de la République ». Ainsi, le CIS ne connaît d'autres interlocuteurs ni d'autres destinataires des notes de renseignements établies que le Président de la République.

549. Les notes de renseignements établies par le CIS sont revêtues du sceau de la confidentialité et tous les agents sont astreints à l'obligation de secret et de réserve, dont le moindre manquement expose l'auteur à des poursuites judiciaires, sans préjudice des sanctions administratives pour faute professionnelle lourde.

550. Dans la pratique, la confidentialité des notes établies est assurée par la compartimentation et la spécialisation des services.

551. Dans le cadre d'une enquête judiciaire, l'OPJ est tenu à l'obligation du secret de l'Instruction et du respect de la vie privée de l'individu.

552. Par ailleurs, en matière de lutte contre le terrorisme, le CIS ne peut passer outre des principes édictés par le Droit International Privé, concernant les ressortissants des pays étrangers résidents à Madagascar et du principe de la Territorialité des mesures de Police.

Question 5*Réponse du Secrétariat d'Etat de la Gendarmerie Nationale*

553. Au niveau de Ministère de la justice est instituée une commission pour la chaîne pénale constituée par des représentants des différents départements ministériels. Sous la coupe d'un magistrat, cette commission est chargée de mener les enquêtes suite aux plaintes des personnes sur les agissements des agents de l'Etat notamment des forces de l'ordre, y compris les agents des services de renseignements.

Réponse du Central Intelligence Service

554. Les personnes formulant des griefs à reprocher à l'endroit du CIS peuvent épuiser les voies de recours prévues par la Législation en vigueur.

555. Elles peuvent entreprendre un recours gracieux auprès des autorités hiérarchiques au sein du CIS, lesquelles se réserveraient la droit d'appréciation des griefs formulés et d'intenter une action récursoire contre l'agent fautif, le cas échéant.

556. En cas de lésion de ses droits, le citoyen peut également saisir le Tribunal Administratif et intenter un recours pour annulation d'un acte pris ou un recours pour excès de pouvoir, en vue de prétendre à une réparation du préjudice subi.

557. Si l'infraction commise relève du droit commun, l'intéressé peut porter l'affaire devant le tribunal judiciaire.

Question 6*Réponse du Secrétariat d'Etat de la Gendarmerie Nationale*

558. En dehors du Haut Commissariat aux droits de l'Homme des Nations Unies (HCDH) et de l'ONU DC, Madagascar n'est soumis à aucun contrôle des institutions étrangères dans le domaine de renseignements relatifs à la lutte antiterroriste. Sur le plan national, des sociétés civiles entre autres la « justice et paix » sont à l'affut sur l'application des droits de l'homme par les agents de force de l'ordre, y compris les agents des services de renseignement antiterroriste. Elles saisissent directement les responsables hiérarchiques du service défaillant pour formuler leurs doléances suivant les informations qu'elles ont reçu directement des victimes, et d'autre part elles peuvent adresser des correspondances aux organismes internationaux auxquels elles sont affiliées.

Réponse du Central Intelligence Service

559. Le CIS reflète l'exercice de la Souveraineté Nationale l'émanation de la Raison d'Etat. A ce titre, il n'existe aucune Institution externe habilitée à exercer un quelconque contrôle à son endroit.

560. Néanmoins, il faudrait admettre que le CIS fait partie intégrante de la Présidence de la République.

561. A cet égard, il pourrait faire l'objet d'un contrôle « institutionnel » de la part de l'Assemblée Nationale, notamment dans le cadre du contrôle effectué sur la politique de l'Etat, conformément à l'esprit de l'équilibre des Pouvoirs.

Mexico**Question 1**

562. De conformidad con el artículo 19 de la Ley de Seguridad Nacional, el Centro de Investigación y Seguridad Nacional, tiene entre otras atribuciones, el operar tareas de inteligencia como parte del Sistema de Seguridad Nacional que contribuyan a preservar la

integridad, estabilidad y permanencia del Estado mexicano, a dar sustento a la gobernabilidad y a fortalecer el estado de derecho.

Question 2

563. El artículo 4 de la Ley de Seguridad Nacional, establece que la seguridad, se rige por los principios de legalidad, responsabilidad, respeto a los derechos fundamentales de protección a la persona humana y garantías individuales y sociales, confidencialidad, lealtad, transparencia, eficiencia, coordinación y cooperación.

Question 3

564. Personal del Centro de Investigaciones y Seguridad Nacional, no cuenta con atribuciones para realizar tales actos.

565. Por otra parte, el artículo 16 de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, establece que cualquier persona puede detener al indiciado en el momento en que esté cometiendo un delito o inmediatamente después de haberlo cometido, poniéndolo a disposición sin demora de la autoridad más cercana y ésta con la misma prontitud, a la del ministerio público.

566. Es decir, la facultad de detención la tiene cualquier persona, sea o no parte de alguna institución o cuerpo de inteligencia o de seguridad, ya que basta que se esté ante la comisión de un delito (flagrancia) o inmediatamente después de haber perpetrado el mismo (cuasi flagrancia), con la exigencia o control de tipo ejecutivo, de ponerlo a disposición de la autoridad responsable que en el caso se trata del agente del ministerio público.

567. Asimismo, el Código Penal Federal, en el título décimo “delitos cometidos por servidores públicos”, describe a quienes se les considera como tales y las penalidades que se les aplica.

Question 4

568. Los artículos 53, 54, y 55 de la Ley de Seguridad Nacional señalan lo siguiente.

569. **Artículo 53.-** Los servidores públicos que laboren en las instancias que integren el consejo o en el Centro, así como cualquier otro servidor público o cualquier persona que se le conceda acceso a la información relacionada con la seguridad nacional, deberán otorgar por escrito una promesa de confidencialidad que observan en todo tiempo, aun después de que hayan cesado en el cargo en razón de cual se les otorgo el acceso.

570. **Artículo 54.-** La persona que por algún motivo participe o tenga conocimiento de productos, fuentes, métodos, medidas u operaciones de inteligencia, registros o información derivados de las acciones previstas en la presente ley, debe abstenerse de difundirlo por cualquier medio y adoptar las medidas necesarias para evitar que lleguen a tener publicidad.

571. **Artículo 55.-** Corresponde al Centro definir las medidas de protección, destrucción, códigos de seguridad en las comunicaciones y demás aspectos necesarios para el resguardo de la información que se genere con motivo de los sistemas de coordinación en materia de seguridad nacional.

Question 5

572. La Ley Federal de Transparencia y Acceso a la Información Pública Gubernamental, señala lo siguiente.

573. **Artículo 1.-** La presente ley es de orden público y tiene como finalidad proveer lo necesario para garantizar el acceso a la información en posesión de los poderes de la Unión, los órganos constitucionales autónomos o con autonomía legal, y cualquier otra Entidad Federal.

574. **Artículo 20.-** Los sujetos obligados serán responsables de los datos personales y, en relación con estos deberán:

- Adoptar los procedimientos adecuados para recibir y responder las solicitudes de acceso y corrección de datos, así como capacitar a los servidores públicos y dar a conocer información sobre sus políticas en relación con la protección de tales datos, de conformidad con los lineamientos que al respecto establezca el Instituto o las instancias equivalentes previstas en el artículo 61;
- Tratar datos personales solo cuando estos sean adecuados, pertinentes y no excesivos en relación con los propósitos para los cuales se hayan obtenido.
- Poner a disposición de los individuos, a partir del momento en el cual se recaben datos personales, el documento en el que se establezcan los propósitos para su tratamiento, en términos de los lineamientos que establezca el instituto o la instancia equivalente a que se refiere el artículo 61.

Question 6

575. De conformidad con la Ley de Seguridad Nacional, en México no existe fundamento para que instituciones externas pudieran ejercer la función de contralor sobre las agencias de investigación.

Norway

Question 1

576. Preventing and combating terrorist acts domestically is the responsibility of the police. The Police Security Service (PST) holds a dominant position in this respect. PST is the national security service and the domestic intelligence service, and is empowered with police- and prosecution authority. The Norwegian Intelligence Service (NIS), which is a national civil-military service organised in the military, deals with the external terrorist threat.

577. The Security Service is vested with powers to adopt preventive measures and to conduct investigation and prosecution. Statutory law, that is the Criminal Procedure Act and the Police Act, stipulates that the Service shall prevent and investigate threats against the integrity and security of the state. These include terrorism. There are a large number of methods available for the service such as clandestine search, room surveillance, interception of communication etc., all statutory regulated. PST conducts covert investigations. If the investigation is revealed or publicly known, it is normally transferred to the ordinary police and law enforcement agencies.

578. The Intelligence Service Act of 1998 and the Instructions to the Intelligence Service of 2001 enacts the legal framework for the NIS. The NIS shall collect, access and analyze information regarding Norwegian interests as related to foreign powers, organizations or individuals, and on the basis of such information develop analyses of threats and assessment of intelligence. These tasks include e.g. international terrorism. The legal framework states e.g. the rules of jurisdiction to conduct intelligence operations. It is important that the operations are within the tasks for the service. All collective methods are authorized and sanctioned by the Ministry of Defense. There are, however, limitations regarding the NIS's possibility to conduct operations against Norwegian citizens and organizations.

Question 2

579. Vital in order to ensure respect for human rights is the shared responsibility among the state powers. Systems of checks and balances must be established between the branches of state as a precaution against abuse of power.

580. The executive superior power exercises direct control, determines the budget, and sets general guidelines and priorities for the activities of the security and intelligence services. The legislative power provides for parliamentary oversight and control by passing laws that define and regulate the security and intelligence services as well as their special powers, and by granting the corresponding budgetary means. The judiciary power both monitors the use of special powers by the security and intelligence services and prosecutes wrong-doing by their employees. This comes in addition to the services internal control, stimulated and initiated by the functioning of the executive, legislative and judicial powers.

581. The rule of law is also a fundamental and indispensable element of democracy and respect for human rights. Only if security and intelligence agencies are established by law and derive their powers from the popularly elected legislative power they be said to enjoy legitimacy. Without such a framework there is no basis for distinguishing between actions taken on behalf of the state and those of law-breakers. National security should not be a pretext to abandon the commitment to the rule of law which characterizes democratic states, even in extreme situations.

Question 3

582. The PST has law enforcement powers. It is subject to internal control, executive control by the Ministry and control by the Parliamentary Oversight Committee. In addition, the Prosecution Authority supervises PST regarding criminal investigation and the judicial authorize its use of coercive measures.

Question 4

583. This topic is comprehensive regulated in statutory law. The operational implementation, legally and practically, is classified information. However these regulation deals with the obligation to observe secrecy, the protection of privacy, responsibility of treatment, purpose of the use of data, matter of necessity for information collection, the subject for collection, the category of information which may be collected, reasons to delete information, correction of information, exchange of information, record of events and more.

Questions 5 & 6

584. The only external body, who supervise the intelligence sector (except from the Offices of the Auditor General), is the Parliamentary Oversight Committee for the intelligence sector. The competence for the Committee is enacted in statutory law. The Committee is founded, and the members are elected by, the national assembly. The Committee is yet independent from the national assembly.

585. The Committee handles complaints from private individuals and organizations. Anyone who believes that the services have committed injustices can make a complaint to the Committee. All complaints that fall within the scope of supervision and to a certain degree are substantiated by facts are investigated. The investigation is partly carried out in writing, partly orally in the form of inspections and partly by checking archives and registers. Complaints to the Committee are dealt with in confidence but, when a complaint is investigated, the service concerned is informed. If the investigation reveals grounds for criticism, this is indicated in a written statement to the service concerned. These statements may be classified, dependent upon the content. The Committee has, however, no authority to instruct the services to take specific action concerning a matter, but may express its opinion and make recommendations. Statements to plaintiffs shall be unclassified. The

Committee decides to what extent unclassified statements or unclassified parts of statements shall be made public.

586. Even if no complaint has been submitted, the Committee may on its own initiative investigate matters or circumstances of interest to examine more closely in view of its supervisory capacity.

587. The Committee does also present an annual report on its activities to the national assembly. These reports shall be unclassified. If the Committee considers that the national assembly should receive classified information, the Committee shall bring this to the attention of to the national assembly. It is then for to the national assembly to decide whether to request the information.

588. The Committee has a broad right to inspect the services archives and registers and an equivalent right of access to their premises and installations. However regarding the NIS there are limitations in what the committee can inspect, this concerns sources, employees which will operate during occupation, and sensitive information received from foreign services. There are no restrictions when it comes to PST except for sources imposed by the Committee itself. The Committee may summon employees of the services and other public employees and private persons to give evidence orally to the Committee. This right does not include the ministries. The Committee may also require evidence to be taken in court. The Committee exercises supervision in two ways, by means of inspection and by investigating complaints and matters raised on its own initiative.

589. Much of the information the Committee receives is classified on the basis of national security interests. Such information cannot be disclosed by the Committee. In the case of complaints concerning surveillance activities by the Police Security Service, the Committee may as a general rule only inform as to whether or not the complaint gives grounds for criticism. The Committee may however request the consent of the service concerned or of the Ministry to provide a more detailed explanation in a specific matter if found to be particularly necessary.

Romania

Question 1

590. According to the legislation in force, the Romanian Intelligence Service (SRI) is the national authority with a specific mandate in the antiterrorist field, entitled to carry out informative and technical activities for preventing and combating terrorism.

591. Another important institution is the Ministry of Administration and Interior (MAI), which is responsible with information gathering activities in the antiterrorist field, through the General Directorate of Intelligence and Internal Protection (GDIIP).

592. SRI provides for the technical coordination of the National System for Preventing and Countering Terrorism (SNPCT) – including all the national institutions with prerogatives in this area – through the Operative Antiterrorist Coordination Center (that functions within the organizational chart of SRI).

593. In order to prevent and counter terrorist acts and similar deeds, the public authorities and institutions that are members of the SNPCT perform specific activities, either individually or in cooperation.

594. The ministries and the other public authorities and institutions that have prerogatives in the antiterrorist field have to notify SRI about any natural and legal persons suspected of having committed or in any way favored terrorist acts.

595. The main laws regulating the fight against terrorism are: Law 51/1991 regarding national security; Law 535/2004 on preventing and countering terrorism; Law 14/1992 on

the organization and functioning of the Romanian Intelligence Service; Law 15/2008 on the organization and functioning of the Ministry of Administration and Interior.

Question 2

596. In Romania, the human dignity, the rights and freedoms of the people are guaranteed by the Constitution.

597. Also, the law stipulates that the means employed to obtain the necessary information for protecting national security should not infringe upon people's rights and fundamental freedoms, their private life, honor or reputation and should not deprive them of their rights in an illegal manner.

598. Certain rights or individual freedoms can only be restricted in accordance with specific provisions of the law, in situations that such act is necessary for defending national security and public order.

599. Implementing such measures is only possible if approved by a designated judge, on the basis of a request filed by an intelligence service and endorsed by a public prosecutor.

600. Any measure to restrict individual rights or freedoms has to be proportionate with the situation that generated it and to be applied without discrimination.

Question 3

601. SRI and MAI have no law enforcement powers, do not carry out criminal investigations, cannot enforce measures for arrest and do not hold detention facilities.

602. In the case of an ongoing crime against national security, an attack of terrorist or other nature, SRI's officers can hold the suspect and turn him/her over to the competent judicial bodies along with a report and corpus delicti collected at the crime scene.

603. The activity of the intelligence services in the field of preventing and countering terrorism is controlled by internal structures and also by the Parliament, through the joint commission of the two Chambers.

Question 4

604. Law 677/2001 for protection of individuals regarding the processing data and free movement of such data regulates the storage, processing and protection of personal data.

605. The personal data collected by the intelligence services are given the appropriate protection, being treated as classified information.

606. All data obtained or used in the intelligence field, including personal data, can only be communicated to legal beneficiaries, with the approval of the heads of institutions competent in the field of national security, according to specific procedures.

607. A national system for protecting classified information was implemented in order to ensure adequate protection for existing data.

Question 5

608. According to the Constitution (article 21 and article 52), "Every person is entitled to bring cases before the courts for the defence of his legitimate rights, liberties and interests" and "Any person aggrieved in his/her legitimate rights or interests by a public authority, by means of an administrative act or by the failure of a public authority to solve his/her application within the lawful time limit, is entitled to the acknowledgement of his/her claimed right or legitimate interest, the annulment of the act and reparation for the damage."

609. People who claim that their rights or freedoms have been affected by intelligence services while making use of special means to obtain national security intelligence may file a complaint to the standing committees for national defense and public order of the two chambers of the Parliament.

610. Also, in the case of the Romanian Intelligence Service, such a complaint could be addressed to the joint parliamentary committee overseeing SRI's activities.

611. In such a situation, the commission analyzes and investigates, at the request of any of the standing committees for defence, public order and national safety of the two Chambers, the complaints filed by the persons who feel that their rights and freedoms have been affected by the measures used in collecting information related to national security. Moreover, the commission examines and provides solutions for any other complaints received in connection with any possible breach of law in the activity of the service.

Question 6

612. The activity of the intelligence services, including in the field of preventing and countering terrorism, is controlled by the Parliament, through the joint commission of the two Chambers.

613. Thus, the commission verifies if the abovementioned activity is in accordance with the Constitution and other laws in force, examines the cases where possible violations of the laws have been signaled and identifies measures to be implemented.

614. Also, it analyses the reports presented by the Director of the Romanian Intelligence Service to the Parliament and drafts its own report that is forwarded to the permanent offices of the two Chambers.

615. The commission also deals with the financial aspects of SRI's activity as it controls how the Service uses the funds received from the state budget.

616. In exercising its competencies, the commission can request reports, written explanations, documents, data and information that have to be provided by SRI, in due time, according to the law. The commission can also organize hearings in connection with the analyzed issues and SRI has to allow the hearing of any person indicated as such by the commission.

617. The commission presents, annually, in the common meeting of the two Chambers of the Parliament, a report concerning the activity carried out by the SRI. At the request of the permanent bodies of the two Chambers, or whenever it is necessary, the commission drafts and presents to the Parliament reports regarding the conclusions resulted from controlling the activity of the Romanian Intelligence Service.

Russian Federation

Question 1

618. Правовую основу общегосударственной системы противодействия терроризму составляют Конституция Российской Федерации, общепризнанные принципы и нормы международного права, международные договоры Российской Федерации, федеральные конституционные законы, федеральные законы, Стратегия национальной безопасности Российской Федерации до 2020 года, Концепция внешней политики Российской Федерации, Военная доктрина Российской Федерации, Концепция противодействия терроризму в Российской Федерации, а также другие нормативно-правовые акты Российской Федерации, направленные на совершенствование деятельности в данной области.

619. Концепция противодействия терроризму в Российской Федерации устанавливает, что субъектами противодействия терроризму являются уполномоченные органы государственной власти и органы местного самоуправления, в компетенцию которых входит проведение мероприятий по противодействию терроризму, негосударственные организации и объединения, а также граждане, оказывающие содействие органам государственной власти и органам местного самоуправления в осуществлении антитеррористических мероприятий.

620. Координацию деятельности по противодействию терроризму, организацию планирования применения сил и средств федеральных органов исполнительной власти и их территориальных органов по борьбе с терроризмом, а также управление контртеррористическими операциями обеспечивают Национальный антитеррористический комитет, Федеральный оперативный штаб, антитеррористические комиссии и оперативные штабы в субъектах Российской Федерации.

621. В соответствии с Федеральным законом от 06.03.2006 № 35-ФЗ «О противодействии терроризму» (далее - Закон) в целях пресечения и раскрытия террористического акта, обезвреживания террористов, обеспечения безопасности физических лиц, организаций и учреждений, минимизации последствий террористического акта и защиты жизненно важных интересов личности, общества и государства может проводиться контртеррористическая операция - комплекс специальных, оперативно-боевых, войсковых и иных мероприятий с применением боевой техники, оружия и специальных средств по пресечению террористического акта, обезвреживанию террористов, обеспечению безопасности физических лиц, организаций и учреждений, а также по минимизации последствий террористического акта.

622. Согласно ст.15 Закона пресечение террористического акта осуществляется силами и средствами органов федеральной службы безопасности, а также создаваемой по решению руководителя контртеррористической операции группировкой сил и средств. В их состав могут включаться подразделения, воинские части и соединения Вооруженных Сил Российской Федерации, подразделения федеральных органов исполнительной власти, ведающих вопросами безопасности, обороны, внутренних дел, юстиции, гражданской обороны, защиты населения и территорий от чрезвычайных ситуаций, а также других федеральных органов исполнительной власти и подразделения органов исполнительной власти субъектов Российской Федерации.

623. Основания и порядок проведения контртеррористических операций, а также применения указанных сил и средств урегулированы федеральными законами от 6 марта 2006 года № 35-ФЗ «О противодействии терроризму», от 3 апреля 1995 года № 40-ФЗ «О федеральной службе безопасности», от 6 февраля 1997 года № 27-ФЗ «О внутренних войсках Министерства внутренних дел Российской Федерации», Законом Российской Федерации от 18 апреля 1991 года № 1026-1 «О милиции», а также рядом других нормативно-правовых актов.

624. Порядок применения Вооруженными Силами Российской Федерации оружия и боевой техники для устранения угрозы или пресечения террористического акта регламентируются следующими положениями, утвержденными постановлением Правительства Российской Федерации от 6 июня 2007 года № 352 «О мерах по реализации Федерального закона «О противодействии терроризму»:

- Положение о применении оружия и боевой техники Вооруженными Силами Российской Федерации для устранения угрозы террористического акта в воздушной среде или пресечения такого террористического акта;

- Положение о применении оружия и боевой техники Вооруженными Силами Российской Федерации для устранения угрозы террористического акта во внутренних водах, в территориальном море, на континентальном шельфе Российской Федерации и при обеспечении безопасности национального морского судоходства, в том числе в подводной среде, или для пресечения такого террористического акта;
- Положение о применении Вооруженными Силами Российской Федерации оружия, боевой техники и специальных средств при участии в проведении контртеррористической операции.

Question 2

625. В ст. 2 Закона «О противодействии терроризму» закреплены принципы противодействия терроризму, основополагающими из которых являются обеспечение и защита основных прав и свобод человека и гражданина, а также соблюдение законности. В ранее действовавшем законодательстве о борьбе с терроризмом принцип обеспечения и защиты основных прав и свобод человека и гражданина отсутствовал. Закрепление его в указанной статье свидетельствует об усилении внимания органов государственной власти гарантиям обеспечения и защиты правы и свобод личности в Российской Федерации.

626. Эта защита состоит в принятии активных и действенных упреждающих и иных мер по защите от незаконных нарушений и ограничений прав, свобод и интересов человека, а равно в возмещении вреда, причиненного вследствие этих нарушений и ограничений, допущенных как в ходе террористической деятельности ее участниками, так и в процессе антитеррористической работы.

627. Террористический акт в соответствии со ст. 3 Закона является одной из наиболее опасных конкретных форм проявления терроризма. Решение задач по пресечению и раскрытию таких преступлений, минимизации их последствий и защиты жизненно важных интересов личности, общества и государства обуславливает необходимость законодательного определения временных ограничений и мер предупредительного характера, которые допустимо использовать при проведении контртеррористических операций. Совокупность этих требований и мер определена в Законе как правовой режим контртеррористической операции (КТО).

628. При этом следует учитывать, что в соответствии с законодательством Российской Федерации контртеррористическая операция проводится лишь в случае, если иными силами и способами пресечь террористический акт невозможно. Решение о введении правового режима КТО должно быть незамедлительно доведено до сведения населения через средства массовой информации и, прежде всего, до жителей территории, на которой введен правовой режим контртеррористической операции. Оно должно содержать не только определение территории (перечня объектов), в пределах которой (на которых) такой режим вводится, но и перечень конкретных предупредительных мер и временных ограничений, которые необходимо применять в период до окончания контртеррористической операции. После завершения операции решение о введении правового режима КТО подлежит незамедлительной отмене, о чем также должно быть проинформировано население.

629. Важно отметить, что введение специального правового режима КТО не является обязательным. Он может вводиться, если для проведения контртеррористической операции требуются значительные силы и средства, она охватывает территорию, на которой проживает значительное число людей, а главное - при наличии потребности в предусмотренных им ограничениях. Но если решение о введении режима КТО принято, то оно должно обязательно содержать, во-первых, определение территории, на которую данный режим распространяется, во-вторых,

время действия указанного специального режима, в-третьих, перечень конкретных применяемых мер и временных ограничений. Реализация этих условий позволяет исключить необоснованное ограничение прав и свобод граждан.

Question 3

630. В соответствии со ст. 9.1 Федерального закона от 03.04.1995 №40-ФЗ «О федеральной службе безопасности» органы по борьбе с терроризмом осуществляют свою деятельность в соответствии с законодательством об оперативно-розыскной деятельности, уголовным и уголовно-процессуальным законодательством, указанным Федеральным законом и другими нормативно-правовыми актами Российской Федерации. В рамках осуществления своей деятельности органы федеральной службы безопасности обладают полномочиями в области правоохранительной деятельности, в том числе по задержанию лиц, подозреваемых или обвиняемых в совершении преступлений, проведение обысков и иных процессуальных действий.

631. При этом полномочиями по осуществлению задержания, заключения под стражу, проведения обыска и иных следственных и процессуальных действий в рамках проведения контртеррористических операций наделены соответствующие должностные лица (орган дознания, дознаватель, следователь, руководитель следственного органа), а их осуществление возможно только по основаниям, предусмотренным Уголовно-процессуальным кодексом (УПК) Российской Федерации.

632. В соответствии со статьей 123 УПК любое решение уполномоченного должностного лица может быть обжаловано в прокуратуру или в судебном порядке.

633. В соответствии со статьей 11 Федерального закона «О противодействии терроризму» в целях пресечения и раскрытия террористического акта, минимизации его последствий и защиты жизненно важных интересов личности, общества и государства по решению уполномоченного должностного лица, принявшего решение о проведении контртеррористической операции (часть вторая статьи 12 Федерального закона), в пределах территории ее проведения может вводиться правовой режим контртеррористической операции на период ее проведения.

634. На территории (объектах), в пределах которой (на которых) введен правовой режим контртеррористической операции, в порядке, предусмотренном законодательством Российской Федерации, на период проведения контртеррористической операции допускается применение отдельных мер и временных ограничений, в том числе:

- проверка у физических лиц документов, удостоверяющих их личность, а в случае отсутствия таких документов - доставление указанных лиц в органы внутренних дел Российской Федерации (иные компетентные органы) для установления личности;
- беспрепятственное проникновение лиц, проводящих контртеррористическую операцию, в жилые и иные принадлежащие физическим лицам помещения и на принадлежащие им земельные участки, на территории и в помещения организаций независимо от формы собственности для осуществления мероприятий по борьбе с терроризмом.

635. Согласно ст. 23, 24 Федерального закона «О федеральной службе безопасности», контроль за деятельностью органов федеральной службы безопасности осуществляют Президент Российской Федерации, Федеральное Собрание Российской Федерации, Правительство Российской Федерации и судебные

органы в пределах полномочий, определяемых Конституцией Российской Федерации, федеральными конституционными законами и федеральными законами.

636. Депутаты (члены) Совета Федерации и депутаты Государственной Думы Федерального Собрания Российской Федерации в связи с осуществлением ими депутатской деятельности вправе получать сведения о деятельности органов федеральной службы безопасности в порядке, определяемом законодательством Российской Федерации.

637. Надзор за исполнением органами федеральной службы безопасности законов Российской Федерации осуществляют Генеральный прокурор Российской Федерации и уполномоченные им прокуроры. Предметом надзора является соблюдение Конституции Российской Федерации и исполнение законов, действующих на территории Российской Федерации, федеральными министерствами, государственными комитетами, службами и иными федеральными органами исполнительной власти, представительными (законодательными) и исполнительными государственными органами власти субъектов Российской Федерации, органами местного самоуправления, органами военного управления, органами контроля, их должностными лицами, а также органами управления и руководителями коммерческих и некоммерческих организаций.

Question 4

638. Федеральным законом от 19 декабря 2005 года №160-ФЗ Российская Федерация ратифицировала Конвенцию Совета Европы о защите физических лиц при автоматизированной обработке персональных данных, направленную на обеспечение на территории государств-участников соблюдения прав и основных свобод каждого человека и, в особенности, его права на неприкосновенность личной сферы в связи с автоматической обработкой касающихся его персональных данных.

639. В Российской Федерации правоотношения, связанные с обработкой персональных данных государственными и местными органами власти, юридическими и физическими лицами регулируются Федеральным законом от 27 июля 2006 года №152-ФЗ «О персональных данных».

640. Целью данного Закона является обеспечение защиты прав и свобод человека и гражданина при обработке его персональных данных, в том числе прав на неприкосновенность частной жизни, личную и семейную тайну.

641. В ст. 5 Федерального закона «О персональных данных» закреплены принципы обработки персональных данных, к которым относятся:

- законность целей и способов обработки персональных данных и добросовестность;
- соответствие целей обработки персональных данных целям, заранее определенным и заявленным при сборе персональных данных, а также полномочиям оператора;
- соответствие объема и характера обрабатываемых персональных данных, способов обработки персональных данных целям обработки персональных данных;
- достоверность персональных данных, их достаточность для целей обработки, недопустимость обработки персональных данных, избыточных по отношению к целям, заявленным при сборе персональных данных;
- недопустимость объединения созданных для несовместимых между собой целей баз данных информационных систем персональных данных.

642. Пунктом 1 статьи 4 Федерального закона «О персональных данных» определяется законодательная основа обработки персональных данных. Так, в частности, говорится, что законодательство Российской Федерации в области персональных данных основывается на Конституции Российской Федерации, международных договорах Российской Федерации и других определяющих случаи и особенности обработки персональных данных федеральных законах.

643. К таким актам, в том числе относятся:

- Закон Российской Федерации от 18 апреля 1991 г. № 1026-1 «О милиции»;
- Федеральный закон от 12 августа 1995 г. № 144-ФЗ «Об оперативно-розыскной деятельности»;
- Федеральный закон от 27 июля 2006 г. № 149-ФЗ «Об информации, информационных технологиях и о защите информации»;
- Федеральный закон от 3 декабря 2008 г. № 242-ФЗ «О государственной геномной регистрации в Российской Федерации»;
- Федеральный закон от 25 июля 1998 г. № 128-ФЗ «О государственной дактилоскопической регистрации в Российской Федерации».

644. В соответствии с подпунктом 5 пункта 9 Положения о Министерстве внутренних дел Российской Федерации МВД России в целях реализации своих полномочий имеет право формировать и вести федеральные учеты, базы данных оперативно-справочной, розыскной, криминалистической, статистической и иной информации, а также пользоваться в установленном порядке федеральными учетами, базами данных в этой области других федеральных органов исполнительной власти.

645. В соответствии со ст. 9.1 Федерального закона «О федеральной службе безопасности» проведение мероприятий по борьбе с терроризмом, ограничивающих права граждан на неприкосновенность жилища, тайну переписки, телефонных переговоров, почтовых, телеграфных и иных сообщений граждан, допускается только на основании постановления судьи и мотивированного ходатайства руководителя органа по борьбе с терроризмом или его заместителя.

646. Лица, виновные в нарушении требований Федерального закона «О персональных данных», несут гражданскую, уголовную, административную, дисциплинарную и иную предусмотренную законодательством Российской Федерации ответственность.

Question 5

647. Статья 33 Конституции Российской Федерации предоставляет гражданам Российской Федерации право обращаться лично, а также направлять индивидуальные и коллективные обращения в государственные и местные органы власти.

648. В соответствии со ст. 6 Федерального закона «О федеральной службе безопасности» государство гарантирует соблюдение прав и свобод человека и гражданина при осуществлении федеральной службой безопасности своей деятельности. Не допускается ограничение прав и свобод человека и гражданина, за исключением случаев, предусмотренных законодательством Российской Федерации.

649. Лицо, полагающее, что органами федеральной службы безопасности либо их должностными лицами нарушены его права и свободы, вправе обжаловать действия указанных органов и должностных лиц в вышестоящий орган федеральной службы безопасности, прокуратуру или суд.

650. Федеральным законом от 2 мая 2006 года №59-ФЗ «О порядке рассмотрения обращений граждан Российской Федерации» регулируются правоотношения, связанные с реализацией гражданином Российской Федерации закрепленного за ним в Конституции Российской Федерации права на обращение в государственные органы и органы местного самоуправления, а также устанавливается порядок рассмотрения обращений граждан государственными органами, органами местного самоуправления и должностными лицами.

651. Приказом ФСБ России от 22 января 2007 года №21 утверждена Инструкция об организации рассмотрения обращений граждан Российской Федерации в органах федеральной службы безопасности. Данная Инструкция определяет единый порядок приема, регистрации, рассмотрения письменных и устных обращений граждан Российской Федерации, проверки состояния работы с обращениями, контроля за их рассмотрением, анализа и обобщения содержащейся в обращениях информации, а также организацию приема граждан в органах федеральной службы безопасности.

652. Рассмотрение обращений является должностной обязанностью руководителей (начальников) органов безопасности или по их письменному поручению – других должностных лиц в пределах компетенции. Начальники несут личную ответственность за правильную организацию работы по рассмотрению обращений и приему граждан в органах безопасности.

653. Установленный Федеральным законом «О порядке рассмотрения обращений граждан Российской Федерации» порядок рассмотрения обращений граждан распространяется на все обращения граждан, за исключением тех, которые подлежат рассмотрению в ином порядке, установленном законодательством Российской Федерации.

654. Так, в рамках уголовного судопроизводства в соответствии со статьей 123 УПК действия (бездействие) и решения органа дознания, дознавателя, следователя, руководителя следственного органа, прокурора и суда могут быть обжалованы прокурору (руководителю следственного органа), а также в судебном порядке участниками уголовного судопроизводства, а также иными лицами в той части, в которой производимые процессуальные действия и принимаемые процессуальные решения затрагивают их интересы.

655. Порядок подачи и рассмотрения таких жалоб регламентируется главой 16 (Обжалование действий и решений суда и должностных лиц, осуществляющих уголовное судопроизводство) УПК.

656. Статьей 39 Закона Российской Федерации «О милиции» закрепляется право обжалования неправомερных действий сотрудников милиции, согласно которому гражданин, считающий, что действие либо бездействие сотрудника милиции привело к ущемлению его прав, свобод и законных интересов, вправе обжаловать это действие или бездействие вышестоящим органам или должностному лицу милиции, прокурору или в суд.

Question 6

657. В 2005 году в соответствии с Федеральным законом от 4 апреля 2005 года №32-ФЗ создана Общественная палата Российской Федерации, которая обеспечивает взаимодействие граждан Российской Федерации, общественных объединений с федеральными органами государственной власти, органами государственной власти субъектов Российской Федерации и органами местного самоуправления в целях учета потребностей и интересов граждан Российской Федерации, защиты прав и свобод граждан Российской Федерации и прав общественных объединений при формировании и реализации государственной политики в целях осуществления общественного контроля за деятельностью федеральных органов исполнительной власти, органов исполнительной власти субъектов Российской Федерации и органов

местного самоуправления, а также в целях содействия реализации государственной политики в области обеспечения прав человека в местах принудительного содержания. Одной из основных целей Общественной палаты является осуществление общественного контроля за деятельностью Правительства Российской Федерации, федеральных органов исполнительной власти, в том числе ФСБ России, органов исполнительной власти субъектов Российской Федерации и органов местного самоуправления, а также за соблюдением свободы слова в СМИ.

658. В соответствии со ст. 24 указанного Закона федеральные органы государственной власти, органы государственной власти субъектов Российской Федерации, органы местного самоуправления, государственные и муниципальные организации, иные организации обязаны предоставлять по запросам Общественной палаты необходимые ей для исполнения своих полномочий сведения, в том числе в виде документов и материалов, за исключением сведений, которые составляют государственную и иную охраняемую федеральным законом тайну. Согласно ст. 22 данного Закона Общественная палата ежегодно публикует доклад о состоянии гражданского общества в Российской Федерации.

659. Приказом ФСБ России от 12 мая 2007 года №235 создан общественный совет при Федеральной службе безопасности Российской Федерации, который осуществляет общественный контроль за деятельностью органов безопасности в части, касающейся соблюдения органами безопасности конституционных прав и свобод граждан Российской Федерации. К настоящему моменту проведено 12 заседаний Общественного совета, который зарекомендовал себя как действенный механизм развития взаимодействия органов безопасности с общественными объединениями, научными организациями и гражданами Российской Федерации в области обеспечения национальной безопасности, защиты прав и свобод граждан Российской Федерации.

660. В целях обеспечения верховенства закона, единства и укрепления законности, защиты прав и свобод человека и гражданина, а также охраняемых законом интересов общества и государства в соответствии с Федеральным законом от 17 января 1992 г. № 2202-1 «О прокуратуре Российской Федерации» прокуратура Российской Федерации осуществляет от имени Российской Федерации надзор за соблюдением Конституции Российской Федерации и исполнением законов, действующих на территории Российской Федерации.

661. Органы прокуратуры осуществляют полномочия независимо от федеральных органов государственной власти, органов государственной власти субъектов Российской Федерации, органов местного самоуправления, общественных объединений и в строгом соответствии с действующими на территории Российской Федерации законами, а также информируют федеральные органы государственной власти, органы государственной власти субъектов Российской Федерации, органы местного самоуправления, а также население о состоянии законности.

662. Воздействие в какой-либо форме федеральных органов государственной власти, органов государственной власти субъектов Российской Федерации, органов местного самоуправления, общественных объединений, средств массовой информации, их представителей, а также должностных лиц на прокурора или следователя с целью повлиять на принимаемое им решение или воспрепятствование в какой-либо форме его деятельности влечет за собой установленную законом ответственность.

663. На основании Федерального конституционного закона от 26 февраля 1997 г. № 1-ФКЗ «Об Уполномоченном по правам человека в Российской Федерации» на решения или действия (бездействия) государственных органов, органов местного самоуправления, должностных лиц, государственных служащих может быть подана жалоба Уполномоченному по правам человека в Российской Федерации, если ранее

заявитель обжаловал эти решения или действия (бездействие) в судебном либо административном порядке, но не согласен с решениями, принятыми по его жалобе.

664. По результатам рассмотрения жалобы Уполномоченный по правам человека в Российской Федерации вправе:

- обратиться в суд с заявлением в защиту прав и свобод, нарушенных решениями или действиями (бездействием) государственного органа, органа местного самоуправления или должностного лица, а также лично либо через своего представителя участвовать в процессе в установленных законом формах;
- обратиться в компетентные государственные органы с ходатайством о возбуждении дисциплинарного или административного производства либо уголовного дела в отношении должностного лица, в решениях или действиях (бездействии) которого усматриваются нарушения прав и свобод человека и гражданина;
- обратиться в суд или прокуратуру с ходатайством о проверке вступившего в законную силу решения, приговора суда, определения или постановления суда либо постановления судьи;
- изложить свои доводы должностному лицу, которое вправе вносить протесты, а также присутствовать при судебном рассмотрении дела в порядке надзора;
- обращаться в Конституционный Суд Российской Федерации с жалобой на нарушение конституционных прав и свобод граждан законом, примененным или подлежащим применению в конкретном деле.

665. В соответствии со статьей 33 Федерального конституционного закона «Об Уполномоченном по правам человека в Российской Федерации» Уполномоченный по правам человека в Российской Федерации ежегодно направляет доклад о своей деятельности Президенту Российской Федерации, в Совет Федерации и Государственную Думу, Правительство Российской Федерации, Конституционный Суд Российской Федерации, Верховный Суд Российской Федерации, Высший Арбитражный Суд Российской Федерации и Генеральному прокурору Российской Федерации.

666. Ежегодные доклады Уполномоченного по правам человека в Российской Федерации подлежат обязательному официальному опубликованию в «Российской газете», специальные доклады по отдельным вопросам могут быть опубликованы по решению Уполномоченного в «Российской газете» и в других изданиях.

667. В соответствии с Европейской конвенцией по предупреждению пыток и бесчеловечного или унижающего достоинство обращения или наказания Европейский комитет по предупреждению пыток и бесчеловечного или унижающего достоинство обращения или наказания (далее - ЕКПП) посредством посещений мест изоляции от общества, находящихся в подчинении органов исполнительной власти. Изучает обращение с лицами, лишенными свободы, с целью, если это необходимо, защиты от пыток и бесчеловечного или унижающего достоинство обращения или наказания.

668. В уголовно-исполнительной системе членам делегации ЕКПП разрешается посещение любого учреждения, в котором содержатся лица, подозреваемые и обвиняемые в совершении преступлений, и осужденные к Лишению свободы, включая право передвижения внутри такого учреждения без ограничений.

669. Членам делегации ЕКПП предоставляется полная информация об указанных учреждениях, им разрешается беседовать наедине с лицами, подозреваемыми и обвиняемыми в совершении преступлений, и осужденными к лишению свободы, а

также вступать в контакт с любым лицом в целях получения интересующей информации.

670. По итогам каждого визита ЕКПП представляет Совету Европы доклад о выявленных нарушениях прав человека в местах изоляции от общества с рекомендациями по их устранению. В эти доклады ЕКПП должен включать комментарии Российской Федерации о соответствии действительности тех или иных утверждений членов делегаций ЕКПП и отчеты о выполнении их рекомендаций.

671. Информация, содержащаяся в докладах ЕКПП, является конфиденциальной и может быть опубликована только при согласии Российской Федерации. В настоящее время Российская Федерация против публикации таких докладов ЕКПП.

Switzerland

Question 1

672. Avant le 1er janvier 2010, les activités de renseignement en Suisse étaient assurées par deux institutions : le **Service de renseignement stratégique** (SRS), rattaché au Département de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) et le **Service d'analyse et de prévention** (SAP), constitué, jusqu'au 31 décembre 2008, en tant qu'unité organisationnelle à l'intérieur de l'Office fédéral de la police (fedpol) du Département fédéral de justice et police (DFJP) et à partir du 1er janvier 2009 également rattaché au DDPS.

673. Le SRS avait essentiellement pour tâche de rechercher et d'évaluer des **informations sur l'étranger** importantes en matière de politique et de sécurité, conformément aux dispositions de l'ancien art. 99 de la loi fédérale du 3 février 1995 sur l'armée et l'administration militaire (LAAM ; RS²² 10.10).

674. Les activités de renseignement dévolues au SAP reposaient sur les dispositions de la loi fédérale du 21 mars 1997 instituant des mesures visant au maintien de la **sûreté intérieure** (LMSI ; RS 120). Elles portaient en particulier sur la détection précoce et la lutte contre les dangers liés au terrorisme, au service de renseignement prohibé, à l'extrémisme violent, au commerce illicite d'armes et de substances radioactives ainsi qu'au transfert illégal de technologie.

675. En observant la nature des missions qui leur était confiées ainsi que la définition légale de leurs domaines de compétences, les autorités suisses avaient constaté que les champs d'activité du SRS et du SAP se chevauchaient ; elles estimaient que, d'une part, il n'était pas toujours possible d'opérer une distinction claire entre sécurité extérieure et sécurité intérieure et, d'autre part, l'exécution de certaines missions du SRS pouvait nécessiter des activités à l'intérieur du pays, tandis que le SAP, pour mener à bien les siennes, dépendait souvent de contacts extérieurs. Il est donc apparu que la collaboration entre ces deux services constituait une condition sine qua non pour leur efficacité ainsi que pour le succès de leurs opérations.

676. Dans le cadre de sa haute surveillance sur les services de renseignement et la protection de l'Etat, la **Délégation des Commissions de gestion (DélCdG)**²³ du Parlement

²² Recueil systématique du droit fédéral. Il contient les actes législatifs, les décisions et traités internationaux, les accords intercantonaux qui sont en vigueur en Suisse. Tout acte législatif peut être consulté au site : <http://www.admin.ch/ch/f/rs/rs.html>.

²³ La DélCdG est un organe permanent commun aux deux Commissions de gestion des Chambres fédérales. Tous les partis gouvernementaux, de même qu'un parti non gouvernemental, y sont représentés. La Délégation des Commissions de gestion exerce de manière autonome la haute surveillance sur les activités relevant de la sécurité de l'Etat et du renseignement.

avait alerté le Conseil fédéral, de même que les départements concernés, sur les lacunes dans la collaboration entre les deux services. La délégation a donc exigé que lesdits services soient subordonnés à un seul et unique département, et placés le plus rapidement possible sous une direction commune.

677. Au 1er janvier 2010, la loi fédérale sur le renseignement civil (LFRC ; RS 121) est entrée en vigueur. Depuis cette date, le SAP et le SRS forment un nouvel office fédéral appelé **Service de renseignement de la Confédération (SRC)**. La création du SRC a rendu nécessaire un certain nombre d'adaptations de la LMSI et de la LAAM. A l'heure actuelle, les activités du SRC sont réglées notamment par ces actes législatifs :

- loi fédérale sur le renseignement civil (LFRC ; RS 121),
- ordonnance sur le Service de renseignement de la Confédération (OSRC ; RS 121.1),
- loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure (LMSI ; RS 120),
- loi fédérale sur la protection des données (LPD ; RS 235.1).

Question 2

678. Le SRC n'est pas une autorité judiciaire ou policière. Il ne peut pas mener des enquêtes dans le domaine d'une procédure pénale, ses tâches se limitant à la recherche et à l'évaluation de renseignements. Il n'a donc pas le pouvoir d'arrêter une personne ou de procéder à une perquisition. Lorsqu'il parvient à recueillir d'importants renseignements, notamment dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, **il doit les fournir aux autorités compétentes de police et de poursuite pénale**. Dès lors, les seuls droits et libertés fondamentaux qui pourraient être affectés par les activités du SRC relèvent de la protection de la sphère privée. En effet, le SRC peut rechercher des informations à l'insu de la personne concernée. Les conditions pour le traitement de toutes les données sensibles sont régies par la loi, de cette manière le principe de la base légale est respecté.

679. En vertu de l'art. 18 LMSI, toute personne peut demander au **Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence** qu'il vérifie si des données la concernant sont traitées conformément au droit dans le système d'information du SRC. Le Préposé fédéral communique au requérant une réponse au libellé toujours identique selon laquelle aucune donnée le concernant n'a été traitée illégalement ou que, dans le cas d'une éventuelle erreur dans le traitement des données, il a adressé au SRC la recommandation d'y remédier. Cette communication **n'est pas sujette à recours**. Néanmoins, la personne concernée peut demander que le président de la cour du Tribunal administratif fédéral qui est compétente en matière de protection des données examine la communication du Préposé fédéral ou l'exécution de la recommandation qu'il a émise. Le président communique à la personne concernée une réponse au libellé toujours identique selon laquelle l'examen a eu lieu conformément au sens de la requête. Si ce n'est pas le cas, **à titre exceptionnel**, en vertu des dispositions de la LPD, le Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence peut fournir de manière appropriée des renseignements aux personnes qui en font la demande, pour autant que cela ne constitue pas une menace pour la sûreté intérieure ou extérieure et qu'il n'existe pas d'autre moyen pour empêcher que ces personnes soient lésées gravement et de manière irréparable.

680. Le SRC est soumis à un contrôle parlementaire et à un autre de nature administrative. Le **contrôle administratif** est assuré par le Conseil fédéral (le pouvoir exécutif) (art. 26 LMSI). Il doit veiller à ce que la légalité, l'opportunité et l'efficacité de l'activité du SRC soient contrôlées. Le DDPS établit un plan de contrôle annuel qu'il coordonne avec les contrôles parlementaires.

681. Le **contrôle parlementaire** est assuré par la DélCdG [art. 53 al. 2 de la loi sur l'Assemblée fédérale (LParl ; RS 171.10) et art. 25 LMSI]. Cette Délégation exerce son mandat de contrôle en continu. Elle vérifie les activités du SRC sous l'angle de la légalité, de l'opportunité et de l'efficacité, mais également sur le rendement et la pertinence des activités du Gouvernement et de l'administration. Elle est informée spontanément et immédiatement par les départements concernés des événements susceptibles de représenter une menace grave pour la sécurité intérieure ou extérieure. De plus, elle est habilitée à interroger directement toute autorité, tout service ou tout autre organe assumant des tâches pour le compte de la Confédération et peut exiger de ces derniers tous les renseignements et documents dont elle a besoin. Dans la mesure où l'exercice de ses attributions en matière de haute surveillance l'exige, elle peut également demander à des personnes ou des services extérieurs à l'administration fédérale de lui fournir des renseignements ou documents. Le droit à l'information ne souffre aucune exception : la DélCdG a accès à toutes les informations dont elle a besoin pour exercer ses attributions. Elle a notamment accès aux documents sur lesquels le Conseil fédéral s'est directement fondé pour prendre une décision ou qui doivent rester secrets pour des raisons relevant de la sécurité de l'Etat ou du renseignement ; elle peut entendre des personnes non seulement en qualité de tiers appelés à fournir des renseignements, mais aussi en tant que témoins. La DélCdG fait régulièrement rapport aux Commissions de gestion, aux Chambres fédérales et au public sur la gestion du Conseil fédéral, de l'administration fédérale et des autres organes auxquels sont confiés des tâches de la Confédération, dans les domaines relevant de la sécurité de l'Etat et du renseignement. Elle propose en règle générale aux Commissions de gestion de publier les résultats de ses inspections, pour autant qu'aucun intérêt prépondérant ne s'y oppose, elle s'engage à mener une politique d'information active, adaptée aux circonstances, qui évite toute rumeur ou spéculation. Sauf décision contraire, son président est seul compétent en matière d'information. En outre, elle informe sur ses activités dans le cadre du rapport annuel des Commissions de gestion.

Question 3

682. Voir réponse à la question n° 2.

Question 4

683. Comme nous l'avons mentionné plus haut, l'art. 18 LMSI stipule que toute personne peut s'adresser au **Préposé fédéral à la protection de données et à la transparence** pour qu'il vérifie si des données la concernant sont traitées conformément au droit. Celui-ci surveille l'application de la loi par les organes fédéraux et conseille les personnes privées. Il a la compétence d'effectuer des enquêtes et peut émettre des recommandations. Les tâches du Préposé sont décrites aux art. 27 ss. de la **loi fédérale sur la protection des données** (LPD ; RS 235.1).

684. La LPD fixe les principes à respecter lors du traitement de données personnelles. Elle prescrit en particulier que toute collecte de données personnelles ne peut être entreprise que d'une manière licite, que leur traitement doit être effectué conformément aux principes de la bonne foi et de la proportionnalité et que les données personnelles ne doivent être traitées que dans le but qui est indiqué lors de la collecte, qui **est prévu par une loi** ou qui ressort des circonstances. La personne ou l'organe qui traite des données personnelles doit en outre s'assurer qu'elles sont correctes.

685. La LPD régit aussi le traitement de données personnelles par des **organes fédéraux**. Les organes fédéraux ne sont en droit de traiter des données personnelles que s'il existe une **base légale**. La communication de données personnelles à des tiers est en outre subordonnée à l'existence d'une base juridique.

686. La Suisse a ratifié la **Convention du Conseil de l'Europe** du 28 janvier 1981 **pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel** et le **Protocole additionnel** du 8 novembre 2001 à la Convention

pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données.

687. La Convention s'applique à tous les fichiers et traitements automatisés de données personnelles dans les secteurs public et privé, pour autant que ces données concernent des personnes physiques identifiées ou identifiables. Elle définit les principes de base de la protection des données que les Etats parties doivent concrétiser dans leur ordre juridique interne. Elle exclut en principe les entraves aux flux transfrontières de données entre les Etats parties, elle règle la coopération entre Etats pour la mise en œuvre de la Convention, en particulier l'assistance qu'un Etat partie doit prêter aux personnes concernées ayant leur résidence à l'étranger. Enfin, elle met en place un Comité consultatif chargé en particulier de faciliter et d'améliorer son application.

Question 5

688. Voir réponse à la question n° 2.

Question 6

689. La Délégation des Commissions de gestion informe sur ses activités dans le cadre d'un rapport annuel : <http://www.parlament.ch/f/dokumentation/berichte/berichte-delegationen/berichte-der-geschaeftspruefungsdelegation/pages/default.aspx>.

690. Voir en outre la réponse à la question n° 2.

Syrian Arab Republic

691. The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other international Organizations in Geneva presents its compliments to the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR) and with reference to the verbal notes n°: GVA 0233 dated 12/3/2010 and GVA 281 dated 29/3/2010 regarding the study the Special Rapporteur intends to prepare in conformity with HRC resolution 10/15, has the honour to refer to the verbal note n°23 dated 21/10/2009 containing the position of the Syrian Arab Republic on the matter of protecting Human Rights while countering terrorism, and would kindly request the Special Rapporteur to use the information contained in that verbal note as the contribution of the Syrian Arab Republic to the study the Special Rapporteur is preparing in conformity with HRC resolution 10/15.

692. We would also like to remind the Special Rapporteur of our verbal note n° 20/10 dated 12/1/2010 which refers to the failure to use the information provided by the Syrian Arab Republic in the verbal note n°23 dated 21/10/2009 in any document prepared by the Special Rapporteur. We look forward to overcoming this shortcoming while preparing this study on the compilation of good practices on legal institutional framework and measures that ensure respect for human rights by intelligence agencies while countering terrorism, by including the information provided in the verbal note n° 23 above to this study as the contribution of the Syrian Arab Republic.

693. The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva presents its compliments to the Special Rapporteur on the Promotion and Protection of Human Rights while Countering Terrorism, and with reference to his letter dated 23 December 2009, signed together with three other Special Rapporteurs, on the proposed thematic study on 'Secret Detention Centres' for presentation during the 13th session of the Human Rights Council, the Mission of the Syrian Arab Republic reiterates the commitment of the Syrian Arab Republic to protecting and promoting all human rights for all, including in cases of combating terrorism, and its full cooperation with all mandate holders.

694. Furthermore the mission would kindly refer the Special Rapporteur to the missions verbal note number 23 dated 21 October 2009, in which the Syrian Arab Republic acted in good faith and presented answers to the questionnaire dated 16/4/2009 in an effort to enrich the study, with the understanding that this study is conducted in conformity with HRC resolution 10115, and in particular op-12 which mandated the Special Rapporteur 'to prepare, working in consultation with states and other relevant stakeholders, a compilation of good practices on legal and institutional frameworks and measures that ensure respect for human rights by intelligence agencies while countering terrorism'.

695. This was not reflected in the letter the mission received on 23 December 2009, attached to which were excerpts of the report relevant to the Syrian Arab Republic. The excerpts didn't contain the answers of the Syrian Arab Republic provided for in the letter dated 21/10/2009. Also they demonstrate a deviation from the mandate given to the Special Rapporteur by the above mentioned HRC resolution, and resolution 5/2 relative to the code of conduct of special procedures.

696. Accordingly, the mission of the Syrian Arab Republic awaits the opportunity to interact with the Special Rapporteur in the framework of preparing the report on the mandated compilation of good practices in compliance with HRC resolutions S/2 and 10/15.

697. العربية السورية لدى مكتب الأمم المتحدة والمنظمات الدولية الأخرى في جنيف أطيب تهدي بعثة الجمهورية تحياتها إلى المفوضية السامية لحقوق الإنسان – المقرر الخاص بحماية حقوق الإنسان والحريات الأساسية عند مكافحة الإرهاب، المقرر الخاص المعني بالتعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية، وغير الإنسانية، رئيس – مقرر الفريق العامل المعني بالاعتقال التعسفي، رئيس-مقرر الفريق العامل بالاختفاء القسري وبالإشارة إلى رسالة تاريخ 2009/4/16 حول الدراسة التي يعدها السادة المقررون الخاصون بشأن GVA 0379 المفوضية رقم الممارسات الخاصة بالمعتقلات السرية في إطار جهود مكافحة الإرهاب الحديثة، تتشرف بإيداع المفوضية المعلومات التالية الواردة من السلطات المعنية في الجمهورية العربية السورية:

698. إن الجمهورية العربية السورية عانت منذ سنين طويلة من النشاط الإرهابي الذي تمارسه مجموعات إرهابية مختلفة والذي سقط بسببه الكثير من المواطنين الأبرياء، وإزاء ذلك قامت السلطات السورية المختصة بملاحقة أفراد تلك المجموعات وتوقيفهم في سجون مغلقة ومعروفة للجميع، تتمتع بكل الشروط المطلوبة والمتعارف عليها دولياً في معاملة السجناء، وبعد تنظيم الضبوط الأصولية بحقهم تتم إحالتهم إلى الجهات القضائية المختصة لمحاكمتهم وفقاً للقواعد والأسس القانونية والإجراءات القضائية المتبعة في سورية، والتي تتوافق مع المعايير والمواثيق الدولية. وتتم إجراءات المحاكمة في جميع الحالات بصورة علنية بحضور محامو الدفاع وأقارب الموقوفين ونشطاء حقوق الإنسان والدبلوماسيون الأجانب، ويتم أحياناً نشر اعترافاتهم عبر وسائل الإعلام. ولا توجد لدينا في سورية سجون سرية، وكل أماكن التوقيف علنية ومعروفة. كما لا توجد حالات اختفاء قسري، حيث لا يتم اعتقال أي شخص دون إعلام الجهات المختصة عنه.

699. لم يسبق أن تم السماح لجهات أمنية من دول أخرى بإقامة معتقلات سرية على أراضي الجمهورية العربية السورية، ونوضح بأن السلطات السورية المختصة قامت بتوقيف عدد من الأشخاص غير السوريين على أراضيها بناء على إعلام وطلب من دول أخرى. وأعلمت تلك الدول عن توقيفهم ومكانهم والأساس القانوني الذي اعتمدت في ذلك، كما تم إعلام تلك الدول بالإجراء الذي تم اتخاذه بحقهم سواء أكان الإحالة إلى القضاء أو ترحيل خارج الأراضي السورية. ويقوم فرع الإنتربول في إدارة الأمن الجنائي التابع لوزارة الداخلية السورية بالتعاون مع مكاتب الإنتربول العربية والدولية من أجل تنسيق المعلومات حول المشتبه بقيامهم بأعمال إرهابية وغيرها.

700. لا تتوفر لدينا أي خبرة في مجال المعتقلات السرية والأدوات والوسائل المستخدمة فيها، ومعلوماتنا حول تلك المعتقلات تقتصر على ما تتناوله وسائل الإعلام المختلفة.

701. وتنتهز بعثة الجمهورية العربية السورية هذه المناسبة لتعرب للمفوضية العليا لحقوق الإنسان عن فائق اعتبارها وتقديرها.

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Question 1

702. The Security Service, the Secret Intelligence Service (SIS) and Government Communications Headquarters (GCHQ) are the main public institutions that conduct secret

intelligence related operations in the context of countering terrorism. These institutions operate within a strict statutory framework. The legal frameworks that govern their activities are explained below. Branches of the police, HM Revenue and Customs, and the Serious Organised Crime Agency also collect intelligence for law enforcement activities including terrorism-related crime.

703. The Security Service Act (SSA) 1989 defines the Security Service's function as: acting in the protection of national security; and safeguarding the economic wellbeing of the UK against threats originating outside the British islands. The Act places the Security Service under the authority of the Secretary of State (by convention the Home Secretary), who answers in Parliament for the Service.

704. The Intelligence Services Act (ISA) 1994 defines the Secret Intelligence Service's function as: acting to obtain and provide information relating to the actions and intentions of persons outside the UK in the interests of national security, economic wellbeing of the UK and in support and prevention or detection of serious crime. The ISA also defines GCHQ's functions as to monitor or interfere with electromagnetic, acoustic and other emissions in the interests of national security, particularly defence and foreign policy, in the interests of economic wellbeing of the UK and in support of the prevention or detection of serious crime. Warrants under the ISA for interference with property or wireless telegraphy are only granted where they are considered necessary and proportionate. The Foreign Secretary has Ministerial responsibility for SIS and GCHQ.

705. Both the Security Services Act and Intelligence Services Act dictate that the intelligence and security agencies do not obtain information except as necessary for the proper discharge of their functions. There is also a legal duty to prevent the intelligence and security agencies from taking any action to further the interests of a UK political party.

706. The Regulation of Investigatory Powers Act (RIPA) 2000 ensures that investigatory powers, such as the interceptions of communications, intrusive surveillance, covert surveillance and covert human surveillance, are subject to safeguards which aim to ensure compatibility with the UK's obligations under the European Convention on Human Rights. RIPA clearly covers the remit of powers, i.e. the purpose that investigatory powers are exercised, which authorities can make use of them and the use which can be made of material obtained. Warrants and authorisations for the exercise of powers under this Act are only issued if it is both necessary and proportionate to do so. There are rigorous internal procedures for this, which includes sign off by a senior official for any applications to use RIPA powers and Ministerial sign off for the most intrusive measures. In accordance with RIPA, two independent Commissioners: the Interception of Communications Commissioner and the Intelligence Services Commissioner, examine the use of the powers available to Ministers and the compliance of the security and intelligence agencies with their statutory obligations in relations to the interception of communications and human and technical operations.

707. The intelligence and security agencies must ensure that they comply with the Human Rights Act 1998, although ISA and RIPA provide the main legislative mechanism for ensuring that their actions are necessary and proportionate.

Question 2

708. As highlighted in the Foreign and Commonwealth's Annual Report on Human Rights 2009, the Government's counter-terrorism strategy, CONTEST, makes clear that the work to reduce the threat of terrorism is based on a set of core principles and values that includes respect for human rights. The strict domestic legal framework and oversight that covers the work of the security and intelligence agencies complies with the European Convention on Human Rights.

709. The legal framework that authorises the security and intelligence agencies' activities (see Q.1) ensure that they act only if it is necessary for the proper discharge of their

functions. Authorisations and warrants under ISA and RIPA may only be issued by the relevant authorising officer, including the Secretary of State for the most intrusive techniques, if it is considered necessary and proportionate to do so. This is an application of article 8 of the European Convention of Human Rights, which seeks to ensure there is no interference with privacy except where it is in accordance with the law and in the interests of national security.

710. Judicial oversight mechanisms such as the Interception of Communications Commissioner, the Intelligence Services Commissioner and the Investigatory Powers Tribunal (see Q.5) ensure that respect for human rights is upheld when overseeing intelligence and security agencies' activities. The Intelligence and Security Committee (which is independent of Government and is composed of Parliamentarians) ensure that there is oversight and scrutiny of the security and intelligence agencies.

Question 3

711. UK security and intelligence agencies do not have any law enforcement powers.

Question 4

712. The safeguards, as explained above, are in the legislative framework governing the security and intelligence agencies (SSA, ISA and RIPA) which state that agencies' interventions should be necessary for the proper discharge of their duties, and authorisations and warrants may only be issued if action is both necessary and proportionate. This is subject to rigorous internal procedures prior to the use of RIPA investigatory powers. The Interception of Communications Commissioner, the Intelligence Services Commissioner and the Investigatory Powers Tribunal also offer safeguards in the way the security and intelligence agencies exercise their powers.

713. The security and intelligence agencies are subject to the Data Protection Act, which transposes the requirements in the EC Data Protection Directive, and requires that personal data should be processed fairly and lawfully, obtained for specific purposes and not be further processed in a manner incompatible with the original purpose. The agencies comply with the Data Protection Act, although some aspects of the Act are exempted where this is necessary for the purpose of safeguarding national security that would encompass the agencies' operational activities. However, RIPA, ISA and the Human Rights Act all provide safeguards for the agencies' operational activities.

Question 5

714. Under RIPA, the independent Investigatory Powers Tribunal (IPT) investigates any complaints made by an individual about alleged misconduct by or on behalf of the security and intelligence agencies in relation to that individual, their property or their communications. The IPT is also tasked to investigate any breaches of human rights, as set out in the European Convention on Human Rights, by the security and intelligence agencies. If the Tribunal decides that there has been contravention of any relevant legislation and the organisation concerned has not acted reasonably, they may uphold a complaint. Remedial measures such as the quashing of any warrants, destruction of any records held or financial compensation, may be imposed at the Tribunal's discretion.

715. If any possible cases of criminal wrongdoing come to light, they would be referred to the Attorney General to consider whether there might be a basis for inviting the police to investigate.

Question 6

716. Under RIPA, the Interception of Communications Commissioner and the Intelligence Services Commissioner examine the use of the powers available to Ministers

and the compliance of the security and intelligence agencies with their statutory obligations in relation to the interception of communications and human and technical operations. The Commissioners, by law, must hold or have held high judicial office. They are appointed for three year periods by the Prime Minister. There is a statutory duty for the security and intelligence agencies to provide the Commissioners with all documents or information they require to carry out their functions. Each Commissioner produces an annual report, which is presented to the Prime Minister and then published to the public, after redactions necessary for safeguarding national security are agreed.

717. The Intelligence and Security Committee, which is a committee of Parliamentarians independent of Government, plays a vital role in scrutinising and advising on the administration, policy and expenditure of the security and intelligence agencies. The ISC operates within the Official Secrets Act so that its members have access to the range of Agency activities and to highly classified information. The Committee reports directly to the Prime Minister and, through him, to Parliament. Its reports are laid before Parliament together with the Government's response, after deletion of any sensitive material, and debated in both Houses of Parliament. The Committee may also produce ad hoc reports on specific issues.
